

Histoire nationale

Professeur François Walter

Barbara Schenkel

Session octobre 1998

MEMOIRE DE LICENCE

*LES CATASTROPHES  
NATURELLES  
EN VALAIS AU XIX<sup>E</sup>  
SIECLE*

3176753

TB  
12.013

Médiathèque VS Mediathek



1010419475



02/66



# **PLAN**

## **I INTRODUCTION**

## **II INONDATIONS :**

1) Chronologie

2) Causes :

A) Chaleur, pluie et vent du Sud

B) Déboisement

C) Rupture de glacier

D) Eboulement

3) Conséquences

## **III AVALANCHES :**

1) Chronologie

2) Causes

3) Conséquences

## **IV EBOULEMENTS :**

1) Chronologie

2) Causes

3) Conséquences

## **V TREMBLEMENTS:**

### **DE TERRE**

1) Chronologie

2) Causes

3) Conséquences

## **VI AUTRES :**

1) Chronologie

## **VII MOYENS DE :**

### **LUTTE**

1) Endiguement : A) La situation avant 1860

B) La situation dès 1860

C) La première correction du Rhône

D) Torrents

2) Reboisement : A) La situation avant 1850

B) La situation dès 1850

C) La lutte contre les avalanches

3) Autres :

A) Glaciers

B) Tremblements de terre

## **VIII SECOURS :**

1) Organisation

2) Demandes de secours

3) Collectes

4) Répartition

## **IX CONCLUSION**

## **BIBLIOGRAPHIE**

## **LISTE DES ANNEXES**

## **ANNEXES**

## **I INTRODUCTION**

De par sa nature, le Valais est l'une des régions de Suisse les plus sujettes aux catastrophes naturelles. D'une part, le fleuve et les nombreux torrents qui le parcourent le rendent spécialement exposé aux inondations ; d'autre part, ses hautes montagnes et leurs pentes très raides sont à l'origine de nombreuses avalanches ; de plus, la nature de ses roches rend cette région sensible aux éboulements ; et enfin, le Valais se situe dans une zone sismique critique. Ces quatre facteurs sont ainsi les sources des principales calamités que le canton ait eu à subir au cours des siècles et qui perdurent aujourd'hui encore. Il existe un cinquième élément, que j'ai choisi de ne pas traiter ici. Il s'agit des incendies. Bien que particulièrement destructeurs, ils sont le plus souvent provoqués par l'homme, intentionnellement ou non, et leur source est rarement naturelle.

Dans cette région, une catastrophe peut se produire à tout moment et à tout endroit et peut frapper sur une échelle globale ou particulière. Mais surtout, elle est imprévisible et dévastatrice et c'est dans ce sens qu'elle est cruelle. Tout au long de leur existence, les hommes ont essayé de prévenir ces désastres ou du moins de les limiter et l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle est remplie de ces tentatives. Certaines ont été couronnées de succès, d'autres non. Avec quels moyens et avec quels résultats a-t-on pu lutter contre les catastrophes elles-mêmes ou contre leurs conséquences, c'est ce que je me propose d'examiner dans ce travail.

Pour ce faire, je me suis basée essentiellement sur les fonds d'archives du Département de l'Intérieur du canton du Valais. Ces fonds sont composés de tout ce que le Département a pu recevoir comme rapports d'experts, plaintes de particuliers ou de communes, circulaires du Conseil fédéral, lettres accompagnant des dons, proclamations diverses. Toutes ces sources m'ont permis d'établir une chronologie de chaque type de catastrophes et d'obtenir toutes les informations nécessaires à la bonne compréhension de certains phénomènes. Les rapports d'experts ont nourri la partie technique du travail et les nombreux tableaux d'estimation de dommages ou de répartition des collectes la partie chiffrée. Les articles de presse m'ont procuré une lumière spécifique, notamment ceux de la Gazette du Valais qui rendaient compte régulièrement de catastrophes localisées qui ne sont pas consignées dans les archives du Département de l'Intérieur.

La première étape dans la compréhension d'une catastrophe consiste à déterminer ses causes. C'est donc grâce à une bonne connaissance des facteurs déclenchants que l'homme pourra trouver

le processus de résistance aux forces de la nature. La première partie de mon travail sera consacrée à cette recherche des causes des catastrophes. Nous verrons comment l'homme du XIX<sup>e</sup> siècle a perçu l'origine de ses malheurs et la façon dont il a supporté ses conséquences. La deuxième partie traitera des moyens de lutte eux-mêmes. Nous constaterons que le XIX<sup>e</sup> siècle fut riche en innovations techniques et en idées nouvelles qui, même si elles ne se réaliseront pas au cours de ce siècle par manque de connaissances, prendront forme au XX<sup>e</sup> siècle. Cette lutte fut difficile et nombreux furent les moments où la nature a surpassé les forces humaines. Dans ces cas-là, la meilleure façon de lutter, et la seule possible, était de venir en aide aux malheureux. Nous nous intéresserons à la manière dont ces secours étaient organisés. Nous cernerons aussi la provenance des fonds des collectes et leur distribution aux victimes.

## **PRESENTATION DES SOURCES**

Les fonds d'archives du Département de l'Intérieur du canton du Valais contiennent plusieurs sortes de documents :

- On trouve des lettres de présidents de communes ou de particuliers qui décrivent les dégâts causés par telle ou telle catastrophe, demandent des secours et l'organisation de collectes, ou se plaignent de mauvaises répartitions. Ce genre de lettres fournit des renseignements sur la date de l'événement, offre un rapport sommaire sur les dommages et indique les régions mises en danger.
- Le deuxième type est le rapport d'experts. Il est plus précis dans la description des dommages, mais surtout, il en recherche les causes et propose des solutions. Cependant, on ne les trouve qu'en cas de grande calamité. Des tableaux d'estimation des pertes et de répartition des secours accompagnent le plus souvent ces rapports. On obtient ainsi de précieuses informations sur le nom des personnes touchées, sur leur fortune et les sommes qu'elles reçoivent en dédommagement.
- Les comptes des comités de secours constituent le troisième type de sources. On y trouve les listes des dons avec leur valeur et leur provenance.
- Enfin, on découvre des appels au secours de la part du gouvernement valaisan à ses concitoyens ou aux Confédérés.
- Je me suis aussi servie d'articles de presse, notamment ceux de la Gazette du Valais. Ils complètent les informations et surtout signalent les catastrophes moindres qui n'apparaissent pas dans les sources du département de l'Intérieur. On peut également y lire des hypothèses sur les causes des catastrophes. De plus, des rapports d'experts sont régulièrement publiés, souvent agrémentés de quelques anecdotes.

## **PLAN**

Avec tous ces renseignements j'ai pu établir une chronologie de chaque type de catastrophe et voir quels ont été les moyens de lutter contre ces calamités tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle.

- Dans une première partie (chapitres II à VI) j'ai donc cherché à voir, pour chaque type de catastrophe, si l'on en recherchait les causes et si c'était le cas, quelle a été l'évolution de cette démarche au cours du siècle.

- Cette recherche des causes des désastres naturels avait pour but de trouver les moyens de lutter contre eux. Ceci constitue la deuxième partie du travail (chapitre VII). Pour chaque type on a trouvé, ou du moins cherché, une façon de s'en protéger. Cela va de l'endiguement au mode de construction des maisons en passant par le reboisement et les paravalanches.
- Malheureusement on ne peut pas toujours se battre contre les forces de la nature et porter secours aux victimes constitue également un moyen de lutte d'autant plus que, on le voit dans la troisième partie de ce mémoire (chapitre VIII), l'argent est de plus en plus destiné à l'endiguement et aux autres technique de protection. Cette dernière partie a également montré les différentes manières de faire appel à la commisération publique et les nombreuses difficultés qui se présentaient aux hommes chargés de la répartition des secours.

## II INONDATIONS

### 1) Chronologie

Année	Période	Lieu	Cours d'eau
1809	6 et 7 juin	Liddes	Drance d'Entremont
1816	Automne	St-Gingolph	Rhône
1818	16 juin	Vallée de Bagnes	Drance
1820	Juillet	Naters	Rhône
1823	13-14 juillet	Versegères (Bagnes)	Torrent de Versegères
1824	8 mai	Sierre	Bonne Eau
1828	8-9 juillet	Diverses localités	Rhône
1834	27 août	Toute la vallée	Rhône et torrents
1835	Eté	Val d'Anniviers	Navisence
1837	Octobre	Vouvry	Rhône
1838	20-21 juillet	Liddes	Vassorai
1839	15 septembre	Haut-Valais (=> Brig)	Rhône et torrents
1842	19 mars	Bagnes	Drance
1844	Mai	Sion	Rhône
	Automne	Illarsaz	Rhône
1845	Juin	Illarsaz	Rhône
1846	Mai	Saxon	Rhône et torrents
	18 octobre	Orsières	Drance
1847	Eté	Salvan	Rhône
1849	16 juin	Sion	Rhône
1852	19-20 août	Frignolley (Bagnes)	La Guray du Frignolley
1854	23 juillet	Liddes	Drance
1855	12 juin	Illarsaz	Rhône

	13-15 juin	Bagnes	Bruson
1860	1-3 septembre	Vallée du Rhône jusqu'à Martigny	Rhône et torrents
1861	Juin	Haut-Valais et Fully	Rhône et torrents
1863	13 juin	Haut-Valais	Rhône et torrents
	30 août	Martigny	Drance
1866	26 septembre	Turtig et Fully	Rhône
1868	17 août	Haut-Valais, Fully, Bagnes	Rhône et torrents
	3 octobre	Idem	Idem
1870	3 août	Baltschieder et Rarogne	Rhône
	25 et 31 octobre	Chamoson, Ardon, Saillon, Vouvry, Vionnaz	Lozenze, Lizérne, Salentze, Avençon, Mayen
1871	Juillet et août	Ardon, Chamoson et Fully	Rhône
1873	13 et 14 juillet	St-Léonard, Ardon	Rhône et Lizérne
	28 juillet	Granges	Rhône
1876	7 et 8 juillet	St-Léonard et Sion	Rhône
1877	2 juin	Aproz	Printze
	Août	Bagnes	Drance
1878	Septembre	Baltschieder	Baltschieder
1880	Novembre	St-Léonard	Morge, Lozenze, Lienne
1881	24 juin et 26 juillet	Montagnier et Lourtier	Montagnier et Lourtier
1883	14 juillet	Bramois, Grône, Granges	Rhône
1885	29-30 novembre	Chamoson, Saillon, Mazambroz (Fully)	Lozenze, Salentze, Etzetze, La Sarve



1888	Juillet	Loèche-les-Bains	Dala
	1 <sup>er</sup> août	St-Léonard, Naters, Viège, Ardon, Chamoson	Rhône
1889	Août	Randa	Wildi
1892	Août	Täsch	Viège
1894	28 juin	Vallée de Bagnes	Drance
	13 novembre	Saxon, Riddes et Vollèges	Vellaz et Tassieu, Fara, Drance
1896	16 mars	Sierre, Mase, Nendaz, Saxon, Fey, Vollèges	Les torrents de ces localités
	5 juin	Sierre et Salquenen	Raspille
	29 juillet	Leytron, Chamoson, Riddes	Rhône
	5 août	St-Maurice	Mauvoisin
1897	30 juin	Plaine Saillon-Fully	Rhône
1898	21 juin	Tourtemagne	Tourtemagne
	17 juillet	Vallée de Bagnes	Drance
	Juillet	Chamoson et Leytron	Loenze
1899	Janvier	Leytron et environs	Loenze

## 2) Causes

Les catastrophes énumérées ci-dessus furent des épisodes du long combat du peuple valaisan contre son fleuve. Le Rhône et ses affluents ont depuis toujours représenté le danger naturel le plus inquiétant pour le canton. Leurs débordements ont eu pour origine diverses causes, mais un certain nombre de facteurs demeurent des constantes dans les grandes inondations du siècle dernier.

### A) Chaleur, pluie et vent du sud

La première cause d'inondation est, en fait, une accumulation de plusieurs éléments : la chaleur, la pluie et le vent du sud. Le Rhône et ses affluents subissent l'influence de la température sur les glaciers qui les alimentent. Dans les années ordinaires, la fonte des neiges commence dès les premiers jours de juin et continue graduellement dans le courant de l'été. Le Rhône absorbe alors facilement cet apport d'eau habituel. Mais, certaines années, des températures plus élevées que d'ordinaire accélèrent la fonte des glaciers. Les eaux se précipitent dans les fonds des vallées, entraînant avec elles les terres, les bois, les cailloux, amoncelés dans le lit des cours d'eau durant les  $\frac{3}{4}$  de l'année par les pluies, les avalanches ou les éboulements. Faibles et inoffensifs en hiver, les torrents et le fleuve atteignent alors un débit extraordinaire qui détermine des inondations désastreuses quand les vents du midi et les orages viennent ajouter leur action sur les glaciers, déjà dénudés et ramollis par les chaleurs.

On dénombre vingt et une inondations au cours du XIX<sup>e</sup> siècle qui furent provoquées par cette association, dont les plus graves sont celles de 1834, 1860 et 1868<sup>1</sup>. Elles deviennent nombreuses dans les années 1860-1870, certainement à cause de l'importance du déboisement dans ces années-là, et sont plus rares au début et à la fin du siècle. Au début du siècle le déboisement n'avait pas encore causé ses méfaits. A la fin du siècle, l'endiguement devenait efficace et compensait en quelque sorte la perte des forêts.

Ce sont les rapports d'experts qui ont signalés cette conjonction comme étant la cause certaine de ces vingt et une catastrophes. Il est rare, en effet, de trouver dans les lettres des particuliers ou des communes une recherche de l'origine de leur malheur. La pluie, tout simplement, est, pour eux, la source principale de l'inondation. Ainsi, dans le tableau chronologique, il se peut que les

---

<sup>1</sup> Voir la couleur rouge dans le tableau chronologique.

inondations considérées comme étant causées par la pluie<sup>2</sup>, particulièrement en été, aient également cette conjonction comme explication. Il y en a donc certainement davantage.

En observant le tableau chronologique, on peut constater, d'une part, que les catastrophes sont de plus en plus nombreuses, malgré la correction du Rhône entreprise à partir de 1865. Au début du siècle, leur fréquence est d'une chaque deux ou trois ans. A partir du milieu du siècle, elles se répètent presque chaque année, mais surtout, on peut en trouver plusieurs par an. D'autre part, le Rhône déborde de moins en moins dès 1870, grâce à l'efficacité de son endiguement. Et si, malgré tout, il fait irruption dans la plaine, la catastrophe reste localisée. Ce sont les torrents qui provoquent de plus en plus de dégâts. Ce problème est dû essentiellement au déboisement des montagnes<sup>3</sup>.

### *B) Déboisement*

Le premier à signaler ce danger est l'ingénieur en chef Negrelli. Il considère dans son rapport, écrit à la suite des inondations de 1839, que "L'écoulement des eaux dépend de la conservation des forêts dont la nature bienfaisante a recouvert les pentes des montagnes pour protéger les vallées et les plaines et que, bien loin de conserver, on détruit chaque jour davantage<sup>4</sup>". Le déboisement est à nouveau montré du doigt à la suite des inondations de 1860. Voici ce qu'affirme l'ingénieur Raby dans un article de la Gazette du Valais<sup>5</sup> : "C'est ici le lieu de dire qu'en tous pays les ravages des eaux qui descendent des montagnes sont devenus plus grands et plus fréquents à mesure que le déboisement a fait des progrès. Le Valais ne pouvait pas échapper à cette fatalité : le climat et la conformation du bassin du Rhône la rendaient inévitable. Heureusement que le mal n'est pas encore invincible, mais pour le combattre efficacement il faudra recourir à tous les moyens qui sont en notre pouvoir. Il ne suffira pas de faire de bonnes digues ; il faudra encore appliquer aux forêts une exploitation modérée, régulière et réparatrice, faite pour conserver celles qui restent et pour rétablir celles qui ont été détruites. Sans cette précaution, les nouvelles digues qu'on pourra faire aujourd'hui seront trop basses dans 20 à 30 ans. Par exemple, nous sommes persuadés que les anciennes digues de Sion étaient assez hautes à l'époque de leur construction, tandis qu'à présent ce ne serait pas trop de les élever d'un mètre".

<sup>2</sup> Voir la couleur bleue dans le tableau chronologique

<sup>3</sup> Voir chapitre sur le reboisement VII 2)

<sup>4</sup> AEV, DI 22.3.2, N° 10.

<sup>5</sup> *Gazette du Valais*, 1860, N° 102. Ce journal paraissait deux ou trois fois par semaine (dimanche, mercredi et vendredi) dès 1855.

En 1858, le Conseil fédéral, sur la demande de la Société forestière suisse, décide de faire procéder à des études sur les forêts se trouvant dans les principaux bassins de la Suisse. Le professeur Landolt de Zürich rendra son rapport<sup>6</sup> en 1862. Après avoir analysé les législations forestières des cantons, il donne ses conclusions :

- L'état irrégulier des cours d'eau qui s'enflent, s'écoulent rapidement et débordent lors de fortes pluies provient du déboisement des montagnes, surtout de celui des fortes pentes. Les eaux pluviales coulent sur ces pentes dénudées comme sur un toit et se jettent dans le cours d'eau le plus proche. La pluie qui tombe sur les forêts est, au contraire, divisée. Une partie reste sur les feuilles, s'évapore ou ne parvient que lentement sur le sol et s'infiltré dans la terre.
- Le fait, qui n'est point contesté, que les ruisseaux et les rivières charrient aujourd'hui une plus grande quantité de débris qu'autrefois, provient des grandes coupes rases et du fort éclaircissement des forêts. Les eaux, en s'écoulant rapidement, entraînent toute la terre meuble, des ravins se forment et s'étendent chaque année.
- Les charriages des cours d'eau latéraux encombrant les lits des principales rivières dans lesquelles ils se jettent et dont la pente n'est pas assez forte pour les entraîner. Les eaux sont forcées de chercher de nouveaux lits, les terrains fertiles sont envahis et les vallées entières sont transformées en un désert couvert de débris de rochers. Ces désastres n'atteignent pas seulement les habitants des montagnes, mais encore ceux des vallées fertiles inférieures où les eaux déposent les charriages, lorsqu'elles n'ont pas rencontré de grande résistance sur leur parcours. Les dégâts dans les vallées inférieures sont l'inondation des terrains voisins des torrents et des dommages causés aux rives.

Malgré les nombreuses mises en garde des experts, les forêts continueront à être exploitées d'une manière déraisonnable. En 1877, le chef du Département des Ponts et Chaussée, dans son rapport sur la correction du Rhône<sup>7</sup>, signale l'urgence des mesures à prendre pour protéger les forêts efficacement. La sécurité du Valais dépendra de sa capacité à sauvegarder celles qui restent et à rétablir celles qui existaient. Mais en 1896 et 1897 des inondations se produisirent où les eaux atteignirent une hauteur inconnue jusqu'alors. Ces considérations engagèrent le Conseil d'Etat à faire rechercher par une commission d'ingénieurs, composée de MM. de Stockalper, Zen Ruffinen et de Rivaz, les causes qui avaient contribué à établir cet état des choses ainsi que les moyens

<sup>6</sup> Landolt E., *Rapport au Conseil fédéral sur les forêts des hautes montagnes de la Suisse inspectées dans les années 1858, 1859 et 1860*, Lausanne, 1862.

<sup>7</sup> Chappex J., *Notice sur la correction du Rhône 1864-1877*, Sion, 1877.

propres à y remédier. Ils étudièrent le régime hydraulique du Rhône en vue d'y apporter les améliorations nécessaires. Cette commission présenta son rapport en février 1898<sup>8</sup>.

Les ingénieurs posent le principe que "tout cours d'eau dont le lit est maintenu entre des limites fixes, soit naturellement, soit artificiellement, doit subir cette loi de la nature qui fait que les fleuves modifient le plafond de leur lit jusqu'à ce que la pente ait pris partout une valeur convenable et satisfasse partout aux nécessités de l'écoulement, sans faire naître ni accélération, ni ralentissement. Quand, par ce travail, la pente s'est régularisée, l'état du fleuve devient stable"<sup>9</sup>. Cette formation de la pente dépend de trois facteurs :

- la nature du sol, soit sa résistance plus ou moins grande à l'affouillement ;
- la largeur du cours d'eau ;
- le pouvoir propulseur de l'eau qui lui-même varie avec le volume d'eau et avec la quantité et les dimensions des matériaux charriés.

Ainsi l'endiguement d'une rivière a pour but, par des combinaisons variées de ces facteurs, de modifier le profil naturel de manière à le rendre moins dangereux pour les contrées traversées. Mais l'état d'équilibre ainsi obtenu par l'endiguement est forcément rompu chaque fois qu'un de ces facteurs vient à varier. Or, sur le cours d'un fleuve qui, comme le Rhône recueille les eaux de plus de trente affluents, le pouvoir propulseur de l'eau change nécessairement fréquemment. De plus, ces torrents latéraux ont tendance à charrier de plus en plus. Et si, d'une manière générale, une pente peut suffire à un moment donné à l'écoulement des eaux, elle ne saurait satisfaire plus longtemps aux mêmes conditions d'écoulement si, par suite d'exhaussements du lit provoqués par des apports excessifs des affluents, cette pente vient à diminuer. Les charriages des torrents jouent donc un rôle prépondérant et c'est grâce à la forêt que l'on pourra les diminuer. L'une des conclusions de la commission sera donc que "la régularisation des affluents du Rhône, soit l'extinction des charriages à leur origine, combinée avec le reboisement et le regazonnement des versants des bassins de réception, doit être poursuivie activement, car d'elle dépend en définitive le salut de la plaine du Rhône". Mais, comme on le verra plus tard, malgré les nombreuses mesures législatives et les avertissements des experts, les déboisements continueront, même s'ils deviennent plus modérés.

<sup>8</sup> Rivaz Paul de, *Correction du Rhône et des torrents*, Lausanne, 1898.

<sup>9</sup> Voir note précédente

### C) Rupture de glaciers

Parmi les causes d'inondations, il existe un phénomène bien connu des Valaisans. Il s'agit de la rupture d'un glacier<sup>10</sup>. En général, lorsqu'une partie du glacier se casse, la glace va s'accumuler plus bas dans la vallée et barrer le cours d'eau qui sort du glacier. Un lac finit par se former derrière cette barrière et, la pression de l'eau devenant de plus en plus forte, le barrage cède et les eaux se déversent en une fois dans la vallée qu'elles dévastent au loin. Comme on le voit dans le tableau chronologique, on a recensé 5 inondations de ce type : deux au début du siècle, une au milieu et deux à la fin du siècle. Il n'existe pas, comme c'est le cas pour les inondations causées par les pluies et le déboisement, de période où elles sont plus nombreuses et plus graves. Une accumulation de facteurs (la température, la manière dont le glacier se retire, l'importance du lac et la façon dont il se vide) provoque la catastrophe et il est difficile de la prévoir et de l'éviter.

Quatre glaciers sont principalement concernés et chacun possède une façon particulière de se rompre : les glaciers du Giétroz, de Crête-Sèche et d'Otemma dans la vallée de Bagnes, et celui d'Allalin dans la vallée de la Viège. Commençons par le plus célèbre, le glacier du Giétroz. Il se situe au fond de la vallée de Bagnes, sur le flanc droit, à la hauteur de l'actuel lac de Mauvoisin. Il est, pour ainsi dire suspendu à 300 mètres au-dessus du Thalweg, sur les rochers qui enserrant étroitement la vallée. Au fur et à mesure qu'il avance, ses parties antérieures, manquant d'appui, se détachent et se précipitent dans la vallée où elles s'agglutinent de nouveau en un glacier conique<sup>11</sup>. Dans les années froides et humides, le ruisseau ne peut fondre toute cette masse de glace et le phénomène décrit ci-dessus se déclenche. Les inondations désastreuses de 1818 eurent pour origine la cassure du front de ce glacier. Le barrage atteignit alors une hauteur de 60 mètres, et le lac une longueur d'une lieue<sup>12</sup>.

A peu de distance du Giétroz, les glaciers de Crête-Sèche et d'Otemma provoquèrent aussi des inondations, surtout vers la fin du siècle. Les deux glaciers, d'abord confluents, se retirèrent à des vitesses différentes. Les glaces mortes et les moraines du glacier d'Otemma, plus lent, firent barrage et empêchèrent l'écoulement des eaux du glacier de Crête-Sèche. A deux reprises, en 1894<sup>13</sup> et

<sup>10</sup> Voir la couleur verte dans le tableau chronologique.

<sup>11</sup> Voir planche en Annexe I

<sup>12</sup> Culmann Karl, *Rapport au Conseil fédéral sur les torrents des Alpes suisses inspectés en 1858, 1859, 1860 et 1863*, Lausanne, 1865.

Une lieue équivaut à 4 km.

<sup>13</sup> *Gazette du Valais*, 1894, N<sup>os</sup> 53 et 77.

1898<sup>14</sup>, le lac se vida brutalement. Des ponts et des chalets furent emportés, des champs recouverts d'alluvions et des grandes quantités de sédiments atteignirent le Rhône.

Les débâcles provoquées par le glacier d'Allalin, situé sur le flanc gauche de la vallée de Saas à la hauteur de l'actuel lac de Mattmark, eurent des origines un peu différentes. Pendant la période froide, ce glacier, suivant la tendance générale, augmente et déborde ainsi de la vallée latérale dans la vallée principale de Saas. En conséquence, le glacier et sa moraine barrent la vallée principale et il se forme un lac temporaire dont la brusque évacuation occasionne des inondations. Au XIX<sup>e</sup> siècle, on ne signale qu'une attestation d'une inondation provoquée par le glacier d'Allalin : celle de 1828. Mais auparavant, on a dénombré, entre 1589 et 1829, pas moins de 30 inondations<sup>15</sup>.

Mais il est parfois constaté qu'un lac se vide sans donner lieu à un désastre. Un article de la Gazette du Valais<sup>16</sup> signale un phénomène qui se déroule chaque deux ou trois ans. Il semble qu'une poche d'eau se forme sous le glacier du Trient et se déverse avec plus ou moins de violence, non pas d'un coup, mais régulièrement en deux ou trois jours. Le torrent du Trient, grossi par l'arrivée de ces eaux, peut causer quelques dégâts aux abords de son cours mais, grâce au travail de la population qui, habituée au phénomène, intervient rapidement, ils sont le plus souvent minimes.

#### D) Eboulements

Dans le même ordre d'idée, il peut arriver que des éboulements ou des avalanches interrompent le lit d'un torrent. Lorsqu'il pleut, un petit lac naît derrière cette barrière et l'accumulation des eaux finit par faire céder le barrage constitué de débris divers. Le lac se déverse alors d'un seul coup et provoque le débordement du torrent. La vague arrache tout sur son passage. Le principe est le même que pour un lac glaciaire, dans une proportion moindre bien sûr. Trois inondations de ce type sont remarquées au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, entre le milieu et la fin du siècle. On peut dire que ce problème est aggravé par le déboisement des flancs des torrents. En effet, la forêt, si elle était présente, empêcherait le départ de l'éboulement ou le retiendrait avant qu'il n'atteigne le lit de la rivière.

<sup>14</sup> Gazette du Valais, 1898, N<sup>os</sup> 51 et 58.

<sup>15</sup> « Les catastrophes géomorphologiques en Valais », Bulletin de la Murithienne, 1980, N<sup>o</sup> 97, P.83-99.

<sup>16</sup> Gazette du Valais, 1897, N<sup>o</sup> 58.



### 3) Conséquences

Les conséquences de ce genre de catastrophes sont évidemment dramatiques pour la population valaisanne. Les eaux, en stagnant sur les terrains cultivés, commencent par détruire les récoltes. Les effets se feront sentir non seulement durant l'année en cours mais aussi l'année suivante. En effet, l'absence de récolte provoquera une pénurie de grains qui empêchera ou, du moins, rendra difficile l'ensemencement des champs. Mais, pire encore, les tonnes de gravier et de débris divers charriés par les flots vont se déposer une fois les eaux retirées. Des propriétés entières seront complètement recouvertes et rendues improductives pour de nombreuses années.

L'importance des pertes dépend non seulement de l'ampleur de l'inondation mais aussi de l'essence même de l'inondation. Lors de la rupture d'un glacier les eaux se déversent dans la vallée, sans signe avant-coureur. Une vague énorme emporte tout sur son passage, arrache les ponts, les arbres ou les bâtiments situés sur les rives du torrent. Certains paysans auront le malheur de voir leur lopin de terre ou leur bétail emporté par les flots impétueux ou même de perdre la vie emportés eux-mêmes en même temps que leur maison. L'irruption des flots se fait d'une manière très violente et ne laisse à personne le temps de se mettre à l'abri ou tenter de sauver ses biens. Mais une fois la vague passée, le torrent retrouve son cours normal. Jean-Marie Achard-James, qui se trouvait en Valais au moment de la débâcle du Giétroz en 1818, décrit la catastrophe<sup>17</sup>. Selon ses estimations, la vague énorme qui se déverse dans la vallée parcourt les six premières lieues, de Torembe à Châbles, en moins de quarante minutes, et les quatre suivantes, de Châbles à Martigny, en moins de cinquante minutes.

Tout s'est donc déroulé avec une rapidité déconcertante. Ce n'est pas le cas des inondations causées par la pluie ou les orages qui, elles, durent en général plusieurs jours. Tout d'abord, les eaux ne montent pas d'un seul coup. Il faut plusieurs heures ou plusieurs séries d'orages répartis sur quelques jours pour que le fleuve et ses affluents atteignent la hauteur qui provoquera l'inondation. La population riveraine a ainsi la possibilité de tenter de sauver ses biens en construisant des barrières de fortune, qui ne résistent que rarement, ou en essayant de faire dévier les eaux vers des régions marécageuses. La plupart du temps, ces tentatives se soldent par des échecs et des hommes y perdent la vie. Les flots s'installent alors sur les terres et, une fois les récoltes détruites, les minent en emportant peu à peu la surface cultivable. Plusieurs jours ou plusieurs semaines sont nécessaires

---

<sup>17</sup> *Annales Valaisannes*, 67, 1992, p.59-74.



pour que l'eau se retire complètement et retrouve son lit. Les terrains qui n'ont pas été emportés sont alors recouverts de graviers et de débris divers.

Ce phénomène peut se produire sur toute la surface du canton du Valais, comme ce fut le cas en 1834, 1860 et 1868, ou, nous le verrons plus tard, être limité à une seule région. L'estimation des dommages causés, tant aux récoltes qu'aux aménagements publics à la charge de l'Etat et des communes, a pu être évaluée à Fr.- 1'116'890 en 1834<sup>18</sup> et à Fr.- 600'000 en 1860<sup>19</sup>. Mais une appréciation juste des pertes éprouvées par la détérioration des récoltes de maïs et de pommes de terre - ces denrées constituaient la ressource principale d'alimentation des populations de la plaine - n'a pas été possible. En effet, l'effet du débordement s'est aussi fait sentir, et de manière pernicieuse, dans les terrains les moins endommagés. Les produits, atteints de maladie et de pourriture à cause de l'humidité extraordinaire laissée par l'inondation, ont pourri dans les caves et les greniers. Ainsi les moyens d'alimentation d'un grand nombre de familles ont été réduits au-dessous du minimum vital, bien plus que l'apparence des dévastations ne permettait d'en juger. Et, comble de malheur, huit ans plus tard, une autre inondation allait frapper les mêmes régions et causer pour 1'669'911 francs<sup>20</sup> de dégâts.

A partir de 1870, le système d'endiguement dans son ensemble devint de plus en plus efficace. Prenons pour preuve, l'inondation de juillet 1873. Cette année-là, la crue du Rhône a dépassé la cote des inondations de 1860 et 1868 et pourtant le pays en général, mis à part quelques communes qui ont éprouvé des pertes bien sensibles, a échappé au désastre.

Nous avons vu quelles pouvaient être les conséquences d'une irruption des eaux dans le canton entier. Mais en parallèle, il existe une multitude de débordements localisés qui, même s'ils ne sont pas impressionnants dans leur ampleur, n'en sont pas moins dramatiques pour la région touchée. Citons l'exemple de la commune de Vouvry qui, déjà accablée en 1834 par la sécheresse et par l'inondation, voit en 1837 ses récoltes submergées par les eaux à une hauteur égale à celle de 1834. Les foins furent surpris à la veille de leur maturité et mis hors d'usage à cause du limon qui s'y déposa. Les pertes se montèrent à 17'736 francs dont voici le détail<sup>21</sup> :

<sup>18</sup> *Rapport sur les désastres du Canton du Valais au Comité central de la Société helvétique d'Utilité publique établi à Zurich, 1834.*

Pour les détails par dizains voir Annexe II

<sup>19</sup> *Rapport du Comité de Bienfaisance chargé de la répartition des secours recueillis pour les victimes de l'inondation en Valais du 1<sup>er</sup> au 7 septembre 1860, Sion, 1862.*

<sup>20</sup> AEV, DI 253.3, N° 1.

<sup>21</sup> AEV, DI 22.3.1, N° 7.

Foin perdu	3168	Perte des parcours	
Foin réduit en litière	412	pour les chevaux	
Marais perdu	380	pendant 4 mois	500
Marais réduit en litière	660	Perte des engrais de	
Pommes de terre	3395	l'année précédente	2061
Froment	432	Perte des produits de	
Chanvre	435	l'année prochaine	1790
Légumes	377		
Engrais	4128	Total	17736

Autre exemple, celui d'Orsières. Dans une lettre adressée au département de l'Intérieur du canton du Valais<sup>22</sup>, le président Rossier fait ses observations sur les dégâts causés par des débordements répétés durant l'année 1846. Au mois de mai, une pluie battante a occasionné des pertes de 15'000 francs. La seconde inondation eut lieu au mois d'août à la suite d'une chute de grêle dégradant les récoltes et les terres pour une somme de 20'000 francs. La troisième vint porter son ravage au commencement de septembre. Une pluie surabondante entraîna des dommages s'élevant à 8000 francs. La dernière arriva le 18 octobre et ce fut la plus désastreuse de toutes. Il survint une grande quantité de neige sur les hauteurs, suivie d'une pluie continue. La Dranse fut rengorgée par deux torrents et son débordement provoqua les plus grands désastres sur tout le voisinage de son lit. Elle a emporté treize ponts, coupé le passage de la route en cinq endroits et envahi un grand nombre de champs. Les pertes s'élevèrent à 20'500 francs.

Nombreuses sont les communes qui, confrontées à ces séries de catastrophes, se retrouvent sans moyens de venir en aide à leurs ressortissants et demandent l'aide du canton. Des lettres sont adressées au département de l'Intérieur par des présidents de commune afin d'obtenir quelque secours pour tel ou tel particulier. A la lecture de ces missives, on prend mieux conscience de la misère dans laquelle peut se retrouver une victime d'inondation. Imaginons le désarroi d'un meunier qui voit ses moulins emportés par les eaux. Un certain Etienne Bet de Liddes s'est retrouvé dans cette situation en 1809<sup>23</sup>. Septuagénaire et sans enfants, ses moulins constituaient son seul moyen de subsistance. Ses espoirs se tournent donc vers la charité publique. Le président de Liddes, Valentin Darbelay, demande l'autorisation d'organiser une collecte en faveur de cet homme de

<sup>22</sup> AEV, DI 22.3.3, N° 11.

<sup>23</sup> Voir lettre en Annexe III. AEV, DI 22.1.1, N° 2.

bonnes moeurs digne de la "commisération des âmes charitables." Citons encore l'exemple de ce personnage de Vouvry, Téodore Ribordy, qui, par suite de l'irruption des eaux du Rhône sur ses terres en novembre 1837, a perdu sa récolte de maïs et de pommes de terre<sup>24</sup>. De plus, une partie de son champ a été endommagé par le passage des ouvriers venus construire un mur afin d'empêcher le fleuve de récidiver. Avec une femme malade et sans ressources à l'approche de l'hiver, il demande un petit subside pour le soutien de sa famille.

A la consultation de cette correspondance, on est frappé par deux choses. On remarque, tout d'abord, que le nombre de demandes de secours est minime en comparaison du nombre d'inondations dont le Valais fut la victime au XIX<sup>e</sup> siècle. Ensuite, on constate que les solliciteurs sont, en général, dans une situation extrême. Le schéma du couple âgé, ou du veuf, malade et sans descendance, se retrouve régulièrement. Ainsi, la décision de faire appel à la charité publique semble se prendre en dernière extrémité. On peut imaginer que l'entraide dans la famille ou la solidarité entre voisins<sup>25</sup> sont des valeurs qui circulent parmi les populations de l'époque. L'indigent s'adresse en premier lieu à sa parenté, ensuite à ses amis. S'ils ne peuvent lui venir en aide, il aura alors recours à l'assistance du gouvernement. En principe, les autorisations d'organiser une collecte sont accordées sans trop de problèmes. Cependant, en cas de refus, des familles se résoudront à quitter le pays. Voici un résumé sommaire de la vie paysanne qui donne l'explication des raisons qui poussent un agriculteur à un tel départ : "Dans nos villages de la plaine, l'agriculteur travaille pendant la moitié de l'année à réparer les dégâts causés par les eaux et à garantir ses propriétés pour l'avenir. L'autre moitié, il cultive ses terres et quand vient la saison des récoltes l'inondation survient, détruit tout et le laisse sans ressource à l'entrée de l'hiver. Il finira par s'éloigner d'un pays qui le condamne à vivre dans la misère<sup>26</sup>."

Ces émigrations incessantes, vers l'Amérique du Sud surtout, retirent au pays beaucoup de main-d'oeuvre et d'argent. Cela n'arrange pas les affaires des communes inondées auxquelles il manquera des forces de travail. Mais, heureusement pour le canton, la plupart de ses ressortissants ne choisissent pas cette option. Grâce aux sentiments de solidarité et de fraternité qui se développent à la suite de grandes catastrophes, des secours en argent et en denrées parviennent des autres cantons ou de l'étranger et permettent aux victimes de survivre en attendant des jours meilleurs.

<sup>24</sup> Voir lettre en Annexe IV. AEV, DI 22.3.1, N° 4.

<sup>25</sup> Voir lettre en Annexe V. AEV, DI 23.2, N° 1.

<sup>26</sup> AEV, DI 23.3.2, N° 47.

### III AVALANCHES

#### 1) Chronologie

Année	Période	Lieu
1819	27 décembre	Randa
1827	Décembre	Biel et Selkingen
1849	Janvier	Saas-Grund
1855	25-28 juillet	Mont-Rose, Jungfrau et Diablerets
1856	30 janvier	Vallée de Lötschen
1857	31 janvier	Randa
1861	Mars	Entremont
1888	Durant tout l'hiver	Randa, Saas, Binn, Gremiols, Bourg-Saint-Pierre
1890	29 mars	Simplon
1893	23 janvier	Grimentz
1898	2 mars	Evolène
	Mars	Törbel
1899	4 janvier	Arolla

## 2) Causes

Le Valais étant un pays de montagnes, il est aussi celui des avalanches. Calamité naturelle ou instrument de Dieu, l'avalanche a de tous temps inspiré à l'homme la terreur. Terreur qui s'expliquait aisément par l'ampleur du phénomène comparée à l'impuissance de l'homme face à la montagne en colère. L'absence de mesures de protection jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et leur inefficacité, provient en partie du fait, à part le manque de moyens, qu'il est difficile de prédire le moment du déclenchement d'une avalanche et son parcours. Des bâtiments considérés comme sûrs pendant des siècles peuvent être dévastés malgré tout. Il est aussi très difficile d'établir des projets pour un système de protection qui puisse tenir compte de toutes les diverses conditions qui peuvent survenir. Tout ceci est la cause de la présence d'une certaine fatalité face à ce type de catastrophes au sein de la population. On a l'impression que les indigènes portaient du principe qu'ils ne pouvaient pas lutter contre la montagne.

D'autre part, certains villages ont été imprudemment construits dans des sites exposés et ils présentent, en conséquence, une longue chronique de malheurs. C'est le cas de Randa et Loèche-les-Bains. Il semble, heureusement, qu'à Loèche-les-Bains, les protections anti-avalanches construites depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle aient efficacement protégé le village. Randa, par contre, sera toujours à la merci du glacier de Bies. Mémorisons l'avalanche survenue au début de l'année 1980 qui semble avoir été la plus importante de mémoire vivante<sup>27</sup>.

Dans la recherche des causes qui déclenchent les avalanches, la population possédait un savoir concernant certains grands principes. On connaît le grand danger que représentent les amoncellements de neige qui peuvent se mettre en mouvement sur les pentes raides, dénuées d'arbres, uniquement par le passage d'un animal, le vol d'un oiseau, par un vent tempétueux ou par la résonance de cris humains. On voit également la menace lorsque de grandes masses de neige tombent, à basses températures, sur une ancienne couche durcie ou lorsque des températures élevées font fondre la neige. Ainsi, les habitants reconnaissaient le danger par la coïncidence de divers facteurs et ce savoir leur permettait d'évaluer les moments dangereux.

Cependant, d'autres éléments entraient en ligne de compte. L'observation du tableau chronologique, met en relief le fait que les avalanches sont plus fréquentes à la fin du siècle qu'au début. Le déboisement en est la cause principale. Les variations climatiques associées à l'économie

<sup>27</sup> *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, 8 février 1980.

alpestre ont provoqué un abaissement de la limite supérieure de la forêt et par conséquent une augmentation considérable des dangers d'avalanche. De plus, il y a chaque année des avalanches qui ont été observées à haute altitude et qui, n'ayant provoqué aucun dégât, n'apparaissent pas dans les sources.

Autre conséquence de la déforestation, les avalanches ont tendance à se déclencher dans des endroits où, de mémoire d'homme, il n'y en avait jamais eu. Les avalanches de 1890, 1893 et 1898 nous sont signalées comme telles. En 1890, une formidable avalanche s'est précipitée des flancs du Fletschhorn qui domine le village du Simplon. Elle s'est avancée jusque dans le voisinage du petit village d'Euge, "ce que l'on n'avait jamais constaté jusqu'ici"<sup>28</sup>. En 1893, un mètre de neige est mesuré à Grimentz et de nombreuses avalanches se sont produites. "Des étables ont eu la porte défoncée et un raccard fut renversé là où on n'avait jamais vu d'avalanche"<sup>29</sup>. Même phénomène en 1898, où des chutes de neige abondantes ont provoqué une avalanche monstrueuse sur le territoire de la commune de Törbel<sup>30</sup>. Le professeur Landolt, dans son rapport de 1862<sup>31</sup>, signalait aussi ce problème. Il constatait que "les avalanches sont devenues plus fréquentes par le déboisement des forêts. Elles ont lieu actuellement dans des localités où il ne s'en formait pas ou rarement autrefois. Le déboisement à la limite supérieure des forêts a augmenté les désastres en favorisant la formation des avalanches dans des lieux où la présence des bois ne le permettait pas".

Les deux causes principales de formation d'avalanches étant la neige<sup>32</sup> et le déboisement, il existe deux autres sources de provocation, plus rares : le tremblement de terre<sup>33</sup> et la chute de glacier<sup>34</sup>. Ce dernier élément provoqua des avalanches à deux reprises au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, en 1819 et en 1857. Les deux fois le glacier du Weisshorn menaça le village de Randa. L'ingénieur Ignace Venetz nous rapporte l'événement de 1819. Le 27 décembre 1819, vers le côté oriental et très escarpé du pic le plus élevé du Weisshorn, la partie supérieure de ce glacier s'écroula sur la masse inférieure et précipita celle-ci dans le fond de la vallée qu'elle obstrua. L'avalanche de glace respecta le village, mais la pression qu'elle produisit déracina des arbres, transporta par-dessus les toits des animaux, des pierres, des objets d'un poids énorme et déplaça des maisons tout entières

<sup>28</sup> *Gazette du Valais*, 1890, N° 28.

<sup>29</sup> *Gazette du Valais*, 1893, N° 8.

<sup>30</sup> *Gazette du Valais*, 1898, N° 21.

<sup>31</sup> Landolt E., *Rapport au Conseil fédéral sur les forêts des hautes montagnes de la Suisse inspectées dans les années 1858, 1859 et 1860*, Lausanne, 1862.

<sup>32</sup> Voir couleur bleue dans le tableau chronologique

<sup>33</sup> Voir couleur magenta dans le tableau chronologique

<sup>34</sup> Voir couleur verte dans le tableau chronologique

avec leurs habitants. La masse tombée avait une hauteur de 150 pieds. Douze personnes furent emmenées par l'avalanche et deux y perdirent la vie.

Monsieur Venetz s'inquiète du fait qu'une petite partie seulement du glacier est tombée et il craint que le reste, privé de son appui, ne dévaste le village de Randa. Il propose alors de déplacer le village : "Aucune force humaine ne peut prévenir cet événement, il ne reste donc d'autre ressource à cette malheureuse commune que de se fortifier contre le danger, ou de quitter la place. On ose à peine conseiller le premier moyen qui serait la construction d'un haut et fort rempart qui pût résister à des coup de vent ; mais ce rempart, en nuisant à la circulation de l'air, rendrait le village de Randa encore plus insalubre et plus sujet au crétinisme qu'il ne l'est actuellement ; et il est douteux que ce mur mît à l'abri du danger. Le meilleur parti serait donc d'abandonner la place et pour ne pas trop éloigner les habitants de leurs prairies, il faudrait rebâtir le village à environ une demi-lieue plus haut, du côté de Tesch<sup>35</sup>". Ce conseil ne fut pas suivi et l'événement se renouvela en 1857<sup>36</sup> avec cependant moins de force. La chute ne fit que soulever des tourbillons de neige qui enveloppèrent les habitations de Randa sans conséquences

En ce qui concerne les avalanches causées par un tremblement de terre, elles se sont déclenchées en 1855, année de la seule grande activité sismique du XIX<sup>e</sup> siècle. Le chanoine Alphonse Rion<sup>37</sup>, dans son relevé régulier<sup>38</sup> des secousses qui se sont produites lors de ce tremblement de terre, mentionne le fait que les plus hautes montagnes ont ressentis des effets. Le 25 juillet d'énormes blocs de glace se sont précipités des glaciers du Mont-Rose et le 28 une avalanche s'est déclenchée sur la Jungfrau et des blocs de glace se sont détachés des Diablerets. Ces événements, qui se sont produits en altitude, n'ont causé aucun dégât, ni menacé aucune localité. Ce n'est malheureusement pas le cas de la majorité des avalanches.

### 3) Conséquences

Les effets des avalanches sont divers et nombreux. Des pertes humaines sont malheureusement régulièrement à déplorer. En 1890, un homme trouva la mort au Simplon, en 1819 douze personnes sont emportées et deux ne pourront être sauvées. Mais les avalanches de 1827, qui ont détruit les

<sup>35</sup> Venetz I., *Relation de l'éboulement du glacier du Weisshorn, arrivé le 27 décembre 1819, et de la destruction du village de Randa dans la vallée de Vispach*, 1819.

<sup>36</sup> *Gazette du Valais*, 1857, N° 13.

<sup>37</sup> Rion A., *Note sur les tremblements de terre ressentis en Valais en 1855*, 1855.

<sup>38</sup> Du 25 juillet au 3 novembre 1855.



villages de Biel et Selkingen, furent les plus mortelles : 88 personnes dans la première localité et 50 dans la deuxième périrent. Il s'agit de personnes emportées en même temps que leur maison, ou qui travaillaient au rétablissement des communications ou des cours d'eau coupés par les fortes chutes de neige, lorsqu'une avalanche s'est déclenchée. Il y a également, parmi les victimes, des paysans qui, malgré le risque, sont obligés d'aller soigner leur bétail se trouvant souvent très loin, à deux ou trois heures de marche.

Mais heureusement, la chance leur sourit parfois. La Gazette du Valais nous signale trois situations qui auraient pu tourner au drame. En 1893 à Grimentz, "On annonçait qu'une personne changeait d'écurie à son bétail (ce qui se produit souvent chez nous), qu'elle rencontra plusieurs avalanches, et fut atteinte par l'une d'elles ainsi que son bétail. Vaches, chèvres et moutons furent enveloppés si profondément dans cette masse que l'on eut de la peine à les retrouver. Heureusement, on put les en retirer encore sains et saufs<sup>39</sup>". En 1898 à Evolène, une avalanche s'est détachée de la Dent du Vésivi et a atteint la carrière de pierre ollaire. Elle obstrua l'entrée d'une galerie au fond de laquelle travaillaient cinq carriers. L'armature en bois de l'entrée céda sous d'énormes blocs de neige et il leur fallut trois-quarts d'heure pour retrouver la lumière. Par un hasard providentiel, le repas, qui se prenait habituellement à 10 h à l'entrée de la carrière, avait été retardé ce jour-là. La population alarmée apprit bientôt que "Celui qui commande aux vents et aux tempêtes venait d'épargner un affreux malheur<sup>40</sup>". Enfin, en 1899<sup>41</sup> à Arolla, les chutes de neige avaient coupé les communications avec le reste de la commune. On entreprit de rétablir la route tant bien que mal, sans accidents, mais non sans danger. En effet, la neige se rompit à deux reprises à une cinquantaine de mètres des intrépides travailleurs. Fort heureusement, elle ne se détacha pas.

Les dégâts matériels consistent essentiellement en pertes de bétail, de granges ou d'écuries. Cela s'explique par le fait que celles-ci sont souvent à l'écart du village et ne sont pas spécialement protégées des avalanches. Ainsi les écuries sont souvent emportées avec les animaux à l'intérieur. De même, avec la perte des granges, les récoltes et les subsistances sont presque totalement perdues pour les hommes comme pour le bétail. En 1888, pour ne parler que de l'hiver le plus désastreux, 55 communes furent plus ou moins touchées, 170 bâtiments servant de granges ou d'écuries furent anéantis ainsi que 118 pièces de bétail. Outre ces pertes subies par les particuliers et les communes, il y eut près de 90 hectares<sup>42</sup> de forêts complètement détruites et rien ne permettait d'affirmer que le

<sup>39</sup> *Gazette du Valais*, 1893, N° 8.

<sup>40</sup> *Gazette du Valais*, 1898, N° 19.

<sup>41</sup> *Gazette du Valais*, 1899, N° 4.

<sup>42</sup> Ces chiffres nous sont donnés par une proclamation du Conseil d'Etat au peuple valaisan : AEV, DI 372.1, N° 2.



danger était écarté. En effet, on redoutait chaque année la fonte des neiges qui était synonyme de nouvelles avalanches. Les dégâts s'élevèrent en 1888 à Fr.- 98'935 dont voici le détail<sup>43</sup> :

Districts	Dommages en francs
Conches	15'652
Mörel	11'930
Brigue	20'868
Viège	40'432
Rarogne	2'530
Loèche	2'116
Entremont	2'157
Martigny	250

Ainsi, à cause des avalanches, des familles qui avaient des ressources, du bétail, des habitations, se retrouvent ruinées en l'espace de quelques minutes et souvent frappées par la perte d'êtres chers. Ces catastrophes compromettent la sécurité des habitations, des routes et des biens-fonds et mettent en danger la vie des habitants. La fertilité du sol diminue fortement ou disparaît complètement dans les régions de déferlement des avalanches, suite au dépôt des débris de roches qu'elles entraînent. Le reboisement des chemins que les avalanches parcourent devient impossible ou, du moins, il est rendu plus difficile. Avec la disparition des forêts protectrices et la difficulté du reboisement, les avalanches deviennent alors de plus en plus nombreuses. Le problème se pose également en été où le nombre et l'importance des éboulements augmentent.

<sup>43</sup> AEV, DI 372.2, N° 6.

## IV EBOULEMENTS

### 1) Chronologie

Année	Période	Lieu
1835	26 août	Dent du Midi
1855	25 juillet	Cervin
	29 juillet	Vallée de la Viège et Nax
1860	Juillet	Vallées de Tourtemagne et Réschi
	26 septembre	Bérisal
1870	Octobre	Champéry et route entre Sembrancher et Orsières
1877	Juin	Nendaz, Châbles et Bruson
1879	Juin	Mont-Pourri dans la vallée du Petit-Saint-Bernard
1880	4 juillet	Haut-Valais
	Novembre	Champéry
1889	Février	Salquenen
1890	24 janvier	Val D'Illiez
1891	25 décembre	Entre Saint-Léonard et Granges au lieu dit « Les Chauffours »
1893	9 et 10 octobre	Gondo
1895	Avril	Route Vernayaz-Salvan
1898	20 juillet	Evolène
1899	Janvier	Route Sion-Evolène

## 2) Causes

Il semble que l'on ne se soit que peu préoccupé des causes des éboulements. Ce phénomène peut s'expliquer par le fait qu'ils ont généralement lieu en altitude et n'atteignent que rarement des villages. Et même si une localité est touchée, les dommages ne sont jamais très graves. La lutte contre les éboulements ne constitue donc pas une priorité pour les communes et elles consacrent plutôt leur temps et leur argent à la recherche des origines des catastrophes les plus dangereuses.

Une légende de la commune de Leytron raconte que les éboulements étaient provoqués par des esprits mauvais (les Diablats) qui, chaque printemps, précipitaient des blocs de rochers dans la plaine<sup>44</sup>. Du point de vue scientifique, les causes primordiales des éboulements résident dans la conformation intime de la montagne<sup>45</sup>, dans la nature et la disposition des couches géologiques. Voici les principales situations favorables aux chutes de rochers<sup>46</sup> :

- disposition verticale des couches, lesquelles ont parfois tendance à s'incliner d'un côté ou de l'autre jusqu'au basculement final ;
- couches dirigées dans le même sens que la pente de la montagne et composées de roches qui diffèrent de nature d'une couche à l'autre : cette disposition est souvent la cause de glissements rocheux ;
- couches très plissées et contournées, donnant lieu, par suite de leur état de désagrégation, à de continuelles avalanches de pierres, mais parfois aussi à de volumineux éboulements ;
- décomposition de couches gypseuses : ces dernières peuvent être sujettes à des effondrements, en entraînant souvent avec elles les roches sus-jacentes ;
- position précaire d'éboulis ou de placages glaciaires (dépôts suspendus) qui peuvent se mettre en mouvement, soit à la suite de fortes pluies, soit si leur équilibre est rompu par le choc d'un éboulement rocheux.

Les sources ne parlent pas vraiment de ces causes primordiales mais traitent des causes secondaires qui sont plus facilement visibles : pluie prolongée<sup>47</sup>, fonte des neiges et dégel<sup>48</sup>, tremblement de terre<sup>49</sup>, déboisement . Parmi les sources consultées, un expert seulement traite de

<sup>44</sup> Voir Annexe VI

<sup>45</sup> Pour les roches présentes en Valais voir carte en Annexe VII

<sup>46</sup> Montandon F., « Chronologie des grands éboulements alpins du Début de l'ère chrétienne à nos jours », *Matériaux pour l'étude des calamités*, N° IV, 1933.

<sup>47</sup> Voir couleur bleue dans le tableau chronologique

<sup>48</sup> Voir couleur rouge dans le tableau chronologique

<sup>49</sup> Voir couleur magenta dans le tableau chronologique

l'influence de la structure de la roche sur la fréquence des éboulements. Il s'agit du professeur Landolt<sup>51</sup>. Avant de commencer son rapport sur l'Etat des forêts, il décrit les roches présentes dans les Alpes : schistes, calcaire, granit.

Le granit, présent dans le Haut-Valais, est celui qui résiste le mieux à l'érosion et les éboulements sont donc assez rares. Les roches calcaires, qui s'étendent du massif des Dents du Midi jusqu'à l'extrémité de la vallée de Lötsch, appartiennent également à celles qui opposent une grande résistance à la destruction, mais les chutes de rochers sont assez fréquentes. La Dent du Midi, dont un morceau s'est détaché en 1835, fait partie de cette formation. Quant aux roches schisteuses, elles sont très répandues. Presque toutes les masses principales qui s'élèvent jusqu'au-dessus des glaciers dans la région centrale des Alpes leur appartiennent. Les montagnes de cette formation sont assez solides, mais elles résistent de moins en moins à la destruction. "Les causes de la destruction croissante de ces masses, qui paraissent indestructibles au premier abord, sont d'une part leurs pentes rapides, d'autre part les nombreuses crevasses qui les sillonnent, ensuite les minéraux qu'elles contiennent et qui se délitent facilement, enfin et à un haut degré, les déboisements inconsidérés faits sans se préoccuper du reboisement"<sup>52</sup>.

Les conséquences de cette dernière constatation sont que les éboulements deviennent plus fréquents et que les débris s'accumulent en masses plus considérables, souvent dans les lits des torrents. Les eaux ne pouvant plus les entraîner à cause de leur poids, leurs lits s'élèvent, ils débordent et rendent stériles de vastes étendues de terrains fertiles qu'ils recouvrent de leurs débris. Ainsi, les glissements de terrain sont une des causes d'inondations<sup>53</sup> et c'est en tant que tels, et non pas en qualité d'éboulement, qu'ils sont compris dans la lutte de l'homme contre les catastrophes naturelles.

En outre, les chutes de pierres deviennent de plus en plus nuisibles et dangereuses parce que les débris, qui étaient arrêtés précédemment par les forêts, roulent plus bas, se déposent sur des terrains de valeur et menacent quelquefois les habitations et les routes. A cela il faut ajouter les petits éboulements et les nombreuses coulées recensés chaque année et qui, imperceptiblement finissent par engraver prés, pâturages, champs et jardins.

---

<sup>51</sup> Landolt E., *Rapport au Conseil fédéral sur les forêts des hautes montagnes de la Suisse inspectées dans les années 1858, 1859 et 1860*, Lausanne, 1862.

<sup>52</sup> Voir note 51

<sup>53</sup> Voir chapitre II 2) D)

### 3) Conséquences

La conséquence la plus fréquente d'un éboulement réside dans l'obstruction d'un cours d'eau. L'exemple le plus célèbre est celui de la Dent du Midi en 1835. Le 25 août, un violent orage s'abattit dans la soirée sur la montagne. Le lendemain, une portion assez considérable de cette cime se détacha sur l'arrête orientale et se précipita sur le glacier, situé sur le revers méridional de la Dent, dont elle entraîna dans sa chute un immense quartier. Cette masse de pierres et de glace vint s'abîmer dans un ravin profond qui sépare la Dent du col de Salenfe, et dans lequel coule le torrent de Saint-Barthélémy. Il s'ensuivit quatre séries de coulées les 26, 28 et 30 août et le 9 septembre. La journée la plus néfaste fut celle du 26 août. "Bientôt on vit déboucher de la gorge qui donne issue à ce torrent dans la vallée du Rhône, comme une montagne d'une boue noire et visqueuse, à la surface de laquelle flottaient des quartiers de rocs de toutes les dimensions (il y en avait de 12 pieds de hauteur). Cette masse liquide semblable à une coulée de lave, se dirigea vers le Rhône, entraînant avec elle tout ce qui se trouvait sur son passage. Des arbres de grande taille furent renversés et froissés comme des roseaux. Arrivée sur la berge du fleuve, elle s'y précipita en formant une nappe de boue effrayante à voir. Les blocs qui se trouvaient dans cette boue furent également entraînés dans le Rhône, dont les eaux furent rejetées contre la rive opposée, et refoulées en amont à une assez grande distance<sup>54</sup>".

De plus, la grande route, recouverte par cette boue et ces pierres, devint impraticable. L'interruption des communications fait d'ailleurs partie des effets courants des éboulements. Il peut s'agir de routes comme ci-dessus, de lignes télégraphiques<sup>55</sup>, ou de lignes de chemin de fer<sup>56</sup>. Mais avant d'atteindre les chaussées, ils traversent des prairies où ils déposent leur masse de pierres. Dans certaines régions, les surfaces de pâturages et de champs fertiles diminuent régulièrement au fur et à mesure de l'érosion de la montagne. Même des villages sont menacés. En 1855<sup>57</sup>, pendant le tremblement de terre, le village de Bramois en a été quitte pour la peur. Des pierres se sont détachées en quantité des hauteurs de Nax et ont menacé le village. Mais les éboulis se sont arrêtés dans les champs voisins. De même, en 1880<sup>58</sup>, un certain nombre d'éboulements a sinistré la région de Champéry. L'un d'eux a causé de grandes inquiétudes. Une grande quantité de terrain s'est

<sup>54</sup> Lardy Ch., « Note sur l'éboulement d'une portion de la Dent du Midi », *Bulletin de la Société géologique de France*, Paris, 1835.

<sup>55</sup> *Gazette du Valais*, 1890, N° 10.

<sup>56</sup> *Gazette du Valais*, 1889, N° 15.

<sup>57</sup> *Gazette du Valais*, 1855, N° 34.

<sup>58</sup> *Gazette du Valais*, 1880, N° 88.

détachée du flanc de la colline qui domine le village et a couvert de ses débris la route et de magnifiques prairies. Un bâtiment du sommet du village a été renversé. Quant aux pertes humaines, une seule nous est signalée<sup>59</sup>. En 1898, tout près du hameau de La Sage (Evolène), un éboulement se détacha de l'alpe du Zathé et roula jusqu'à la Borgne, en emportant une jeune fille.

---

<sup>59</sup> *Gazette du Valais*, 1898, N° 60.

## V TREMBLEMENTS DE TERRE

### 1) Chronologie

Année	Période	Lieu	Intensité
1837		Brigue	Moyenne
1855	25 juillet	Saint-Nicolas, Stalden et Viège ainsi que le Valais central	Catastrophique
	26 juillet	Mêmes régions	Très forte
	27 juillet	Région de Viège	Faible
	28 juillet	Viège et Valais central	Forte
	29 juillet	Région de Viège	Faible
	30 juillet	Région de Viège	Violente
	31 juillet	Région de Viège	Faible
	3 août	Région de Viège	Faible
	5-23 août	Région de Viège	Succession de faibles secousses
	25 août	Haut-Valais et Sion	Forte
	5 et 6 septembre	Viège	Moyenne
	6 et 7 octobre	Viège	Moyenne
1856	5 janvier	Brigue	Forte
	9 février	Haut-Valais	Moyenne
	9 mars	Rarogne	Faible
	6 août	Région de Viège	Forte
1857	16-20 janvier	Viège	Faible
	14 mai	Vallée de Lötschen	Violente
	15 juillet	Sion	Faible
	17 septembre	Chamoson, Ardon et Conthey	Moyenne
1874		Zermatt	Moyenne
1879	4, 5 et 30 décembre	Vallée de Viège	Forte

1880	4 juillet	Viège, Stalden et Brigue	Violente
	10 juillet	Même région	Forte
	3 septembre	Zermatt	Moyenne
	10 septembre	Zermatt	Moyenne
	10 novembre	Vallée de Viège	Forte
1881	14 octobre	Troistorrents et Monthey	Forte
	16-26 novembre	Troistorrents, Sion, Vex, Saxon et Sembrancher	Assez forte
	4 décembre	Sion	Moyenne
1885	26 septembre	Valais central	Forte
	15 novembre	Valais central	Moyenne
1888	20 mai	Sion	Moyenne
1891	20 janvier	Valais entier	Forte
	28 décembre	Brig, Vallée de Viège, vallée de Conches et village du Simplon	Violente
1894	30 janvier	Nendaz	Moyenne
1895	24 août	Sion et Zermatt	Forte
1896	30 mai	Sion	Forte
1898	6 mai	Valais entier	Forte

## 2) Causes

Le Valais est l'une des régions de la Suisse les plus sujettes aux tremblements de terre<sup>60</sup>. Il se trouve, en effet, dans l'Arc Briançonnais, l'une des zones principales d'activité dans les Alpes. Des tremblements de terre ont donc souvent été ressentis dans le canton, bien que peu de secousses aient causé de graves dégâts et des pertes en vies humaines. Le seul tremblement de terre catastrophique du XIX<sup>e</sup> siècle est celui de l'année 1855 qui secoua la région de Saint-Nicolas, Stalden et Viège. Un siècle plus tôt, le 9 décembre 1755, le Valais avait vécu le séisme le plus destructeur connu au

<sup>60</sup> Voir carte en Annexe VIII



XVIII<sup>e</sup> siècle. Le XX<sup>e</sup> siècle possède également son tremblement de terre de forte amplitude, celui du 25 janvier 1946. En plus de ces graves séismes, le canton connaît régulièrement des secousses de moindre importance qui causent aussi des dégâts.

La population sait qu'elle ne peut pas lutter contre ce phénomène et ne cherche donc pas à le comprendre. Par contre, on fait des observations pour essayer de déterminer quels sont les points communs entre tous les tremblements de terre. Dans ce but, les experts font appel à la population et demandent de remplir des questionnaires : "L'on est prié d'adresser toutes les observations sur les tremblements de terre du 4 juillet (1880) et ceux qui pourraient survenir, à M. de Torrenté, forestier cantonal à Sion, ou à M. Forel, professeur à Morges, chargés par la Société helvétique des Sciences naturelles de l'étude de ce phénomène. Des questionnaires seront envoyés gratuitement à toute personne qui en fera le demande<sup>61</sup>". Les Valaisans répondent favorablement à ce genre de demandes, qui apparaissent à partir de l'année 1880. Cet appel du 10 juillet 1880, un exemple parmi tant d'autres, reçut 77 réponses<sup>62</sup> composées de documents divers.

L'un des premiers faits que l'on observe, c'est l'atmosphère qui régnait avant le tremblement de terre. On a, en effet, essayé de découvrir des parallèles entre le temps qu'il faisait et l'arrivée du séisme. Malheureusement, cela ne concordait pas souvent. On nous apprend, par exemple que la veille de la secousse du 3 septembre 1880<sup>63</sup> à Zermatt, il faisait très beau, le vent venait du Sud-Est, et le ciel avait une couleur étrange : les nuages, d'un bleu foncé tirant sur le vert, offraient une apparence extraordinaire dans leurs formes. Le 10 septembre, par contre, le temps était lourd et pluvieux et le vent soufflait du sud-ouest.

L'analyse porte ensuite sur la direction des secousses. Cette fois, le problème vient des informations qui parviennent aux spécialistes. Les témoins sont, en effet, rarement d'accord dans leurs observations. En janvier 1891, une personne, résidant à Lens, signale que la secousse venait de l'Ouest. Un habitant d'Ardon informe que la direction était du Sud-Ouest au Nord-Est. Enfin, un témoin de Grimentz indique une orientation du Nord au Sud. Ainsi, pour une même secousse, les experts reçoivent trois directions différentes, si ce n'est plus, ce qui ne leur facilite pas la tâche.

<sup>61</sup> *Gazette du Valais*, 1880, N° 55.

<sup>62</sup> L'une portait l'amusante souscription : M. Antoine de Torrenté, directeur des tremblements de terre fédéraux, à Sion. *Gazette du Valais*, 1891, N° 7.

<sup>63</sup> *Gazette du Valais*, 1880, N° 72.

Cependant, malgré ces difficultés pratiques, les experts, à l'aide de ces observations, collectent tout de même nombre d'informations précises et précieuses sur le nombre de secousses, leur durée, l'intervalle qui les sépare, la direction du séisme et son centre. Tous ces renseignements leur serviront à créer des liens entre les divers séismes et contribueront à la compréhension du phénomène.

### 3) Conséquences

Les tremblements de terre diffèrent des autres types de catastrophes naturelles dans la mesure où ils sont complètement imprévisibles et donc impossibles à contrer. Ce fait crée un climat de terreur parmi la population lorsqu'un séisme se produit. De plus, une secousse survient rarement seule. Elle est souvent suivie de plusieurs autres ce qui contribue à maintenir cette atmosphère de frayeur. Lors du tremblement de terre de 1855, par exemple, les secousses et les détonations se succédèrent, bien que plus rares, jusqu'en 1857.

Un leitmotiv ressort de tous les récits de tremblements de terre. Avant de commencer l'énoncé des dégâts, chaque témoin insiste sur l'inquiétude de la population : "La population éplorée était prosternée au pied de l'autel ; le bourdonnement des prières était parfois couvert par les cris plaintifs des enfants, la terreur avait aussi gagné les animaux domestiques ; le bêlement des troupeaux et le mugissement des vaches se mêlaient aux aboiements des chiens ; les oiseaux avaient fui sauf la chouette, dont les sons monotones augmentaient la tristesse de cette scène lugubre, et, pour comble de frayeur, la chute des quartiers de rocs et les détonations sourdes qui partaient de dessous terre, faisaient retentir les échos de cette vallée malheureuse<sup>64</sup>". Cette peur fait se précipiter les gens hors des bâtiments afin d'éviter l'écrasement par la chute de l'édifice. Ils établissent alors des campements dans les prairies avoisinantes jusqu'à ce que les secousses cessent. Les populations de Viège et de Saint-Nicolas restèrent ainsi plusieurs semaines avant de songer à réparer provisoirement les maisons et à y rentrer peu à peu. Même lorsque le séisme est plus faible, le réflexe reste identique. Ainsi, lors de la secousse du 4 juillet 1880<sup>65</sup> à Stalden l'office a dû être interrompu. La foule s'est jetée hors de l'église et la messe s'est achevée en plein air. A Viège, tout le monde se sauvait de l'hôtel du *Soleil*.

---

<sup>64</sup> AEV, DI 27.5, N° 6.

<sup>65</sup> *Gazette du Valais*, 1880, N° 54.

Quant aux dégâts matériels, ils sont évidemment proportionnels à l'intensité du séisme. Lorsque les secousses sont faibles, ils consistent essentiellement en murs lézardés et en chute de cheminées ou de flèches de clochers. Par contre, une secousse telle que celle de l'année 1855 possède un pouvoir de destruction impressionnant. Le Conseiller d'Etat de Sépibus a visité le bourg de Viège après la catastrophe et a fait le compte des maisons endommagées<sup>66</sup>. Il n'a trouvé aucune demeure en bon état. Presque toutes étaient fortement dégradées, leur toit défoncé, leurs murs écroulés. Il n'y avait pas six habitations à Viège qui puissent être réparées et les deux églises étaient à refaire entièrement. De plus, les nombreuses secousses qui suivirent le séisme contribuèrent à aggraver les dégâts et à endommager les seules maisons qui restaient debout.

A Saint-Nicolas, tous les bâtiments - une centaine - furent si endommagés qu'ils durent être rasés et reconstruits. Plusieurs habitants furent blessés. A Stalden, de nombreuses maisons et l'église du village subirent des dégâts, mais les dommages furent moindres qu'à Saint-Nicolas. Les villages voisins, comme Törbel et Visperterminen, souffrirent aussi. Dans les zones rurales les effets furent également marqués : les tremblements de terre provoquèrent des crevasses dans les prairies et des fissures dans la route de la vallée qui s'effondra à plusieurs endroits. En dehors de la zone de l'épicentre, la secousse eut moins d'impact. Des dégâts furent pourtant signalés dans toute la Suisse et même à l'étranger.

Les pertes subies par cette contrée sont incalculables, car l'estimation des dommages ne fut faite qu'approximativement et en prenant pour base le prix hypothétique que la réparation des bâtiments pouvait coûter. Il eût été difficile d'apprécier les dommages causés dans les prairies par les crevasses, les chutes de rochers, les éboulements de terrain, les pertes des sources d'eau et les dommages futurs auxquels les propriétés restaient exposées par l'ébranlement général que cette contrée a subi. Cependant, les dégâts visibles furent estimés<sup>67</sup> :

District	Pertes en francs
Viège	310'630
Rarogne	131'720
Brigue	96'953
Total	544'603

<sup>66</sup> AEV, DI 27.1.1, N° 6.

<sup>67</sup> AEV, DI 27.3.2, N° 20.

## VI AUTRES

Les grandes catastrophes naturelles sont impressionnantes dans leur ampleur et dans leur force destructrice. Cependant, d'autres, plus mineures, viennent s'y ajouter et contribuent à réduire les victimes à la misère.

### 1) Chronologie

Année	Période	Type	Lieu	Dégâts
1834	Mai et Juin	Grêle et foudre	Dizain <sup>68</sup> de Monthey	Récolte menacée
1837	Juin	Sécheresse	Lens	Aucun
1856	12 et 13 août	Grêle	Saxon et Charrat	Récolte de raisin à moitié détruite
1873	Printemps	Gel	Saint-Léonard	Récolte de raisin détruite
	27 juillet	Grêle	Fully	Vignoble dévasté
1888	Mai	Gel	Entre Martigny et Sierre	Cultures endommagées, surtout la vigne
	22 juillet	Foudre	Nendaz	Une vache asphyxiée
1894	Juillet et août	Sécheresse	Haut-Valais, district de Loèche essentiellement	Récoltes détruites
1897	8 septembre	Grêle	Sanetsch et mayens de Conthey	Dégâts insignifiants

<sup>68</sup> En 1798, le canton du Valais est rattaché par Bonaparte à la République Helvétique. Il est alors divisé en 12 dizains. En 1802, il devient une république autonome sous protectorat français et les 12 dizains sont conservés. Lorsque le canton est annexé à la France sous l'appellation de Département du Simplon, il est divisé en 13 "cantons". En 1815, le Valais obtient son statut définitif de canton suisse et le terme de dizain est repris. Enfin, en 1850, les 13 dizains se transforment en 13 districts.

La carte des districts valaisans ainsi que des communes se situe en Annexe IX.

## VII MOYENS DE LUTTE

### 1) Endiguement<sup>69</sup>

#### A) La situation avant 1860

Pendant longtemps, les barrières établies le long du Rhône furent bâties sans caractère d'ensemble. Leurs constructeurs cherchaient avant tout à protéger leur propriété sans penser à celle du voisin. En outre, ils n'avaient ni les connaissances techniques nécessaires ni les moyens d'élever des barrages solides et judicieusement placés. Ainsi, nombre de digues étaient établies au détriment de la sécurité générale. Devant l'imminence d'une inondation la seule solution qui se présentait au propriétaire consistait à tenter de retenir l'eau ou de la faire dévier sur des terres infructueuses. Autant dire que ces efforts étaient rarement couronnés de succès.

Ce n'est qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, que l'Etat et les communes prirent conscience de la nécessité d'une coordination des efforts. En 1818<sup>70</sup>, puis en 1833<sup>71</sup> furent votées les premières mesures législatives sur la matière, qui permirent au pouvoir exécutif d'imposer aux communes les travaux les plus indispensables. Les travaux continuèrent cependant à être exécutés sans idée d'ensemble et sans corrélation les uns avec les autres. Cela provient certainement du fait que, en Valais, les dépenses pour l'endiguement était à la charge des communes ou des propriétaires riverains. Le gouvernement cantonal n'y contribuait que par des subsides dérisoires et des directions données par une commission, la commission rhodanique, chargée d'inspecter l'état des digues. Il en résulta forcément que les digues, par manque de ressources, ne furent entreprises que sur les points les plus menacés de chaque commune. De plus, l'avancement de la construction dépendant de l'état des finances de chaque région, les digues s'élevaient plus ou moins vite d'une commune à l'autre. Ainsi, certains points, momentanément délaissés, n'ont pas pu résister aux grandes crues et des brèches fréquentes sont survenues, provoquant des dégâts considérables.

<sup>69</sup> Des cartes en Annexe X permettent de se rendre compte des principales corrections données au lit du fleuve.

<sup>70</sup> Le décret du 18 décembre 1818 sur l'entretien des digues aux rivières et aux torrents met à la charge de l'Etat les digues qui protègent la grande route, et à la charge des communes, les digues des rivières et des torrents.

<sup>71</sup> La loi du 23 mai 1833 donne à l'Etat la compétence de prescrire et de régler le diguement du Rhône, des rivières et des torrents ainsi que les travaux d'assèchement des marais et de mise en culture. La dépense reste à la charge de la commune territoriale. Une « Commission rodhanienne », nommée par le Conseil d'Etat, déterminera et coordonnera les travaux. L'inspecteur en chef des ponts et chaussées transmet les plans aux communes.

Le chanoine Berchtold, dans son rapport<sup>72</sup> écrit à la suite de l'inondation de 1834, prend conscience de ce fait et le déplore. Selon lui, aussi longtemps que chaque hameau, chaque village pourra influencer sur la direction des rivières, cela nuira aux villages voisins. Cette façon de procéder provoque plus de dommages aux biens que les inondations elles-mêmes. Il décrit les grands principes qu'il faudrait adopter pour endiguer le fleuve : lui donner le plus possible une direction droite, augmenter sa pente et la profondeur de son lit afin qu'il emporte avec lui les graviers au lieu de les déposer. Mais avant d'entreprendre des travaux, il faut "moraliser le peuple". En effet, il constate que les rives du fleuve sont "habitées par une peuplade sans esprit national. Celui dont la maison se trouve élevée laisse celui qui est en-dessous soigner les barrières". Tant que toute la population valaisanne ne sera pas solidaire, tant qu'elle n'aura pas compris que l'endiguement du fleuve est d'intérêt national, les travaux qu'elle entreprendra manqueront de cohésion.

Les paroles du chanoine furent entendues. En 1839, l'ingénieur Negrelli<sup>73</sup>, envoyé en qualité d'expert fédéral afin d'évaluer les dommages causés par l'inondation du 15 septembre, constate que le peuple entier a fait des efforts depuis 1834. Ils n'ont cependant pas été couronnés de succès par manque de direction technique centralisée. On retrouve donc toujours ce lancinant problème d'absence de coordination des efforts entre les propriétaires et entre les communes. Le meilleur système échoue s'il n'est pas dirigé par des experts ayant une aspiration commune

Pendant plusieurs années, devant l'absence de catastrophes touchant la vallée entière, on remarque un relâchement général de l'effort d'endiguement. C'est une tendance courante. Après chaque calamité, la population, encore sous le choc, fait preuve de coeur à l'ouvrage. Puis quelques années, qui laissent la région sans inondation, passent et endorment la vigilance des hommes. Cependant, une calamité vient toujours rappeler que le canton, parcouru qu'il est dans toute sa longueur par le Rhône et ses nombreux affluents, n'est jamais à l'abri d'un désastre. Il faudra tout de même attendre l'inondation si désastreuse de 1860, pour que le Conseil d'Etat fasse étudier enfin la correction complète du fleuve et des torrents qui l'alimentent.

### *B) La situation dès 1860*

Les dégâts considérables de l'inondation de 1860, les difficultés à prévenir de nouveaux malheurs et la dépense énorme à prévoir pour des travaux sûrs de défense ont amené les hauts-

<sup>72</sup> AEV, DI 22.2.2, N° 2.

<sup>73</sup> AEV, DI 22.3.1, N° 10.

pouvoirs du canton du Valais à demander, en vertu de l'article 21<sup>74</sup> de la Constitution fédérale, une subvention fédérale pour la correction du Rhône. La demande fut présentée le 4 décembre 1860 et appuyée par le général Dufour, président du comité de secours de Genève. Le Conseil d'Etat décide alors une étude générale comprenant le cours du Rhône depuis La Massa jusqu'au lac pour la soumettre au Conseil fédéral qui exigea un projet complet des corrections à effectuer. La commission rhodanique et les ingénieurs Chantre et Venetz présenteront leurs propositions. De ces trois rapports, surgiront les principes qui ont prévalu pour donner au Rhône le meilleur endiguement possible.

Toutes les têtes pensantes s'accordent sur le fait que la pente du Rhône dans les régions d'inondations n'est pas assez forte pour permettre au courant d'entraîner les gros galets amenés par les torrents. Au fil des années, avec l'accumulation des alluvions, le lit du Rhône se retrouve plus élevé que le pays environnant et lorsqu'il déborde les eaux recouvrent naturellement les parties les plus basses. C'est une des raisons pour lesquelles les inondations avaient une si grande étendue. Le but premier est donc d'empêcher les matières charriées par le fleuve de s'accumuler. Pour ce faire, il faut accroître la vitesse du courant en supprimant les contours et obstacles qui gênent l'écoulement de l'eau et en resserrant les rives afin de ne pas laisser aux eaux un lit assez large pour qu'elles puissent, quand elles sont basses, divaguer d'une berge à l'autre et déposer les matériaux qu'elles transportent. Ainsi la première condition à laquelle doit satisfaire un projet d'endiguement doit être de rectifier le lit du Rhône autant que possible.

Le deuxième principe est de réguler le plus possible les torrents. Certains apportent, en effet, une telle quantité de matériaux qu'ils finissent par barrer le Rhône en les déposant dans son lit. Ainsi, même si les eaux du Rhône étaient parfaitement endiguées et stabilisées, les charriages des torrents apporteraient le désordre et provoqueraient de nouvelles catastrophes. La réussite de la correction du fleuve dépend donc de la régularisation de ses affluents.

En ce qui concerne le système à adopter, il faut qu'il permette de retenir les grandes crues tout en laissant assez de vitesse au courant pour qu'il entraîne, lors des basses eaux, les matières de transport. Le système prévu consiste en des digues longitudinales et transversales<sup>75</sup>. La direction du lit une fois arrêtée, on établit, à une certaine distance de la berge une digue longitudinale, appelée

<sup>74</sup> Cet article prévoit que la Confédération peut ordonner à ses frais, ou encourager par des subsides, les travaux publics qui intéressent la Suisse ou une partie considérable du pays.

<sup>75</sup> Voir plan en Annexe XI.



douve ou arrière-bord, d'une hauteur d'environ un mètre au-dessus des hautes eaux. Mais cette digue seule ne résisterait pas à l'impulsion des fortes eaux. Pour la renforcer, on construit des digues perpendiculaires au cours du fleuve, appelées épis. Ils partent de la douve et plongent dans le courant. L'extrémité inférieure, ou tête, est formée par un massif de pierres plus grosses, maçonné, arrondi et défendu souvent par des pilotis. Ces têtes sont à la hauteur de l'étiage. Ces éperons tendront à imprimer au courant une direction droite et, resserrant les eaux principales, forceront le fleuve à creuser son lit. Mais ils n'empêcheront pas une partie de l'eau d'entrer dans le bassin qui se forme entre deux épis. Sa vitesse s'en trouvera fortement ralentie et avant de rejoindre à nouveau le cours principal, elle déposera le limon qu'elle charrie. Les bassins seront bientôt colmatés si bien qu'ils constitueront une seconde digue longitudinale destinée à contenir les basses et moyennes eaux.

Ce système était considéré comme une révolution technique qui avait été appliquée, ailleurs déjà, avec une réussite totale. Il semble qu'il fut le seul susceptible d'être appliqué au Rhône. Il n'existe pas, parmi les sources consultées, d'études sur les divers moyens d'endiguer un cours d'eau ou s'appliquant à différentes méthodes de construction de digues. Les ingénieurs Venetz et Chappex, en adressant leur rapport au Conseil d'Etat du Valais, s'expriment en ces termes : "En présence d'une oeuvre aussi gigantesque que celle projetée, notre premier soin a été de nous assurer quel pouvait être le meilleur système normal de diguement à appliquer au régime de nos cours d'eau et à celui du Rhône en particulier. Pour nous, il ne peut y avoir de doute : les témoignages acquis de l'expérience sont là pour démontrer quelles doivent être les bases essentielles de ce système : une douve renforcée par des épis plongeants. Voilà le système aussi simple dans son exécution que satisfaisant dans ses résultats qui obtient l'approbation pleine des hommes compétents<sup>76</sup>". On le voit, les ingénieurs valaisans n'ont pas hésité un instant sur le choix du système. Ils pouvaient s'appuyer sur leur propre expérience. De plus, on avait construit dans le Bas-Rhin ces épis inclinés contre le fleuve et il était reconnu qu'ils avaient exercé une influence prépondérante sur les excellents résultats que l'on obtenait dans ces contrées.

En considération des intérêts majeurs engagés dans la question, le Conseil fédéral ordonna l'étude du projet du gouvernement valaisan, qui fut confiée à MM. Hartmann, ingénieur en chef à Saint-Gall et Blotnitzki, ingénieur à Genève. Ces experts avaient pour mission d'inspecter le cours du Rhône avec les ingénieurs cantonaux, d'examiner les projets présentés et de proposer

---

<sup>76</sup> *Gazette du Valais*, 1879, N° 48.



éventuellement des modifications ; de signaler les changements et les compléments à apporter aux plans du gouvernement valaisan; de se procurer des renseignements sur les ressources financières du canton applicables à l'entreprise; de revoir attentivement le devis des projets, et enfin , de donner un préavis sur la question dans son ensemble. Ils estimèrent le coût des travaux proposés à Fr.- 7'906'000.

Le projet du Valais fut approuvé par les experts fédéraux et l'affaire fut portée devant l'Assemblée fédérale. Les commissions des deux conseils visitèrent la vallée du Rhône et leurs rapports concluaient unanimement, avec un préavis favorable, à la requête du canton. Le 28 juillet 1863, le Conseil National et le Conseil des Etats décidèrent d'accorder au canton du Valais un subside de Fr.- 2'640'000, soit le tiers de la dépense totale de l'entreprise.

### C) La première correction du Rhône

La période d'exécution des travaux était fixée à 12 ans et devait commencer à la fin de l'année 1863. La première campagne ne fut pas signalée par des travaux importants, mais, à partir de 1865, la correction fut entreprise sur toute la ligne avec autant de courage que d'énergie. Cependant tout ne s'est pas passé sans encombres et sans déceptions. D'après les dispositions de la loi cantonale de 1833 et du décret du 29 novembre 1862<sup>77</sup>, les frais de la correction incombait, après déduction du subside fédéral, à la commune, l'Etat n'intervenant que dans les translations du lit du fleuve. De ce fait, il n'a pas été possible d'organiser dans les règles l'exécution des travaux par sections continues et suivies, et l'on a dû forcément établir l'endiguement par tronçons isolés, chaque commune travaillant plus ou moins activement selon les ressources dont elle disposait. Voici les chiffres établissant leur participation<sup>78</sup> :

Total des travaux exécutés à fin 1876	7'502'674 fr.
Subside fédéral	2'493'801 fr.
Participation de l'Etat	853'421 fr.
Il reste	4'155'452 fr.

<sup>77</sup> Le Grand Conseil prévoit que la Confédération interviendra pour le tiers dans les frais de correction et endiguements. Le surplus de la dépense, soit la majeure partie, restera à la charge des communes sur le territoire desquelles s'exécutent les travaux, ainsi que des corporations, consorts ou particuliers auxquels incombait jusqu'alors cette charge.

<sup>78</sup> Chappex Joseph, *Notice sur la correction du Rhône 1864-1877 par le chef du département des Ponts et Chaussées*, Sion, novembre 1877.

Ce dernier chiffre est à répartir entre les communes. Celles-ci sont au nombre de 56 avec une population de 46'401 âmes. Aussi, la plupart des communes durent-elles élever leurs impôts pour pouvoir faire face à cette dépense. Les taux<sup>79</sup> que l'on découvre paraissent incroyables :

Saillon	14 ‰	Rarogne	15 ‰
Granges	12 ‰	Brigerbad	25 ‰

On comprend alors l'abattement général des communes touchées par les inondations de 1866 et 1868. Le peuple valaisan avait la sensation d'épuiser ses ressources inutilement. Cependant, on ne pouvait pas remettre en cause la méthode d'endiguement. Au contraire, le succès justifiait la méthode adoptée car, après quelques années de travail, plusieurs grandes crues purent s'écouler sans causer de dégradations graves aux sections qui étaient terminées, tandis qu'elles occasionnaient des ravages sérieux aux endroits non endigués.

La correction avait donc des résultats satisfaisants. Des articles de la Gazette du Valais faisaient régulièrement état de la situation. On constate en août 1870<sup>80</sup> que "les travaux sur le Rhône commencent à faire leurs preuves". En juillet 1873, les eaux ont dépassé la cote des eaux de l'inondation de 1860 et, à part quelques communes touchées, le pays a échappé au désastre "grâce à notre système d'endiguement"<sup>81</sup>. De même, les hautes eaux du mois d'août 1877 "se sont écoulées, en somme, sans causer de dommages pour ainsi dire, sans catastrophe. Le fait est d'une importance capitale puisqu'il affirme d'une manière éclatante la réussite de la correction du Rhône"<sup>82</sup>. Ce succès, M. Hunzell, ingénieur en chef de la section hydraulique du Grand Duché de Bade, a pu s'en rendre compte en visitant le canton. Il a surtout été frappé, nous dit-on, par les résultats avantageux obtenus grâce aux épis plongeants. C'était la première fois qu'il voyait ce type d'endiguement appliqué sur une aussi vaste échelle et dans de telles proportions. "On nous assure qu'il a emporté une excellente impression de cette oeuvre gigantesque qui sera l'honneur de notre génération. L'opinion manifestée par M. Hunzell sur nos travaux est d'autant plus flatteuse pour le Valais que cet ingénieur éminent est une véritable autorité en matière hydraulique"<sup>83</sup>.

<sup>79</sup> *Gazette du Valais*, 1877, N° 145.

<sup>80</sup> *Gazette du Valais*, 1870, N° 93.

<sup>81</sup> *Gazette du Valais*, 1873, N° 90.

<sup>82</sup> *Gazette du Valais*, 1877, N° 122.

<sup>83</sup> *Gazette du Valais* 1877, N° 117. Pour le rapport de M. Hunzell sur son excursion en Valais voir la *Gazette du Valais*, 1879, N° 47-51.

Cependant la situation n'était pas entièrement aussi réjouissante que le décrivait ces articles. L'année 1877 devait marquer la fin de la première campagne de travaux. Un bilan de la situation s'impose. Des rectifications importantes furent apportées au cours du fleuve dans le Haut-Valais, au Leuckerfeld, à Lalden et Brigerbad, et dans le Bas-Valais, sous Saxon. Dans ces régions, on a remarqué un abaissement de plus de 1m50 du niveau des eaux du Rhône, ce qui a suffi pour assainir toute la plaine. Mais ailleurs, il a fallu avoir recours à des travaux corollaires de dessèchement<sup>84</sup> car les plaines basses, quoique n'étant plus inondées, restèrent incultes et insalubres, envahies qu'elles étaient par les eaux d'infiltration du Rhône. De plus, on se rendit compte que les douves du Rhône n'étaient pas suffisamment élevées et une dépense supplémentaire de 1'016'700 francs devint nécessaire à cet effet. Ainsi, arrivé au bout de la période fixée pour l'exécution des travaux, on peut constater que, d'une part, la subvention fédérale primitive était insuffisante pour l'achèvement de la correction, et d'autre part, qu'il n'était matériellement pas possible de terminer les endiguements pour l'époque fixée.

C'est dans cet état de choses que le Conseil d'Etat adressa au Conseil fédéral une demande en vue d'obtenir un complément de subside et une prolongation de terme pour l'achèvement de l'entreprise. Cette requête est justifiée par le fait que les grandes eaux ont souvent causé des avaries aux travaux ou exigé qu'il leur soit donné des dimensions plus fortes et donc plus coûteuses. Il a souvent fallu les réparer avant de pouvoir reprendre le travail. Un nouveau subside de 338'900 francs fut alloué en août 1878. Mais, en 1883, une crue du fleuve, plus haute encore, démontra que l'exhaussement effectué après 1877 était insuffisant. Un nouveau devis de 1'973'000 francs fut élaboré et une nouvelle subvention de 466'600 francs fut votée par les chambres le 13 décembre 1884<sup>85</sup>.

Les rapports effectués à l'occasion de cette dernière étude mirent à jour de grandes irrégularités dans la largeur du lit du fleuve. Ces variations se voyaient surtout dans le centre du canton, entre Sierre et Fully. Or, dans cette région, on remarquait depuis plusieurs années déjà des formations de bancs anormaux de graviers, et l'agriculteur se plaignait de ce que l'infiltration des eaux devenait toujours plus abondante et rendait la culture de la plaine improductive, malgré les travaux d'assainissement en cours. Le projet de 1883 prévoit, en conséquence, outre l'exhaussement des

<sup>84</sup> En 1873, le Département des Travaux publics arrêta un projet d'ensemble d'assainissement de la plaine du Rhône. D'après ce projet, la plaine, de Brig au lac Léman, était divisée en plusieurs bassins. Chacun avait son canal collecteur distinct qui se déversaient dans le Rhône ou le lac, après avoir recueilli toutes les eaux du bassin au moyen d'une série de canaux secondaires s'embranchant sur le canal collecteur.

<sup>85</sup> Ces chiffres sont donnés par Paul de Rivaz, *Correction du Rhône et des torrents*, Lausanne, 1898.

douves, d'importants travaux de maçonnerie en vue de rétrécir le lit du Rhône au moyen d'un prolongement des épis. La force propulsive de l'eau ainsi augmentée, la formation de bancs de graviers ne devenait plus possible. Mais c'était sans compter les charriages des torrents.

En 1896, les eaux du Rhône atteignirent au limnigraphe du pont de Sion une hauteur inconnue jusqu'alors et plusieurs brèches se produisirent dans les digues à Aproz par suite de la submersion des douves. Ces faits se renouvelèrent en 1897 avec plus d'intensité encore ; l'inondation de Saillon et Fully fut un désastre. Le Rhône s'était maintenu durant plus de 18 jours à une hauteur extraordinaire et les récoltes furent anéanties par les eaux d'infiltration. Un découragement se produisit alors au sein des populations qui avaient été le plus éprouvées, et la confiance dans la réussite de l'endiguement du Rhône fut fortement ébranlée. Le décompte général de cette entreprise accusait, au 31 décembre 1897, une dépense de 10'000'000 francs et, malgré ces sacrifices, la position des riverains du Rhône était toujours critique. Le problème ne venait pas du fleuve lui-même ni de son système d'endiguement, mais des apports excessifs des affluents.

La correction du Rhône seul, commencée en 1863, va se terminer en 1897. Des brèches se reproduiront encore plus tard, mais l'absence de grandes inondations va permettre d'intensifier les cultures. Des milliers d'hectares deviendront disponibles pour l'agriculture. Une deuxième campagne de correction sera entreprise à partir de 1936.

#### D) Torrents

Nous avons vu dans le chapitre précédent que la correction du Rhône fut une réussite. On peut alors se demander pourquoi le nombre des inondations ne diminue pas. Quelques-unes des réponses à cette question ont été exposées dans le chapitre II. A cela, il faut ajouter le problème des torrents. L'efficacité des divers systèmes propres à augmenter le pouvoir propulseur d'un fleuve reste toujours subordonné à la régularisation des apports de ses affluents. Or, sur le cours d'un fleuve qui recueille les eaux de plus de trente rivières, les unes presque aussi importantes que le Rhône lui-même, il est certain que les charriages jouent un rôle prépondérant. Et c'est certes avec raison que les experts Blotnitzki et Hartmann, dans leur rapport du 6 avril 1862, ont insisté sur la nécessité de corriger les affluents "de la régularisation desquels, disaient-ils, dépend la réussite de la correction du Rhône et le salut du Valais"<sup>86</sup>.

<sup>86</sup> *Rapport d'experts sur la correction du Rhône au département fédéral de l'Intérieur et des Travaux publics*, avril 1862.

Avant le début de l'endiguement du Rhône, la question des torrents n'était pas envisagée globalement. Ils étaient considérés pour eux-mêmes, séparément du fleuve, comme s'il n'y avait pas de rapports entre eux. On trouve, dans le rapport du chanoine Berchtold<sup>87</sup>, des propositions sur la façon de traiter les rivières des vallées. "D'après les observations, tout tend 1) à ce qu'on éloigne les courants d'eau de leurs rives rongées afin qu'ils n'occasionnent plus de nouveaux éboulements de terrains, qu'ils ne minent ou ne délavent plus les terrains cultivés. 2) qu'on leur donne une direction droite. 3) Qu'on tâche, au moyen de digues traversières, de reconquérir le sol dévasté en le couvrant de sable et de limon. 4) que l'on surveille constamment le lit et le cours de ces rivières et torrents afin qu'ils conservent toujours leur direction droite". On le voit, le but premier est de protéger les propriétés riveraines, et non pas d'améliorer l'écoulement du fleuve. On ne prend pas encore conscience de l'influence néfaste qu'exerceront les charriages des affluents sur le Rhône et sur son endiguement.

Ce n'est que lorsque l'on entreprend l'étude de la correction du Rhône que les experts signalent cet effet fâcheux. Selon les ingénieurs Blotnitzki et Hartmann<sup>88</sup>, "il est absolument nécessaire d'entreprendre des études techniques sur une vaste échelle avec la même exactitude que pour la vallée du Rhône. On s'abuserait énormément si l'on voulait se dissimuler les travaux immenses nécessaires pour les seuls affluents et les frais énormes qu'il faudra y consacrer". Cette inspection des torrents sera effectuée entre 1858 et 1863 par Karl Culmann<sup>89</sup>. Après avoir parcouru les vallées latérales et examiné l'état des rivières, il expose, dans son rapport au Conseil fédéral, les diverses constructions à effectuer pour chaque torrent dangereux.

Pour les petits cours d'eau<sup>90</sup>, il serait avantageux, selon lui, de retenir les matériaux dans le haut des vallées à l'aide de barrages. Mais quelques barrages isolés ne suffiront pas. S'ils venaient à se rompre, ils seraient la cause de grands malheurs. Aussi, chaque construction devra être soutenue par d'autres afin de pouvoir arrêter et retenir le poids des charriages. En ce qui concerne les torrents plus grands<sup>91</sup>, chacun sera traité selon sa situation et la quantité de ses charriages. Mais d'une

<sup>87</sup> AEV, DI 22.2.2, N° 2.

<sup>88</sup> *Rapport d'experts sur la correction du Rhône au Département fédéral de l'Intérieur et des Travaux Publics*, avril 1862.

<sup>89</sup> Culmann Karl, *Rapport au Conseil fédéral sur les torrents des Alpes suisses inspectés en 1858, 1859, 1860 et 1863*, Lausanne, 1865.

<sup>90</sup> Gamsen (Gams), Illgraben (Loèche), Sionne (Sion), Morge (Conthey), Lizerne (Ardon), Printze (Aproz), Fava (Riddes), Mauvoisin (Evionnaz), St-Barthélémy (Evionnaz) et les ruisseaux de Saxon, de Colombey, de Vouvry et de Vionnaz.

<sup>91</sup> Saltine (Brig), Viège (Viège), Tourtemagne (Tourtemagne), Dala (Loèche), Navizence (Chippis), Lienne (St-Léonard), Borgne (Bramois), Drance (Martigny), Vièze (Monthey).

manière générale, il faudrait associer des barrages dans le haut des vallées à des digues longitudinales<sup>92</sup> dans la partie inférieure, afin de préserver les berges et d'empêcher les érosions. La manière dont on a endigué la Tourtemagne constitue un exemple à suivre pour d'autres torrents. En choisissant chaque année et en entassant sur les bords tous les cailloux dépassant 1 dm<sup>3</sup>, on a formé deux levées parallèles, entre lesquelles le lit s'approfondit de lui-même. Ainsi les menus matériaux sont emportés dans le Rhône et les plus gros sont retirés du lit et fournissent les digues.

Tout comme le chanoine Berchtold en 1834, M. Culmann est persuadé qu'il faut commencer par convaincre les montagnards qu'il est possible de les défendre contre les dévastations des torrents. Mais s'ils doivent d'eux-mêmes entreprendre ces travaux de défense, ils doivent avoir foi en leur réussite. Cependant la parole et les écrits ne suffisent pas. Il est nécessaire de leur faire voir des ouvrages de défense et de leur faire constater les résultats. Le récit de ce que ces gens auront vu produira plus d'effet sur leurs compatriotes que tout ce que des experts de passage pourront dire et écrire. De plus, il faut renoncer à cette illusion de se croire définitivement à l'abri après une débâcle. Au contraire, les gens doivent savoir qu'au bout d'un certain nombre d'années, ils seront de nouveau exposés au désastre qui les a frappés aujourd'hui, car sans cela, ils ne feront aucun effort pour le parer. Rien ne serait plus propre à les convaincre de cette vérité qu'une chronique des débâcles de leurs torrents et de leurs ravages.

Ces travaux aux torrents ne seront pas exécutés tout de suite après la parution de ce rapport. La réalisation d'un tel projet exige du temps et de l'argent. La raison principale qui a empêché le canton du Valais d'entreprendre simultanément la correction des affluents et celle du Rhône est d'ailleurs connue. C'est le manque de ressources nécessaires pour faire face à une oeuvre d'une telle envergure. De plus, la mauvaise influence des charriages sur le fleuve ne s'est naturellement pas fait sentir immédiatement. On pensait que le pouvoir propulseur du courant, augmenté par l'endiguement, aurait permis de faire face aux apports des torrents. Il a fallu quelques années pour constater des rehaussements du lit du Rhône et se rendre compte que les avantages acquis par la correction du fleuve ne pourraient être maintenus que par une diminution de la quantité et des dimensions des charriages.

A la suite des inondations de 1868, le principe que l'endiguement du Rhône tel qu'il existe ne peut pas suffire est alors bien établi et renforcé par le rapport de l'ingénieur en chef Blonitzky. Il

---

<sup>92</sup> Voir Annexe XII



devient clair que la régularisation des affluents est une entreprise indispensable au salut du Valais. Mais il manque encore des mesures législatives afin de pouvoir faire exécuter les travaux les plus urgents et encourager les communes par des subsides. La loi, en effet, ne s'occupe encore que de la correction du Rhône. Cette lacune sera comblée le 21 juillet 1871<sup>93</sup> par l'arrêté fédéral concernant l'allocation d'un subside fédéral pour des endiguements de torrents et des reboisements dans les montagnes. Cet arrêté sera suivi par l'entrée en vigueur de la loi fédérale du 22 juin 1877<sup>94</sup> concernant la police des eaux dans les régions élevées.

Mais devant la nécessité pour le canton d'activer les travaux de correction et de reboisement dans les bassins des torrents qui exercent une influence nuisible sur le régime du Rhône et d'éviter les désastres provoqués par les irrptions des rivières, le Grand Conseil édicte une loi le 25 novembre 1896 sur la correction des rivières et de leurs affluents :

- les travaux en question sont exécutés sous la surveillance du Conseil d'Etat et sous la direction du Département des Travaux Publics qui en dresse plans et devis
- les dits travaux sont à la charge des communes sur le territoire desquelles ils sont exécutés
- les travaux sont subventionnés par l'Etat à raison de 20 % et par des subsides fédéraux.

Cette loi prévoit la participation financière de l'Etat à l'entreprise et constitue à cet égard un grand pas en avant. Cela permettra au canton de mener à bonne fin, avec l'aide de la Confédération, cette oeuvre capitale. Les travaux se poursuivront le long du XX<sup>e</sup> siècle. Nous avons vu que l'arrêté fédéral de 1871 exige le reboisement des bassins des torrents. Quelle a été le cheminement qui a permis d'arriver à la conclusion que la conservation des forêts était tout aussi importante que l'endiguement ?

<sup>93</sup> L'article 1 déclare les corrections et les endiguements des torrents ainsi que les reboisements des régions de sources, travaux d'intérêt public. Il est accordé au Conseil fédéral un crédit annuel de 100'000 francs pour faciliter ces entreprises. Selon l'article 2, le Valais aura droit à 224'000 francs du million réservé pour les travaux d'endiguement et de reboisement.

L'article 4 exige que les endiguements soient combinés avec les reboisements nécessaires. Le subside de la Confédération ne doit pas excéder un tiers des frais effectifs.

Par l'article 7, les autorités fédérales se réservent d'exiger des cantons demandant des subventions que leur législation sur les forêts contienne les prescriptions nécessaires pour empêcher les déboisements et la dévastation des forêts et que la législation sur la police des eaux assure la conservation et l'entretien des digues.

<sup>94</sup> Le Conseil fédéral fixe chaque année les subventions à accorder aux cantons. La surveillance de la Confédération s'étend sur tous les torrents situés dans la zone forestière fédérale, telle qu'elle se trouve délimitée en exécution de l'article 24 de la Constitution. Sur ces cours d'eau, les travaux de défense, d'endiguement et de correction seront exécutés le plus tôt possible.

## 2) Reboisement<sup>95</sup>

### A) La situation avant 1850

Les propriétaires et les gouvernements se sont peu préoccupés des forêts aussi longtemps que le bois n'avait que peu de valeur, et qu'on ne connaissait pas toute l'influence qu'elles exercent sur le climat et la conservation du sol. Les forêts ont été expulsées d'une grande étendue de terrain, où on aurait dû les conserver, pour créer des champs. De plus, il existait, assez généralement dans les montagnes, un usage tout à fait regrettable : chaque bourgeois pouvait couper le bois pour son usage personnel en toute liberté dans les forêts communales, quand bon lui semblait et où cela lui convenait. Il ne payait rien du tout à la caisse communale, ou seulement une contribution tout à fait insignifiante.

L'extirpation des forêts était considérée souvent comme une oeuvre plus utile que les soins qu'on aurait pu leur donner, parce qu'on augmentait les pâturages et que l'élimination des animaux sauvages devenait plus facile. On ne trouve donc que peu de dispositions datant des siècles précédents et même du commencement du XIX<sup>e</sup> siècle qui aient pour but la conservation des forêts. Les dispositions se rapportent au mode d'utilisation de la forêt plutôt qu'à sa conservation ou à son amélioration. Lors de la coupe des bois, la préoccupation principale est la facilité d'exploitation plutôt que la protection ou le repeuplement.

Dans les trente premières années du siècle, les hommes les plus clairvoyants commencèrent à se préoccuper de la préservation et du traitement des bois. A la suite de l'inondation de 1834, ils s'aperçurent que la force destructrice des eaux avait été considérablement augmentée par le déboisement inconsidéré de pentes entières, que l'écoulement des eaux était beaucoup plus rapide et qu'on pouvait donc assigner à cette cause une grande partie des dégâts qui avaient eu lieu. Les rapports des experts chargés d'inspecter les localités ravagées et de rechercher les causes des ravages, confirmèrent entièrement cette observation. Ils attirèrent l'attention publique sur la nécessité d'apporter plus de soins dans la préservation des forêts. Les autorités supérieures vouèrent alors plus d'attention aux forêts qu'elles ne l'avaient fait jusqu'alors. Elles cherchèrent à les protéger, par des mesures législatives, contre la destruction et contre les exploitations hors de proportion avec la production et à introduire une meilleure économie forestière.

---

<sup>95</sup> Les renseignements sur les lois forestières sont tirées de l'ouvrage de Théodore Kuonen, *Histoire des forêts de la région de Sion du Moyen-Age à nos jours*, Sion, 1993.



La période qui nous intéresse est d'ailleurs caractérisée par un grand nombre de lois, arrêtés, messages et rapports de commissions. Le gouvernement de la République du Valais (1802-1810) avait promulgué une première loi forestière en 1803. Les déboisements et les exportations de bois avaient dû prendre, avant cette époque, des proportions qui ont incité les autorités à légiférer. Les guerres, les occupations militaires, la misère économique, avaient poussé les communes, ruinées, à trouver des ressources pour faire face à leurs besoins. Cette loi interdit toute exportation de bois de haute futaie hors du territoire de la République, sauf autorisation du gouvernement. Elle sera suivie par plusieurs autres lois et arrêtés :

- Arrêté du 31 décembre 1821<sup>96</sup> sur le flottage des bois<sup>97</sup>.
- Loi du 9 mai 1826 sur la conservation et l'amélioration des forêts<sup>98</sup>.
- Décret du 19 mai 1826 sur l'exportation des bois<sup>99</sup>.
- Arrêté du 1er août 1827<sup>100</sup>.
- Loi du 19 décembre 1827 concernant la vente des forêts, la coupe, le flottage et l'exportation des bois<sup>101</sup>.
- Loi additionnelle sur l'exploitation des bois du 7 mai 1829<sup>102</sup>.

<sup>96</sup> Aucun flottage ne pourra avoir lieu sans une permission spéciale du gouvernement. On y fixe les exportations annuelles des bois en bûches à flotter par le Rhône à 6000 toises (une toise vaut environ 2 mètres). Le contingent de chaque entreprise est de 1500 toises. Les entrepreneurs payeront aux communes riveraines, pour les dommages non apparents aux barrières, un demi-Kreuzer (2 cts) par toise de bois pour chaque trajet de 1500 toises. Les dommages apparents seront indemnisés selon taxation.

<sup>97</sup> Le flottage des bois dans les rivières et sur le Rhône était l'unique moyen de transport rationnel des bois destinés à l'exportation, mais il provoquait souvent des dégâts aux rives des cours d'eau.

<sup>98</sup> Elle s'attaque à divers abus, aux saignées des mélèzes, à la fabrication de la poix noire, aux coupes de bois pour l'écorce, pour les haies...; elle défend le parcours dans les forêts nouvellement exploitées; elle ordonne des plantations d'arbres sur les bords des rivières et torrents. Le maintien des lisières de 12 toises de largeur sur les rives du Rhône, de repeupler les forêts par des plantations. Toute coupe de forêt communale et particulière dans des terrains en pente est soumise à l'autorisation du Grand Conseil. Le loi institue des gardes forestiers nommés par les communes. L'inspection des ponts et chaussées, les présidents des dixains et des communes sont chargés de veiller à l'exécution de la loi.

<sup>99</sup> Ce décret prévoit que toute commune qui se sert uniquement de bois résineux de haute futaie et ne possède pas une étendue équivalente à 15 septeurs pour chaque ménage n'aura pas d'autorisation de coupe pour l'exportation. Le Conseil d'Etat accordera la vente des coupes de forêts qui ne sont pas utiles pour les habitants et ne représentent aucun danger. Les exportations annuelles sont fixées à 3000 toises, pour les forêts communales, et à 1500 toises, pour les forêts privées.

<sup>100</sup> Aucune exportation, ni aucune coupe de bois de haute futaie ne peut avoir lieu sans autorisation du Conseil d'Etat, si ce n'est pour les besoins de la commune et de ses habitants, pour affouage ou construction. Nul flottage de bois par rivières et torrents et par le Rhône, de quelque nature et sous quelque forme que ce soit, ne peut être entrepris sans l'autorisation du Conseil d'Etat.

<sup>101</sup> Il est maintenu que l'autorisation de vendre des forêts ne sera accordée qu'aux communes qui possèdent une étendue de 15 septeurs par ménage. Les communes pourront, avec le consentement du Conseil d'Etat, exploiter des forêts pourvu que la coupe ne représente pas de danger pour les propriétés ou pour la grande route. La limite des exportations reste fixée à 3000 toises pour les forêts communales et 1500 pour les privées, mais sous réserve que les fabriques du pays aient refusé de payer le prix de l'étranger.

<sup>102</sup> Elle ordonne que l'exportation des bois de haute futaie reste fixée aux quantités prévues par la loi du 19 décembre 1827, y compris les combustibles, charbons, échelas et bois de construction. Que le Conseil d'Etat règlera et répartira chaque année entre les différentes entreprises les quantités et espèces que chacune sera autorisée à exporter.

La période qui nous intéresse est d'ailleurs caractérisée par un grand nombre de lois, arrêtés, messages et rapports de commissions. Le gouvernement de la République du Valais (1802-1810) avait promulgué une première loi forestière en 1803. Les déboisements et les exportations de bois avaient dû prendre, avant cette époque, des proportions qui ont incité les autorités à légiférer. Les guerres, les occupations militaires, la misère économique, avaient poussé les communes, ruinées, à trouver des ressources pour faire face à leurs besoins. Cette loi interdit toute exportation de bois de haute futaie hors du territoire de la République, sauf autorisation du gouvernement. Elle sera suivie par plusieurs autres lois et arrêtés :

- Arrêté du 31 décembre 1821<sup>96</sup> sur le flottage des bois<sup>97</sup>.
- Loi du 9 mai 1826 sur la conservation et l'amélioration des forêts<sup>98</sup>.
- Décret du 19 mai 1826 sur l'exportation des bois<sup>99</sup>.
- Arrêté du 1er août 1827<sup>100</sup>.
- Loi du 19 décembre 1827 concernant la vente des forêts, la coupe, le flottage et l'exportation des bois<sup>101</sup>.
- Loi additionnelle sur l'exploitation des bois du 7 mai 1829<sup>102</sup>.

<sup>96</sup> Aucun flottage ne pourra avoir lieu sans une permission spéciale du gouvernement. On y fixe les exportations annuelles des bois en bûches à flotter par le Rhône à 6000 toises (une toise vaut environ 2 mètres). Le contingent de chaque entreprise est de 1500 toises. Les entrepreneurs payeront aux communes riveraines, pour les dommages non apparents aux barrières, un demi-Kreuzer (2 cts) par toise de bois pour chaque trajet de 1500 toises. Les dommages apparents seront indemnisés selon taxation.

<sup>97</sup> Le flottage des bois dans les rivières et sur le Rhône était l'unique moyen de transport rationnel des bois destinés à l'exportation, mais il provoquait souvent des dégâts aux rives des cours d'eau.

<sup>98</sup> Elle s'attaque à divers abus, aux saignées des mélèzes, à la fabrication de la poix noire, aux coupes de bois pour l'écorce, pour les haies...; elle défend le parcours dans les forêts nouvellement exploitées; elle ordonne des plantations d'arbres sur les bords des rivières et torrents. Le maintien des lisières de 12 toises de largeur sur les rives du Rhône, de repeupler les forêts par des plantations. Toute coupe de forêt communale et particulière dans des terrains en pente est soumise à l'autorisation du Grand Conseil. Le loi institue des gardes forestiers nommés par les communes. L'inspection des ponts et chaussées, les présidents des dixains et des communes sont chargés de veiller à l'exécution de la loi.

<sup>99</sup> Ce décret prévoit que toute commune qui se sert uniquement de bois résineux de haute futaie et ne possède pas une étendue équivalente à 15 septeurs pour chaque ménage n'aura pas d'autorisation de coupe pour l'exportation. Le Conseil d'Etat accordera la vente des coupes de forêts qui ne sont pas utiles pour les habitants et ne représentent aucun danger. Les exportations annuelles sont fixées à 3000 toises, pour les forêts communales, et à 1500 toises, pour les forêts privées.

<sup>100</sup> Aucune exportation, ni aucune coupe de bois de haute futaie ne peut avoir lieu sans autorisation du Conseil d'Etat, si ce n'est pour les besoins de la commune et de ses habitants, pour affouage ou construction. Nul flottage de bois par rivières et torrents et par le Rhône, de quelque nature et sous quelque forme que ce soit, ne peut être entrepris sans l'autorisation du Conseil d'Etat.

<sup>101</sup> Il est maintenu que l'autorisation de vendre des forêts ne sera accordée qu'aux communes qui possèdent une étendue de 15 septeurs par ménage. Les communes pourront, avec le consentement du Conseil d'Etat, exploiter des forêts pourvu que la coupe ne représente pas de danger pour les propriétés ou pour la grande route. La limite des exportations reste fixée à 3000 toises pour les forêts communales et 1500 pour les privées, mais sous réserve que les fabriques du pays aient refusé de payer le prix de l'étranger.

<sup>102</sup> Elle ordonne que l'exportation des bois de haute futaie reste fixée aux quantités prévues par la loi du 19 décembre 1827, y compris les combustibles, charbons, échelas et bois de construction. Que le Conseil d'Etat règlera et répartira chaque année entre les différentes entreprises les quantités et espèces que chacune sera autorisée à exporter.

- Loi du 18 décembre 1832 sur la coupe, le flottage et l'exploitation des bois<sup>103</sup>.
- Décret du 23 novembre 1839<sup>104</sup>.
- Loi des finances du 25 septembre 1840<sup>105</sup>.

Toutes ces dispositions ont plutôt contribué à provoquer une confusion totale, à donner lieu à toutes sortes d'échappatoires, de malentendus. Si bien que, malgré ces nombreuses mesures protectrices, l'époque est considérée comme ayant eu des effets désastreux sur les forêts et l'économie du pays. Force est de constater l'échec de la législation, des moyens de répression et le manque de motivation pour traduire les contrevenants devant les tribunaux. Les défenses de sortir des bois au-delà d'une certaine quantité ou la suppression totale pour des périodes déterminées, n'ont eu aucun effet et n'ont pas pu empêcher les abus. Il est clair que les intérêts économiques passaient avant la protection des forêts. De plus, le gouvernement ne s'est pas donné les moyens de faire respecter les lois. Il était sans cesse sollicité de déroger aux dispositions, tant par des députés, des communes, les usines, les marchands. Ce n'est que dans la période suivante que l'on instituera une véritable administration forestière, avec la nouvelle loi forestière du 1<sup>er</sup> juin 1850.

### *B) La situation dès 1850*

Après la pléthore de lois, décrets et arrêtés, qui se sont succédés pendant la période précédente, on entre, avec la nouvelle du 1<sup>er</sup> juin 1850, dans une phase de progrès dans la législation forestière. Elle institue le principe d'une administration forestière distincte, au sein d'un Département du Conseil d'Etat, sous la surveillance duquel sont placés les bois et forêts. L'article 6 prévoit des inspecteurs forestiers, nommés par le Conseil d'Etat, rétribués par celui-ci et assermentés. Il y a, en plus, dans chaque commune, un ou plusieurs gardes forestiers. C'est donc la première fois que l'on parle d'inspecteurs forestiers. Mais ils ne seront nommés que plus tard, en 1855<sup>106</sup>.

<sup>103</sup> Elle interdit pendant le terme de 10 ans, à dater du 1<sup>er</sup> mars 1833, toute exportation à l'étranger des bois provenant des forêts communales. Pour avoir une autorisation de vente, la coupe ne doit représenter aucun danger et la commune doit posséder en plus une étendue de 10 septeaux pour chaque ménage. L'indemnité à verser aux communes riveraines pour les dommages aux digues est augmentée à 1 kreuzer par toise pour un trajet de 1500 toises.

<sup>104</sup> Soumet les bois en bûches exportés par le Rhône à un droit de sortie de Fr. 2.- par toise. Pour le mélèze, le droit sera de Fr. 3.-.

<sup>105</sup> Concerne les droits d'entrée et de sortie entre autres pour la poix, la térébenthine, le bois de construction travaillé en plateaux, planches, carrelots, liteaux. Le bois de sapin et de mélèze en bûches, le bois de taillis, le charbon, les échelas, l'écorce de chêne et de sapin pour les tanneries. Elle fixe les patentes pour tout marchand dans le pays, donc aussi pour les commerçants en bois, pour les artisans. La loi est renouvelée en 1842 et 1849.

<sup>106</sup> Alexandre de Torrenté, ancien conseiller d'Etat, ancien député, expert forestier, est nommé inspecteur cantonal. Parmi les 4 inspecteurs nommés, il est le seul homme de métier.

Le nouveau régime forestier est étendu à toutes les forêts du canton. Les forêts communales sont administrées par le conseil de la commune. Il désigne les lieux de coupe, prescrit le mode d'exploitation et de repeuplement. Il dresse annuellement un état des bois à couper et les fait marteler par le garde-forestier. Aucun défrichement ne peut être fait sans l'autorisation préalable du Conseil d'Etat et l'exploitation annuelle doit être proportionnée à la production. Quant aux forêts privées, les coupes qui excèdent 25 toises<sup>107</sup> sont soumises à autorisation. Les forêts ne peuvent être défrichées ni exploitées par coupes rases si le terrain est impropre à tout autre produit, si elles se trouvent sur des pentes rapides et dont l'exploitation inconsidérée pourrait causer des dommages au sol, aux propriétés voisines, aux routes et aux habitants. La loi comprend encore des dispositions sur le flottage des bois, à savoir les permis de flottage, les indemnités à payer, les dimensions des bûches ou rondins.

Le Service cantonal des forêts avait attaqué sa tâche avec un grand élan, mais de nombreux obstacles empêchèrent une amélioration immédiate. Ce sont les droits acquis qui exerçaient une influence néfaste. Un grand nombre de communes commettaient des abus en toute impunité. Les privilégiés, accoutumés à couper les bois qui leur convenaient, ne pouvaient se résoudre à ne tirer de la forêt que les bois mûrs et défectueux. Et les autorités, craignant de compromettre leur popularité, ne faisaient pas exécuter la loi forestière, mal vue du peuple. Les administrations communales faisaient preuve d'une grande négligence et de beaucoup de complaisance dans les concessions de bois : malgré les restrictions, celles-ci étaient encore trop élevées.

Pendant ce temps, la Société forestière suisse avait adressé une demande au Conseil fédéral afin que les cantons soient invités à fournir des rapports sur l'état de leurs forêts, la façon dont ils les exploitent et dont ils en assurent l'accroissement. Les questions de sylviculture seront confiées aux professeurs Marchand et Landolt à Zürich. En 1861, le Conseil fédéral annonce aux cantons que les experts ont terminé leur mission et rédigé un rapport général sur l'expertise des forêts dans les régions élevées. Il porte le nom de rapport Landolt 1862<sup>108</sup>. Après une description générale des cantons (population, surface, besoins en bois), il décrit le traitement antérieur des forêts, la situation existante et les dispositions légales en vigueur. Il constate que les contrées où l'on trouve les plus hautes montagnes sont en moyenne les moins boisées. La Suisse, principalement la région des montagnes, comparée à la plupart des pays voisins est pauvre en forêts. En Autriche, les forêts

<sup>107</sup> Une toise vaut environ 2 mètres.

<sup>108</sup> Landolt E., *Rapport au Conseil fédéral sur les forêts des hautes montagnes de la Suisse inspectées dans les années 1858, 1859 et 1860*, Lausanne, 1862.

occupent 39 % de la superficie totale, en Allemagne de 25 % à 33 %, en Prusse 39 %, en France 16 %, tandis qu'en Suisse, elles n'occupent en moyenne que 17,5 % et dans les montagnes proprement dites 15,4 %.

Quant au Valais, Landolt considère qu'il possède, avec la loi du 1<sup>er</sup> juin 1850, une législation forestière plus ou moins complète qui répond aux besoins de l'époque. Cependant, il considère le nombre de fonctionnaires ainsi que leur salaire comme trop faibles, et les organes pour faire observer les lois manquent. En 1858, il n'y avait que deux inspecteurs d'arrondissement et, entre 1860 et 1861, le poste d'inspecteur cantonal était resté vacant. On réduisait ainsi le personnel qui n'était déjà même pas suffisant pour remplir la tâche qui lui était imposée. D'ailleurs, cette trop grande parcimonie de la part de l'Etat est l'un des obstacles qui empêchent la bonne exécution des lois dans le canton. Loin de faire quelques sacrifices pour cette branche de l'économie, le gouvernement veut, au contraire, couvrir une partie de ses dépenses par le produit des forêts. Il accorde une somme insignifiante pour le développement de l'économie forestière, et perçoit annuellement de Fr.- 25'000 à 40'000 de droit de flottage, de coupe et par les confiscations de bois. De plus, les habitants des montagnes ne sont pas encore convaincus de la nécessité des lois forestières et encore moins de la nécessité de les faire exécuter. Les progrès faits dans l'économie forestière ont été imposés plutôt qu'ils n'ont été obtenus par la persuasion. Le peuple n'a pas pu admettre la loi et elle n'a pas pris racine. Ainsi, le désordre règne dans les forêts.

Comme on le voit, Landolt décrit, pour le Valais, une situation peu réjouissante dans le domaine forestier. Il admet cependant que l'on s'est occupé avec sollicitude d'empêcher l'exploitation des forêts par grandes coupes rases et de tenir un contrôle exact de l'exportation des bois. On a assez bien réussi à prévenir ces fautes, qui se commettaient à grande échelle, mais on a échoué en ce qui concerne le reboisement des clairières et l'amélioration du système forestier. "On n'y parviendra pas aussi longtemps qu'on n'aura pas des employés capables et en nombre suffisant"<sup>109</sup>. Voici quelques-unes des propositions qu'il émet afin d'améliorer l'économie forestière et alpestre :

- séparation forêts et pâturages
- réglementation du parcours du bétail en forêt : il faut que les jeunes bois soient mis à l'abri du bétail et surtout des chèvres, jusqu'à ce qu'ils aient échappé à sa dent et ne puissent plus être écrasés

---

<sup>109</sup> Voir note précédente

- régularisation de la récolte des engrais : les feuilles, les aiguilles des résineux et la mousse sont les seuls engrais qui restent aux forêts ; il est indispensable de le leur laisser pour maintenir la fertilité du sol
- établissement d'un mode de clôture plus durable et plus appropriés afin d'empêcher les parcours des troupeaux en forêt : les clôtures consomment beaucoup de bois et sont insuffisantes ; le meilleur mode consiste à construire des murs de pierre récupérées dans le terrain ou alors, si les matériaux manquent, creuser des fossés, relever la terre du côté de la forêt et planter sur ce petit rempart des sapins ou toute autre essence convenable.
- surveillance et direction dans les coupes de vente
- reboisement des surfaces dénudées
- poursuite des contrevenants
- établissement de règlements forestiers
- augmentation du personnel forestier : Landolt propose un inspecteur cantonal, 6 inspecteurs d'arrondissements, 35-40 gardes forestiers de district et des gardes forestiers communaux, rémunérés convenablement.

En 1873, devant les plaintes de manque de personnel, de contrôle inefficace et de contrebande tolérée, à la suite aussi de mesures fédérales dictées après les événements de 1868, une nouvelle loi forestière sera décrétée le 27 mars 1873. Elle donne, entre autres, plus de droits à l'inspecteur cantonal, oblige les communes à des reboisements proportionnels à l'exploitation annuelle et interdit tout parcours de bétail dans les jeunes peuplements ainsi que dans les localités où le reboisement est ordonné.

En automne 1868, divers cantons suisses sont frappés par de graves inondations, à savoir le Valais, Uri, Saint-Gall, les Grisons et le Tessin. L'ampleur de la catastrophe va donner une impulsion à la réflexion sur les conséquences des déboisements en montagne. Le rapport des experts sur cet événement est à la base de la création du pouvoir fédéral en matière forestière. La première loi fédérale concernant la haute surveillance de la Confédération en matière de police forestière dans les hautes montagnes date du 24 mars 1876, avec pour but la conservation des forêts et leur extension dans les régions élevées<sup>110</sup>.

<sup>110</sup> L'aire forestière ne pourra plus être diminuée ; les défrichements sont interdits ; le parcours, en particulier des chèvres, est à réglementer ; les clairières sont à reboiser. Ce sont quelques dispositions essentielles de cette loi.



Nous l'avons vu, ni les catastrophes de 1834 et 1839, ni les avertissements des experts n'ont fait changer l'attitude des hommes envers la forêt. Toutes les mesures législatives de la période 1800-1850 n'ont pu empêcher les déboisements inconsidérés. La croissance de la population ainsi que l'augmentation du bétail exigent de rendre disponibles de nouvelles terres de pâturage et de culture, et ceci au détriment de la forêt. Même après la promulgation de la loi de 1850, les grands déboisements se poursuivent. Mais à la suite des grands désastres des années 1860 et surtout vers la fin du siècle, à la longue période d'échec due à l'indiscipline ou à la négligence, va succéder une période où la situation va pouvoir changer en faveur de la forêt. Cette dernière partie du siècle va apporter beaucoup de positif : des lois et des règlements cantonaux instituant une première organisation forestière, même si elle est insuffisante et incomplète, et des bases légales pour lutter contre les coupes désordonnées. Mais aussi, et c'est le plus important dans la lutte contre les catastrophes naturelles, l'obligation du reboisement des pentes dénudées, des berges des torrents et des couloirs d'avalanches.

### C) La lutte contre les avalanches

Le XIX<sup>e</sup> siècle voit apparaître les prémices de la lutte contre les avalanches, mais l'essentiel des travaux seront effectués au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Il n'existe que peu d'éléments, parmi les sources consultées, sur les moyens de lutte contre les avalanches. On nous signale les premières constructions en 1849, sur le chemin d'accès au village de Saas-Grund. Elles consistaient en abris souterrains et en niches de refuge établis dans les murs de la route. Ainsi, on s'est d'abord préoccupé de la protection des hommes avant celle des villages.

On a pu constater que les avalanches empêchaient le reboisement sur des surfaces considérables et mettaient les habitations en danger. Une attention spéciale est donc portée aux localités comme Obergesteln, Münster, Geschinen, Loèche-les-Bains, Salvan. Des premières mesures techniques sont adoptées, à la fin du siècle, pour lutter contre les avalanches, qui consistent<sup>111</sup> :

- dans l'enfoncement de pieux en bois par rangées parallèles, disposées en quinconce et distantes de 50 cm, combinées avec des clayonnages ;
- dans des terrasses ou fossés, murés ou non ;
- dans des murs en maçonnerie sèche d'une épaisseur d'environ 1 m et d'une hauteur de 2 m, surmontés par des mottes de gazon ;

---

<sup>111</sup> Coaz J, *Statistik und Verbau der Lawinen in den Schweizertalpen*, Bern, 1910.

- dans des constructions en maçonnerie à l'arrière des maisons<sup>112</sup>.

En 1877, le chef du Département des Ponts et Chaussée signale l'urgence des mesures à prendre contre les avalanches. "Tout en préservant la vie et les biens de nos montagnards, ces travaux ont, de plus, l'avantage de prévenir la destruction des bois et par ce fait de favoriser le reboisement"<sup>113</sup>. Mais il semble que, si les avalanches ne menaçaient pas trop les villages et hameaux, les indigènes ne s'alarmeraient pas. Ils vivaient avec les conditions de la région et connaissaient les dangers imminents. L'homme, en hiver restait au village ou passait un certain temps au mayen d'hiver avec le bétail ou allait le nourrir journallement dans les écuries dispersées. L'expérience acquise par l'observation constante lui permettait d'évaluer les moments dangereux.

Cependant, des avalanches inattendues peuvent se produire et détruire sur leur passage des forêts épargnées depuis des siècles, elles peuvent sortir de leur couloir habituel et se répandre sur des zones agricoles. Vouloir intervenir par des protections partout où il y a un danger potentiel est impossible, mais il faut protéger la forêt, les habitations, les routes et les chemins de fer contre les avalanches régulières. Les lois forestières<sup>114</sup> s'en chargeront. Signalons encore l'arrêté fédéral du 11 mars 1881, qui déclare que toutes les forêts du Valais sont considérées comme protectrices et seront traitées comme telles et la loi forestière fédérale de 1902. Elle prévoit une augmentation des subventions aux travaux de défense contre les avalanches et à la création de nouvelles forêts protectrices. La Confédération et les cantons peuvent ordonner la création de forêts protectrices ainsi que l'exécution de travaux de défense contre les avalanches ou chutes de pierres, lorsque ces mesures contribuent à la protection des forêts existantes ou à créer.

### 3) Autres

#### A) Glaciers

Nous l'avons vu dans le chapitre II, le Valais a toujours connu des débâcles causées par l'écoulement de lacs glaciaires : glacier du Giétroz, d'Allalin, de Crête-Sèche et d'Otemma. Comment ces catastrophes pouvaient-elles être évitées ? Je n'ai pas de renseignements sur la façon

<sup>112</sup> Voir Annexe XIII

<sup>113</sup> Chappex Joseph, *Notice sur la correction du Rhône 1864-1877*, Sion, 1877.

<sup>114</sup> Voir chapitre VII 2)



dont on essayait de les prévenir durant les siècles précédents, ni même si l'on tentait d'y remédier, mais au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, on s'est occupé du problème.

Karl Culmann, en 1865, expliquait qu'on n'arriverait à prévenir ces calamités "qu'en assurant l'écoulement du lac, c'est-à-dire qu'il faut le rendre indépendant du glacier. On n'y parviendrait qu'en creusant un tunnel lorsque le niveau du lac commencera à s'élever par suite de la marche trop rapide du glacier. Ce moyen nous paraît suffisant, et suffisamment sûr, pourvu que l'on puisse trouver dans la contrée des gens sur qui l'on puisse compter pour indiquer tout remous des eaux causé par les glaces"<sup>115</sup>. On n'a cependant pas attendu 1865 pour tenter de trouver une solution. En 1818 déjà, lors de la débâcle du Giétroz, les ingénieurs avaient cherché à vider le lac.

Celui-ci mesurait alors une lieue de longueur et le barrage atteignait une hauteur de 60 mètres. Le moment de la rupture devenait de plus en plus imminent. Comprenant le danger que couraient les régions inférieures si le barrage venait à céder, on prit le parti d'essayer de faire écouler les eaux du lac par un tunnel percé au travers de la glace. Ce travail fut exécuté sous la direction de l'ingénieur Venetz. On plaçant le tunnel, on croyait qu'à son issue, le fond de la vallée était formé de roc solide ; on s'était malheureusement trompé : il n'y avait que des galets qui furent emportés par les eaux, s'écoulant avec une pression et une vitesse extraordinaire. Cet affouillement eut pour conséquence la ruine d'une partie de la barrière de glace, qui fut emportée aussi. Le reste se rompit tout à fait lorsque le lac fut à moitié vide. Malgré cette grande réduction de la masse des eaux, le désastre fut grand.

Aussi, lorsque pendant l'hiver 1821-1822, le barrage de glace menaçait de se reformer et avait déjà recouvert 400 mètres du lit de la Dranse, M. Venetz entreprit de détruire cette masse de glace. Il y réussit complètement à l'aide de canaux en bois conduisant sur le glacier des filets d'eau de la montagne Alia, chauffés au contact du rocher. Il obtenait ainsi de grandes coupures qui détachaient des blocs de 800 à 1000 m<sup>3</sup>. En tombant, ils se brisaient et étaient emportés par la Dranse. Après avoir utilisé cette méthode de 1822 à 1824, M. Venetz entreprit des travaux devant empêcher les glaces de s'amonceler de nouveau au fond de la vallée. Il construisit de simples barrages en travers de la vallée et vis-à-vis du glacier. Ils provoquaient un si grand élargissement de la surface de l'eau que les glaces ne pouvaient plus faire voûte par-dessus. Les blocs de glace tombaient donc toujours dans l'eau, restaient constamment en contact avec elle et se fondaient peu à peu. Ainsi, le ruisseau

<sup>115</sup> Culmann Karl, *Rapport au Conseil fédéral sur les torrents des Alpes suisses inspectés en 1858, 1859, 1860 et 1863*, Lausanne, 1865.

ne pouvant plus être recouvert et les glaces ne pouvaient plus s'amonceler. Dès que le cône surplombait de 2 à 3 mètres le ruisseau, qui fondait sa base, la partie antérieure se détachait et était emportée.

Cette méthode ne semble pas avoir été appliquée à d'autres glaciers et les lacs continuèrent à causer des catastrophes en se déversant dans les vallées. Il était certes difficile, voire impossible, de contrôler chaque glacier d'autant plus que, parfois, les eaux s'accumulaient sous le glacier rendant le lac invisible. C'est souvent le hasard qui faisait découvrir la formation de lacs, comme par exemple en 1894, où des contrebandiers avaient signalés des poches d'eau dans les flancs du glacier de Crête-Sèche<sup>116</sup>. Mais, si celles-ci se formaient dans des endroits peu fréquentés ou dans des lieux où cela ne s'était jamais produit, on ne découvrait le fait qu'au moment du désastre.

#### *B) Tremblements de terre*

Devant l'impossibilité de prévenir ce genre de catastrophes, le moyen que l'on propose, au lendemain du tremblement de terre de 1855, consiste à adopter un nouveau mode de construction. Citons M. Morlot : "Lors de la catastrophe de 1755, les secousses dans le district Brig-Viège furent jugées agir du Sud au Nord, comme en 1855. Or, ce district étant distingué pour la fréquence et l'intensité des tremblements de terre, et les deux événements si désastreux de 1755 et 1855 ayant sous tous les rapports présenté beaucoup de ressemblance entre eux, ne conviendrait-il pas d'user de la précaution suivante : dans les nouvelles constructions, disposer les bâtiments de telle sorte que tous les murs longs soient dirigés du nord au sud, soit à peu près parallèlement à la vallée de la Viège et aux murs longs de la maison de monsieur Clementz ( qui a été épargnée en 1855 ), et que toutes les poutres de planchers et plafonds soient posées à angle droit, soit en travers de la direction indiquée. Car il est bien connu que les poutres ne s'abîment non point par la simple action de la secousse, mais par suite de l'écartement momentané des murs, dans la direction de la secousse, écartement qui n'a naturellement pas lieu au même degré dans la direction perpendiculaire à la marche de l'onde de commotion"<sup>117</sup>. Il s'agit ici de la seule proposition trouvée parmi les sources consultées.

<sup>116</sup> *Gazette du Valais*, 1898, N° 61.

<sup>117</sup> AEV, DI 27.1.1, N° 33.

## VIII SECOURS

### 1) Organisation

"Les dons et les dommages de la nature sont partagés : ici elle répand avec la main droite bénédiction et prospérité, là avec la main gauche malheur et misère. Il y a dans la nature des maux que les hommes ne peuvent prévoir et ces maux sont là pour favoriser sa moralité. Si les bras de l'homme se trouvent trop faibles contre la nature, il doit entrer en association contre les maux de la nature et venir en aide aux victimes. Car il ne se passe pas une année sans inondations, avalanches, chutes de rochers ou de montagne, gelées, grêle, fractures de glacier, éruptions de lacs..."<sup>118</sup>. Voici comment le chanoine Berchtold envisage le secours aux victimes. Venir en aide aux malheureux constitue donc un moyen de lutter contre les forces de la nature. Mais l'organisation de ces secours n'était pas une mince affaire.

Il y a peu de renseignements sur l'organisation des secours du début du XIX<sup>e</sup> siècle et il semble, d'après les nombreuses lettres et explications de la part du département de l'Intérieur envers les dizains et communes, qu'une structure réellement centralisée n'ait été mise en place qu'à la suite de l'inondation de 1834. Une commission centrale de secours est alors constituée, composée du chanoine Berchtold, du bourgmestre de Torrenté et du châtelain de Lavallaz<sup>119</sup>. Cette commission donnera aux comités de dizains les directions nécessaires au but de leur mission qui est de recevoir les produits de la collecte, de dresser l'état des pertes, de se rendre compte de la position dans laquelle se trouve les victimes, de fournir à cet effet les renseignements nécessaires à la commission centrale pour une répartition équitable. Pour obtenir des détails sur les pertes essuyées, les comités de dizains s'adresseront aux comités de bienfaisance des communes, composés du curé, du président et d'une troisième personne au choix. Lorsque la catastrophe touche plusieurs régions de la Suisse, la commission centrale cantonale est soumise à un comité central ayant son siège à Zürich et dont la mission consiste à coordonner les secours et assurer une répartition équitable dans toutes les régions concernées. Ce système resta en vigueur tout au long du siècle, avec cependant quelques modifications sur le nombre de personnes présentes dans les comités, qui passeront de trois à cinq<sup>120</sup>.

<sup>118</sup> AEV, DI 22.2.2, N° 2.

<sup>119</sup> AEV, DI 22.2.2, N° 11.

<sup>120</sup> AEV, DI 24.1.1, N°s 1, 2 et 4.

Comme nous l'avons vu, les comités locaux et centraux ont pour mission, entre autres, d'établir l'état des dommages causés par les catastrophes. Ils nomment, dans ce but, des experts qui procèdent à l'estimation des dégâts. Leurs rapports serviront de base à la répartition des secours. Ce genre d'expertise présentait souvent des difficultés en raison du morcellement des propriétés, des cultures différentes et de la variété de la valeur du sol. De plus, il semble que le peuple valaisan éprouve de la méfiance envers ces étrangers qui viennent estimer la valeur de leurs terres. Les rapports d'experts signalent souvent qu'ils sont bien accueilli par les autorités mais que la population reste soupçonneuse.

Pour faciliter ce travail, les experts recevaient tous les mêmes questionnaires. Voici celui de 1834<sup>121</sup> :

"Principes pour l'estimation des dommages :

1. Il ne sera fait aucune estimation pour tous ceux qui n'ont aucune part ou ne veulent pas participer à la collecte.
2. On répondra, pour tous ceux qui subiront une taxe, aux questions suivantes :
  - de combien de personnes est formée la famille : âge et sexe ?
  - les personnes sont-elles capables de travailler ou sont-elles infirmes ? Si elles travaillent, quelles sont leurs occupations ?
  - quelles autres ressources pourront-elles avoir ?
  - la personne a-t-elle besoin de vivres pour elle ou pour le bétail ?
  - a-t-elle perdu tout son bien ou seulement une partie
  - à combien se monte le dommage en bétail de la personne ?
  - à quel point sa propriété fermière a-t-elle souffert : totalement entraînée par les eaux, recouverte de sable que l'on pourrait enlever, ou bien le gravier ne peut-il plus être déblayé ?
  - les bâtiments sont-ils touchés ?
  - quels sont les besoins les plus pressants de l'endommagé ?"

Cependant, ces tableaux d'estimation restaient flous et pouvaient laisser la place à des abus<sup>122</sup> de toutes sortes. Ils deviendront, avec l'expérience et les années, de plus en plus précis, afin d'obtenir une évaluation la plus juste possible. En ce qui concerne la perte de terrains, leur valeur intrinsèque sera alors prise en compte<sup>123</sup> : s'agit-il de marécages, de bois, de prés ou de terres fertiles ? Ensuite,

<sup>121</sup> AEV, DI 22.2.2, N° 11 et DI 21, N° 19.

<sup>122</sup> En 1868, par exemple, le curé de Viège avait envoyé une liste des gens ayant droit à des secours qui correspondait à l'effectif entier de la commune. AEV, DI 264.1.6.

<sup>123</sup> AEV, DI 252.8, N° 2 et 6.

on distingue la perte du produit du sol de la perte du champ lui-même. En effet, le paysan qui a perdu sa récolte ne recevra pas la même compensation que celui dont la terre a été emportée ou recouverte. Enfin, les dommages aux terres sont divisés en trois catégories<sup>124</sup> :

- terrain considéré comme détruit : dont la couche arable a été emportée et qui ne peut plus être rendu à la culture.
- ayant perdu de sa valeur : la couche arable n'a pas été emportée mais est recouverte de blocs de rochers ou de débris.
- ayant subi des dommages : terrain recouvert par les eaux.

Cette façon de faire a permis d'éviter, autant que possible, les surtaxes de dommages ou les exagérations des besoins en faveur des uns ou des autres. Ce genre d'expertise avait lieu en cas de grande calamité et le gouvernement venait alors en aide aux communes dévastées. Cependant, lors de catastrophes moindres, l'Etat n'intervient qu'en faveur de particuliers nécessiteux. Les tentatives d'abus sont de nouveau nombreuses. En 1896, le Département de l'Intérieur du canton du Valais décide de soulager quelques victimes indigentes des inondations. Il demande aux conseils communaux les renseignements suivants<sup>125</sup> :

- existe-t-il dans la commune des citoyens ou familles réduites à l'indigence par suite de l'inondation de leurs immeubles ou biens-fonds ? L'intervention de l'Etat en leur faveur est-elle nécessaire ?
- noms, prénoms et domicile de ces indigents
- évaluation des dommages subis par chacun d'eux
- fortune restant à chacun après déduction des dommages.

Le département a alors reçu en retour des réponses vagues telles que "6 familles peuvent se trouver dans le cas d'être mises au bénéfice d'une distribution de secours par l'Etat<sup>126</sup> " ; ou encore des listes de soi-disant besogneux possédant des fortunes de Fr.- 100'000, 20'000 ou 13'000 et n'ayant subi que des pertes telles que Fr.- 200, 350 ou 60<sup>127</sup>.

<sup>124</sup> AEV, DI 263.4, N° 26.

<sup>125</sup> AEV, DI 266.1, N° 6.

<sup>126</sup> AEV, DI 266.1, N° 37.

<sup>127</sup> AEV, DI 266.1, N° 25.

## 2) Demandes de secours

Lorsqu'une catastrophe importante afflige le canton ou l'une de ses régions, des collectes sont organisées dans les communes non touchées et dans toute la Suisse. En cas de calamité moindre, les communes doivent demander l'autorisation du gouvernement pour ce genre de collectes. Il désignera alors les districts à solliciter. L'annonce qu'une quête va avoir lieu se fait toujours de la même façon. Elle est annoncée en chaire le dimanche qui précède le jour où elle doit avoir lieu et le curé se charge d'exhorter ses paroissiens pour les engager à contribuer généreusement au soulagement de leurs frères dans le malheur<sup>128</sup>. La collecte a lieu à domicile et les collecteurs sont accompagnés dans chaque commune par un conseiller de la localité où se fait la collecte. Les dons sont reçus tant en espèces qu'en denrées.

En plus de l'annonce du dimanche, le gouvernement se charge d'encourager ses concitoyens à la générosité par une proclamation qui était affichée au lieu ordinaire et également lue en chaire. Elles sont toutes rédigées selon le même schéma. Le premier paragraphe est consacré à la description des dommages. Les termes utilisés sont choisis dans le but d'attirer la commisération publique sur les régions touchées. Voici le début de l'appel du Conseil fédéral au Peuple suisse et aux Suisses de l'étranger publié à la suite des inondations de 1868 : "Les jours qui se sont écoulés depuis le 27 du mois dernier sont venus apporter une note discordante au milieu de la joie causée par une magnifique récolte. Les torrents quittant leurs lits ont couvert plusieurs contrées de la Suisse et jeté la désolation chez leurs paisibles habitants. Partout, jusque dans la moindre chaumière, la triste nouvelle de ces désastres s'est répandue avec la rapidité de la foudre. (...) Toutefois, des témoins impartiaux et aux renseignements desquels nous pouvons ajouter toute confiance nous ont fait un tableau effrayant des dommages qu'ils ont constaté. Des prairies verdoyantes, des champs fertiles sont maintenant couverts de débris et de limon. Mais ce serait peu si nous n'avions pas à déplorer la perte d'êtres humains. Nous nous trouvons donc en face d'une calamité publique telle que depuis bien des années, en partie même depuis des siècles, on n'en a point vu de pareilles en Suisse<sup>129</sup>". On insiste donc sur la joie qui précédait la catastrophe ou sur le fait que la région touchée avait déjà été ruinée quelques années plus tôt par d'autres catastrophes<sup>130</sup>. Le lieu dévasté possède toujours des terres très fertiles qui promettaient de fournir des récoltes extraordinaires et les pertes sont souvent

<sup>128</sup> AEV, DI 22.2.2, N° 35.

<sup>129</sup> AEV, DI 264.1.1, N° 3. Voir Annexe XIV

<sup>130</sup> AEV, DI 24.1.2, N° 2.

décrites comme inestimables. Tous les superlatifs sont donc utilisés pour inspirer la pitié de futurs donateurs.

On fait ensuite vibrer la fibre nationale du peuple<sup>131</sup>. Lorsque le gouvernement valaisan s'adresse à ses concitoyens, il insiste sur le devoir de chaque homme de venir en aide à son frère. La proclamation du 10 avril 1888, publiée à la suite des nombreuses avalanches de cette année-là, constitue un bel exemple d'encouragement à la générosité : "Chers concitoyens ! Enfants de la même Patrie, nous sommes solidaires les uns des autres, et si un point du territoire a été frappé, tous, selon nos moyens, nous devons secourir nos frères, pour qu'ils soient comme chacun de nous, heureux d'habiter nos montagnes malgré les rudes épreuves qu'elles peuvent nous réserver. Pour apporter un adoucissement à la situation pénible dans laquelle se trouvent un si grand nombre de concitoyens, le gouvernement croit devoir faire appel aux sentiments de confraternité du peuple valaisan, et il est assuré que les populations du canton y répondront avec empressement, le Valaisan s'étant toujours montré généreux et compatissant"<sup>132</sup>. L'accent est mis non seulement sur la fraternité qui doit prévaloir dans ce genre d'épreuves, mais aussi sur le fait que les ancêtres se sont toujours montrés charitables. Il faut donc suivre leur exemple et faire preuve de bonté. Un autre aspect ressort de ce type de déclarations : les autorités savent que la population veut venir en aide aux malheureux et en organisant une collecte, elles répondent à un besoin. Faire appel à la bienfaisance de ses concitoyens c'est, en quelque sorte, aller au devant de leurs vœux, c'est leur fournir l'occasion de donner une nouvelle preuve des sentiments de sympathie qui les unissent.

Tout ceci est également présent dans les déclarations des autorités fédérales ou les appels des Valaisans à leurs Confédérés ou concitoyens<sup>133</sup>. "Semblable à une ruche d'abeilles qui répare en commun une brèche que l'ennemi a pratiquée dans ses provisions, le peuple suisse se hâte de tendre une main secourable et d'apporter des consolations. Noble exemple qui prouve que la fraternité est plutôt dans les mœurs que dans les institutions"<sup>134</sup>. Ainsi, si le Suisse voit souffrir son frère, le patriotisme doit le porter à le secourir et il doit s'estimer heureux de pouvoir donner des preuves de son attachement. L'antique devise de la Suisse ne peut pas être un vain mot. Cette devise est très présente dans les proclamations du gouvernement suisse, surtout dans celles adressées aux Suisses de l'étranger<sup>135</sup>. On leur rappelle que, malgré la distance qui les sépare de la Mère-Patrie, ils n'ont

<sup>131</sup> Comme exemple voir Annexe XV

<sup>132</sup> AEV, DI 372.1, N° 2.

<sup>133</sup> Voir Annexe XVI

<sup>134</sup> AEV, DI 27.1.2, N° 72.

<sup>135</sup> AEV, DI 254.4.



pas pu l'oublier. Tout événement heureux dont elle jouira ou toute infortune qu'elle subira auront donc un retentissement dans leur coeur.

En définitive, il faut même bénir "ces jours d'épreuve puisque avec l'aide de Dieu nous les traversons à notre honneur ! Que bénis soient ces jours dans lesquels nous voulons nous présenter au monde comme les fils d'une même mère, comme les membres d'une même famille, en témoignant que dans l'adversité et le besoin, de même que dans la joie et la prospérité, nous n'avons qu'un coeur et qu'une âme"<sup>136</sup>. On le voit, l'invocation à Dieu est également présente dans ces proclamations. Leurs auteurs n'oublient pas de rappeler "quel sera le Débiteur, là-haut, dans le vaste ciel rayonnant d'étoiles où chaque jour accèdent tant de généreux bienfaiteurs !" <sup>137</sup>.

### 3) Collectes

Ces appels à l'aide furent en général entendus et les dons arrivaient de partout. Ils se faisaient principalement en argent. Cet argent venait essentiellement des cantons suisses. Des souscriptions étaient ouvertes par des grands journaux suisses<sup>138</sup>, des concerts étaient organisés en faveur des victimes, des poésies étaient vendues aux profit des malheureux<sup>139</sup> ou des comités se constituaient spontanément pour recueillir les dons. Une minorité s'effectuait en denrées (pommes de terre, maïs, riz, orge, seigle, fruits secs) ou en vêtements (couvertures, habits d'homme, robes de femme et d'enfant, tabliers, mouchoirs, chaussures, pelotes de laine, etc.<sup>140</sup>...). Ce genre de dons étaient moyennement appréciés par les communes qui préféraient les collectes en espèces. D'ailleurs la plupart, une fois les distributions de premières nécessité terminées, vendait le reste des vêtements afin de compléter les dons en argent. .

On peut remarquer que lors de petites catastrophes, les dons provenaient des régions épargnées du canton, mais aussi des cantons de Vaud et Genève<sup>141</sup>. Ceux-ci se distinguent d'ailleurs aussi lors de désastres importants par les sommes envoyées aux Valaisans. En 1834<sup>142</sup>, par exemple, Genève recueillait Fr.- 41'256 et Lausanne Fr.- 32'044, tandis que Zürich récoltait Fr.- 4354. Ce dernier,

<sup>136</sup> AEV, DI 264.1.1, N° 3.

<sup>137</sup> *Gazette du Valais*, 1897, N° 63.

<sup>138</sup> *Gazette de Lausanne*, *Nouvelle Gazette de Zürich*, *Neuchâtelois*, *Chroniqueur de Fribourg*, *Confédéré*, *Luzerner Zeitung*, ...

<sup>139</sup> Voir Annexe XVII

<sup>140</sup> AEV, DI 254.8, N° 23.

<sup>141</sup> AEV, DI 24.3, N° 16.

<sup>142</sup> AEV, DI 22.2.2, N° 4.



avec Neuchâtel, Fribourg, Berne et Bâle, fait partie des régions qui intervenaient régulièrement pour venir en aide au Valais<sup>143</sup>.

En plus de ces dons généraux, il existait des collectes spécifiques : des enfants organisaient une quête pour une école particulière où ils avaient été accueillis, des particuliers intervenaient en faveur d'une région où ils avaient passé quelques jours, etc... Les liens qui unissaient les hommes de différents régiments donnaient également lieu à des dons spécifiques. Genève est à nouveau mis en valeur. En 1860, pour ne citer que cette année, le bataillon de réserve N° 125 et le bataillon N° 84 de Genève donneront respectivement Fr.- 256 et Fr.-342 au bataillon N° 35 du Valais<sup>144</sup>. Voici comment un conseiller d'Etat de Genève explique ce lien entre les deux cantons : "Nous désirerions pouvoir faire d'avantage en faveur d'un canton auquel nous sommes si intimement liés, soit par une conformité de position au point de vue des dangers qui nous menacent comme cantons frontières, soit, enfin, par le souvenir des excellents rapports qui se sont établis et maintenus entre les braves et dévoués militaires du bataillon No 35 et nos concitoyens du canton de Genève"<sup>145</sup>. D'autres groupes de l'armée, en Suisse ou à l'étranger, intervenaient également : bataillon N° 5 de Zürich<sup>146</sup>, le régiment de Kalbermatten<sup>147</sup>, officiers suisses romands à Thoun<sup>148</sup>, société des officiers de Soleure<sup>149</sup>, recrues en casernement à Colombier<sup>150</sup>, corps des gardes frontières dans le canton du Tessin<sup>151</sup>, régiment suisse Di Wolff de Naples<sup>152</sup>, officiers du 2e régiment au service du Saint-Siège<sup>153</sup>, etc...

En plus des collectes nationales, des quêtes étaient organisées à l'étranger par l'intermédiaire des ambassades et consulats suisses, et par des sociétés ou des particuliers. Ces deux derniers étaient presque toujours des compatriotes émigrés touchés par les malheurs de la patrie : étudiants suisses à Berlin<sup>154</sup>, société du Grütli de Manchester<sup>155</sup>, Suisses de la Nouvelle-Orléans<sup>156</sup> ou de Rio de

<sup>143</sup> Voir le détail des dons reçus en 1860 en Annexe XVIII

<sup>144</sup> *Gazette du Valais*, 1860, N° 91.

<sup>145</sup> AEV, DI 23.3.2, N° 48.

<sup>146</sup> Voir les dons du canton de Zürich en Annexe XVIII

<sup>147</sup> AEV, DI 22.3.2, N° 30.

<sup>148</sup> AEV, DI 24.1.2, N° 7.

<sup>149</sup> Voir note précédente.

<sup>150</sup> AEV, DI 27.1.2, N° 66.

<sup>151</sup> AEV, DI 27.1.2, N° 83.

<sup>152</sup> AEV, DI 27.1.2, N° 18.

<sup>153</sup> AEV, DI 22.2.2, N° 138.

<sup>154</sup> AEV, DI 22.3.3, N° 17.

<sup>155</sup> AEV, DI 27.1.2, N° 2.

<sup>156</sup> AEV, DI 23.3.2, N° 58.

Janeiro<sup>157</sup>. Quant à l'argent venant des ambassades, l'état des dons de 1868 nous donnent la liste des pays les plus souvent représentés<sup>158</sup> :

Allemagne	303'216 fr.	France	130'358 fr.
Italie	40'817 fr.	Autriche	97'776 fr.
Pays-Bas	45'429 fr.	Belgique	7'776 fr.
Espagne	4'868 fr.	Portugal	747 fr.
Angleterre	105'372 fr.	Asie	25'390 fr.
Russie	15'600 fr.	Egypte	13'617 fr.
Turquie	11'317 fr.	Amérique	200'829 fr.
Total		1'003'118 fr.	

Mais là encore, ce ne sont guère que des Suisses qui prennent part aux souscriptions. Les seuls étrangers participant aux collectes sont des touristes en vacances dans le canton au moment de la catastrophe. Les baigneurs de Loèche<sup>159</sup>, par exemple, ont organisé une quête à chaque événement malheureux ; d'autres donnaient de l'argent lors de collectes organisées dans les hôtels.

Cet élan de solidarité n'était déclenché que par des calamités majeures. Cependant, chaque année, se produisaient des malheurs partiels, moins impressionnants mais tout aussi poignants. Dans ces cas-là l'extérieur n'intervenait pas et il ne restait aux autorités que des paroles de consolation à distribuer. Et même lors des grandes catastrophes, le Valais eût été condamné à la misère sans la générosité de ses Confédérés. Un projet de formation d'une caisse de secours verra alors le jour en 1837 à l'instigation du chanoine Berchtold. Les ressources de cette caisse étaient<sup>160</sup> : taxe sur les mariages, taxe sur les lettres, taxe sur le bois exporté, le charbon, les chiens (sauf ceux du Simplon et du Saint-bernard à cause de leur utilité), sur le sucre, le café, produit des permis de chasse, des amendes pour délit de lubricité, augmentation des taux des permis de séjour, contribution des vendeurs de vin, taxe sur les bals, peines pour contrebande, collecte annuelle et demande à la haute assemblée de donner un jour de ses honoraires. L'argent qui restait des collectes, après répartition aux victimes, venait compléter les ressources de cette caisse de secours. Elle constituera un fond de base qui permettra de pourvoir aux besoins les plus urgents en attendant la répartition du produit des collectes nationales et internationales. On pouvait attendre cette répartition assez longtemps car

<sup>157</sup> AEV, DI 252.1, N° 6.

<sup>158</sup> AEV, DI 253.2, N° 4.

<sup>159</sup> AEV, DI 22.2.2, N° 138.

<sup>160</sup> AEV, DI 22.2.2, N° 134.

il fallait commencer par évaluer les dommages, faire vérifier la première évaluation, établir les bases de répartition et, enfin, procéder à la distribution de l'argent aux nécessiteux.

#### 4) Répartition

Répartir les secours n'était pas chose facile. Le gouvernement avait bien posé les grands principes en disant aux comités qu'il s'agissait de connaître d'une manière certaine et aussi précise que possible l'étendue des pertes, l'état de fortune de l'individu qui les a essuyées, la position à laquelle l'ont réduit les désastres qui l'ont frappé, afin de pouvoir répartir dans des proportions équitables les offrandes que les âmes charitables auront bien voulu faire. Cependant, chaque victime constituait un cas unique et il était difficile d'établir des généralités. En effet, de nombreuses considérations (comme l'âge, la présence ou non de famille, les enfants à charge) différaient d'un homme à l'autre. De plus, la pauvreté était-elle le seul titre pour bénéficier des secours ? et quel type de pauvreté ?

Mais ces faits n'étaient pas pris en compte et seules les pertes et la fortune de l'individu servaient de base à la répartition. Voici les principes de distribution des collectes de 1834<sup>161</sup> :

- "1) L'Etat, les communes et les corporations sont exclues de toute participation aux dites collectes.
- 2) Tous les particuliers qui ont conservé après l'inondation une fortune nette de 2'000 livres du Valais (soit 4'000 francs de France) sont exclus.
- 3) Tous les autres qui ont éprouvé des dommages par l'inondation du 27 août et des jours suivants dont la fortune liquide ne s'élève pas à 2'000 livres du Valais auront une part proportionnelle dans la répartition des secours.
- 4) La part proportionnelle s'établit :
  - a. D'après l'étendue des dommages
  - b. D'après la fortune totale qui reste à celui qui a éprouvé des dommages."

Et ceux de 1860<sup>162</sup> :

- "- Prélever les sommes ayant une destination particulière en vertu de disposition spéciale des donateurs.

<sup>161</sup> AEV, DI 21, N° 19.

<sup>162</sup> Riedmatten A. de., *Rapport du comité de bienfaisance chargé de la répartition des secours recueillis pour les victimes de l'inondation du Valais du 1er au 7 septembre 1860*, Sion, 1862.

- Affecter aux travaux de diguelements les plus indispensables la moitié des fonds de secours afin de mettre les récoltes prochaines à l'abri des submersions dans les localités qui ne peuvent exécuter ces travaux avec leurs seules ressources.
- Réserver l'autre moitié des fonds de secours pour l'achat de denrées alimentaires en faveur des victimes les plus nécessiteuses dans les communes inondées et pour venir en aide aux propriétaires peu aisés."

On le voit, deux notions nouvelles apparaissent en 1860, les dons spéciaux et les dons réservés aux digues. Les premiers sont faits en faveur de personnes connues par les bienfaiteurs ou pour le bénéfice d'une région spécifique. On précise alors comment faire usage de l'argent envoyé<sup>163</sup> : vêtements d'enfant de la part des écoles de Genève d'une valeur de Fr.- 500 à répartir dans les écoles des communes qui ont le plus souffert, Fr.- 70 à distribuer à sept mères de famille les plus nécessiteuses, Fr.- 40 à offrir à M. Bittel qui s'est cassé la jambe pendant les travaux, Fr.- 200 des écoles du canton de Vaud aux écoles des communes inondées, etc... Quant aux seconds, les donateurs prennent conscience dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle de l'importance des travaux de défense et de plus en plus de dons parviennent aux comités de secours avec la mention "Réservé aux diguelements", "pour les travaux de défense contre les avalanches", etc... Ainsi, venir en aide aux victimes ne suffit plus, il faut aussi leur préparer un avenir plus souriant. Et afin d'être sûr que cet argent sera effectivement utilisé pour les constructions de défense, il n'était distribué qu'au fur et à mesure de l'avancement des travaux<sup>164</sup>.

En ce qui concerne la distribution des secours aux nécessiteux, on constate également une évolution au cours du siècle. Les premières bases de répartition sont plutôt floues. Il n'y avait que deux catégories : ceux qui avaient droit aux secours (fortune de moins de Fr.- 4'000<sup>165</sup>) et ceux qui n'y avaient pas droit. Ensuite, les répartitions deviendront plus précises. Les personnes considérées comme fortunées seront éliminées des tableaux, ainsi que celles qui s'adonnent à l'ivrognerie et à la fénéantise. Les secours seront alors distribués entre les personnes qui restent selon l'état de leur fortune après la catastrophe. Elles étaient intégrées dans plusieurs classes (entre trois et huit) et

<sup>163</sup> Riedmatten A. de, *Rapport au Grand Conseil du canton du Valais sur la répartition des secours faits aux inondés de 1868 et aux incendiés d'Obergesteln*, Sion, 1872.

<sup>164</sup> Voici l'extrait d'une lettre du comité fédéral de secours au Conseil d'Etat du canton du Valais, daté du 5 juin 1841 : " Il est de notre devoir de faire accélérer ces travaux autant que possible car il est à craindre que le public ne sera pas aussi prompt à porter ses secours au cas d'un nouveau malheur. Vous concevez que nous ne pouvons pas faire d'autres envois d'argent jusqu'à ce que nous ayons reçu compte de l'emploi des sommes qui vous sont déjà parvenues". AEV, DI 22.3.2, N° 71.

<sup>165</sup> Voir les principes de distribution des collectes de 1834 ci-dessus.

chacune recevait son dû selon le pourcentage établi pour chaque catégorie. En 1868, trois groupes avaient été constitués<sup>166</sup> :

"Tout à fait pauvres" : personnes possédant une fortune de Fr.- 0-1'000

"Gênées" : personnes possédant une fortune de Fr.- 1'000-5'000

"Dans une position relativement aisée" : personnes possédant une fortune de Fr.- 5'000-15'000.

La première classe recevra 40% du dommage, la deuxième 28% et la troisième 10%. Avec les années, on augmente le nombre de groupes pour une répartition de plus en plus juste. En 1888, huit classes furent formées<sup>167</sup> :

Moins de Fr.- 2'000 de fortune	32% du dommage
De Fr.- 2'000-4'000	27%
De Fr.- 4'000-6'000	22%
De Fr.- 6'000-8'000	17%
De Fr.- 8'000-10'000	14%
De Fr.-10'000-18'000	10%
De Fr.- 18'000-20'000	8%
Plus de Fr.- 20'000	5% si les dommages dépassaient Fr.-200.

En se basant sur ce tableau, on obtenait les sommes ci-dessous<sup>168</sup> :

Districts	Dommages en francs	Répartition en francs
Conches	15'652	4'358
Mörel	11'930	2'190
Brigue	20'868	2'517
Viège	40'432	7'341
Rarogne	2'530	553
Loèche	2'116	461
Entremont	2'157	1'023
Martigny	250	41
Total	98'935	18'484

<sup>166</sup> AEV, DI 24.1.1, N° 45 et DI 253.3, N° 2.

<sup>167</sup> AEV, DI 372.2, N° 4.

<sup>168</sup> AEV, DI 372.2, N° 6.

On le voit, les secours ne couvraient pas, et de loin, les pertes subies et cela donnait lieu à des difficultés. Régulièrement, des plaintes étaient déposées au Département de l'Intérieur par des communes ou des particuliers mécontents de la base de répartition choisie. En 1884, par exemple, il existait dans la commune de Bramois "un mécontentement général au sujet de la répartition récemment faite de la somme accordée à titre de secours aux inondés. Ce mécontentement se base sur la flagrante partialité avec laquelle cette répartition a été faite. Des personnes plus aisées ont reçu une part relativement forte tandis que d'autres moins aisées et plus à plaindre ayant subi identiquement les mêmes pertes, ont été complètement préteritées ; d'autres encore n'ont reçu que de très minimes valeurs, hors de toute proportion<sup>169</sup>." Dans ce genre de cas, des envoyés du gouvernement se rendent sur les lieux et examinent la plainte. Ils expliquent aux plaignants quelles sont les bases de répartition et pourquoi certaines personnes n'ont pas eu droit aux secours. Des informations erronées sont d'ailleurs souvent à l'origine de ces réclamations, même si l'on constate quelques omissions.

Heureusement, les satisfaits sont les plus nombreux et ils le font savoir. Voici l'accueil réservé aux bienfaiteurs genevois en 1856<sup>170</sup> : "On nous raconte les détails d'une fête très intéressante qui a dû se passer les premiers jours de la semaine dernière dans quelques communes du Haut-Valais. Les habitants de la vallée de Viège ayant appris l'arrivée parmi eux de quelques-uns des bienfaiteurs de Genève, qui s'étaient le plus distingués l'année passée lors de la souscription nationale en faveur des victimes du tremblement de terre de Viège, se mirent en quatre pour les recevoir dignement. Sonnerie de cloches, coups de fusil, feux de joie, bon vin, musique, harangues de curés, rien ne fut épargné. Les vieux habits rouges de la vallée furent exhibés. On sait que c'est là le *nec plus ultra* de nos fêtes villageoises. Ces Messieurs tombèrent de surprise en surprise."

---

<sup>169</sup> AEV, DI 252.9, N° 6.

<sup>170</sup> *Gazette du Valais*, 1856, N° 64.

## **IX CONCLUSION**

Cette étude a tenté de démontrer que l'homme du XIX<sup>e</sup> siècle fut particulièrement enclin à améliorer ses conditions de vie dans une région régulièrement dévastée par différents maux de la nature. Il a amorcé, activement et dans les limites de ses connaissances, la recherche des sources de ses malheurs. Ces investigations ont souvent abouti et ont fourni des informations précieuses aux générations futures. Il s'est ensuite attelé à l'énorme tâche de sa défense contre les catastrophes naturelles. En faisant appel à des spécialistes et en puisant dans ses connaissances techniques, il s'est donné les moyens pour l'obtention de résultats réjouissants. Enfin, devant son impuissance face à certaines calamités, il s'est efforcé de venir en aide à ses semblables dans le malheur, en suscitant de formidables élans de solidarité nationale et internationale.

Cependant, malgré les nombreux travaux exécutés au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et poursuivis pendant le XX<sup>e</sup> siècle, le Valais demeure une région sensible. L'efficacité de l'endiguement, du reboisement, des protections anti-avalanches et du mode de construction des bâtiments a, bien sûr, contribué à la diminution du nombre de catastrophes. Pourtant, l'homme reste vulnérable et impuissant face aux forces de la nature. Les désastres récents sont là pour nous le rappeler. Relevons le tremblement de terre qui ébranla le Valais le 25 janvier 1946 et endommagea plus de 3500 habitations. Citons également l'éboulement de 1991 qui barra le cours de la Viège et provoqua une inondation du village de Randa situé en amont de l'éboulis. Les torrents ne sont d'ailleurs toujours pas disciplinés. Les débordements de la Saltine en 1991 et ceux de la Sionne en 1992 qui inondèrent les villes de Brig et de Sion en sont la preuve flagrante.

Il faut enfin souligner la légendaire pugnacité des Valaisans qui leur a permis, depuis des siècles, d'accepter ces malheurs avec résignation et sagesse. L'espoir de dompter la nature a toujours été présente dans leur esprit. Les premiers habitants de la vallée, conscients du danger que représentait les nombreuses crues et inondations du Rhône, se sont installés sur les hauteurs et sur les cônes de déjection afin de se mettre à l'abri. Puis, au fur et à mesure des progrès accomplis dans l'assèchement de la plaine, ils ont pris possession des rives du Rhône. La fin du XIX<sup>e</sup> siècle marque, de ce point de vue, un tournant important. La correction du lit du fleuve associée au drainage de la plaine ont apportés des améliorations importantes dans la lutte contre les inondations. Même si le Valais ne sera certainement jamais à l'abri de catastrophes majeures, il faut espérer qu'à l'avenir les

progrès de la technique permettront aux scientifiques de limiter les risques au maximum et assureront ainsi une qualité de vie et une sérénité à laquelle chaque individu aspire.



# **BIBLIOGRAPHIE**

## **OUVRAGES GENERAUX**

COAZ J., *Statistik und Verbau der Lawinen in den Schweizeralpen*, Bern, 1910.

COSINSCHI M., *Valais : cartoscopie d'un espace régional*, Lausanne, 1994.

GAUTIER Y., *Catastrophes naturelles*, Paris, 1995.

MONTANDON F., "Chronologie des grands éboulements alpins", *Matériaux pour l'étude des calamités*, N° IV, 1933.

MONTANDON F., *Les tremblements de terre destructeurs en Europe*, 1953.

PISSART A., *Les catastrophes naturelles*, Liège, 1996.

*Tremblements de terre dans l'Arc alpin : effets, prévention à l'occasion des 50 ans du séisme du Valais central*, Sion, 1997.

WUILLOUD C., *Tout savoir sur la lutte contre les avalanches en Valais*, Sion, 1993.

## **SOURCES**

### **ARCHIVES DE L'ETAT DU VALAIS (AEV)**

#### **Département de l'Intérieur (DI)**

- 21 Société suisse d'Utilité publique, inondations de 1834 : 50 pièces
- 22.1.1 Inondations à Liddes les 6 et 7 juin 1809 : 4 pièces
- 22.1.2 Inondations à St-Gingolph en 1816 : 1 pièce
- 22.1.3 Débâcle du Giétroz le 16 juin 1818 : 8 pièces
- 22.1.4 Inondation à Naters en 1820 et protection contre l'eau à Muraz : 2 pièces

- 22.1.5 Protection contre les eaux du lac à Port-Valais en 1822 : 1 pièce
- 22.1.6 Dégâts d'eau à Versegères les 13-14 juillet 1823 : 2 pièces
- 22.1.7 Inondation du Rhône les 8-9 juillet 1828, à Val-d'Iliez en septembre 1828, protection contre les débordements du Rhône et du torrent du Mauvoisin : 10 pièces
- 22.2.1 Correspondance des districts de Conches, Brigue, Rarogne, Viège, Loèche, Sierre, Sion, Entremont, Martigny, St-Maurice, Monthey (1834-1838) : 105 pièces
- 22.2.2 Secours aux victimes des inondations de 1834 : 142 pièces
- 22.3.1 Demandes de secours au Conseil d'Etat pour les victimes de l'inondation de Vouvry en 1837 : 22 pièces
- 22.3.2 Secours aux victimes des inondations de 1839 : 89 pièces
- 22.3.3 Demandes de secours pour des victimes isolées d'inondations de 1842 à 1852 : 22 pièces
- 22.3.4 Rupture du glacier de Valsorey le 23 juillet 1854, inondation par le torrent de Bruson les 14-16 juillet 1855 : 13 pièces
- 22.3.5 Inondations d'Illarsaz de 1843-1855 : 51 pièces
- 23.1 Rapports de l'ingénieur Daniel Chantre, de la commission rhodanique, du comité de bienfaisance (1860-1862) : 39 pièces
- 23.2 Correspondance au sujet des dégâts de l'inondation, des secours aux victimes, des répartitions à effectuer (1860-1862) : 117 pièces

- 23.3.1 Dons provenant de Suisse et de l'étranger (1860) : 41 pièces
- 23.3.2 Correspondance avec les donateurs genevois (1860-1861) : 24 pièces
- 23.4.1 Répartition des secours aux inondés (1860-1861) : 62 pièces
- 23.4.2 Répartition des secours aux militaires du bataillon N° 35 : 111 pièces
- 24.1.1 Activité du comité central de secours de la Confédération (1868-1872) : 57 pièces
- 24.1.2 Imprimés concernant les inondations du 17 août 1868 : 36 pièces
- 24.1.3 Collectes effectuées dans les cantons suisses et à l'étranger (1868-1869) : 7 pièces
- 24.1.4 Fonds de secours pour les victimes des inondations de 1868 : 91 pièces
- 24.2 Dons pour les victimes des inondations de 1877 : 5 pièces
- 24.3 Inondation de St-Léonard du 1er août 1888 : différend du comité de secours local avec le Conseil d'Etat : 16 pièces
- 25 Comptabilité du comité central des secours aux inondés et incendiés du Valais (1868-1871) : 1 registre
- 26 Comptabilité du comité central de secours (1897-1911) : 5 pièces
- 27.1.1 Correspondance constatant les dégâts des tremblements de terre, activité du comité central de bienfaisance (1855-1860) : 37 pièces
- 27.1.2 Correspondance relative aux dons venus de l'extérieur du canton (1855-1860) : 147 pièces

- 27.2.1 Collectes dans les districts (1855-1856) : 73 pièces
- 27.2.2 Dons venus de l'extérieur du canton (1855-1856) : 93 pièces
- 27.3.1 Compte général des dons et de leur répartition (1855-1859) : 12 pièces
- 27.3.2 Expertise des dommages (1855-1856) : 46 pièces
- 27.3.3 Révision de la taxe et distribution des secours (1855-1860) : 48 pièces
- 27.4 Quittances pour les dons reçus par les victimes (1855-1860) : 220 pièces
- 27.5 Appel du Conseil d'Etat au peuple valaisan, rapport du comité central de bienfaisance (1855-1860) : 6 pièces
- 251.1 Appel en faveur des victimes des inondations de 1868, répartition des fonds de secours : 17 pièces
- 251.3 Comptabilité de la caisse cantonale de secours
- 252.1 Inondations et incendies : imprimés et correspondance fédérale (1875-1878) : 23 pièces
- 252.2 Incendie d'Isérables le 28 octobre 1871 : 254 pièces
- 252.3 Incendie de Münster le 26 septembre 1871 : 22 pièces
- 252.4 Divers incendies (1871-1877) : 22 pièces
- 252.6 Inondations à Reckingen et Gluringen le 23 août 1877 : 4 pièces
- 252.7 Inondations à Ardon et Fully en juillet-août 1871 : 5 pièces

- 252.8 Inondations à Bagnes et Vollèges en 1877 et 1881 : 12 pièces
- 252.9 Inondations à Bramois, Granges et Grône le 14 juillet 1883 : 11 pièces
- 252.10 Inondations à Uvrier, St-Léonard et Sion le 8 juillet 1876 et à Aproz en 1877-1878 : 34 pièces
- 253.1 Inondations de 1868 : correspondance du comité fédéral de secours et des départements fédéraux : 43 pièces
- 253.2 Répartition des dons entre les cantons : 7 pièces
- 253.3 Estimation des dommages et répartition des dons (1868) : 3 registres
- 254.1-3 Journal du comité valaisan de secours : arrivages et expéditions de colis en faveur des victimes des inondations et des incendies (1868-1871) : 3 volumes
- 254.4 Consulat suisse de San Fransisco : liste de donateurs : 1 volume
- 254.5 Pièces comptables, inondations de 1868 : 60 pièces
- 254.6 Envois de dons en nature : correspondance des comités suisses de secours (1868-1869) : 52 pièces
- 254.7 Distribution d'un don de Fr.-70 (1869) : 3 pièces
- 254.8 Dons de vêtements par les jeunes filles de l'école secondaire et supérieure de Genève (1868-1869) : 23 pièces
- 254.9 Envoi de grain de Hongrie (1869) : 7 pièces
- 254.10 Lettres accompagnant les dons (1868-1869) : 159 pièces

- 263.1 Rapports sur les collectes, la répartition des secours et les travaux à faire pour l'application des dons prélevés sur les collectes en faveur des victimes des inondations de 1868 (1869-1871) : 6 fascicules
- 263.2 Protocole du comité cantonal de secours du Valais (1868) : 1 volume
- 263.3 Livre de comptes (1868) : 1 volume
- 263.4 Répartition des dons en faveur des incendiés et inondés de 1868 : 36 pièces
- 263.5 Bordereaux des collectes faites dans les districts : entrées et sorties (1868-1869) : 7 pièces
- 263.6 Secours aux inondés : correspondance, collectes, répartition (1868-1870) : 100 pièces
- 264.1.1 Appels du conseil fédéral en faveur des victimes de 1868, instructions pour collectes : 6 pièces
- 264.1.2 Correspondance des communes et des préfets au sujet des dégâts et secours (1868-1870) : 50 pièces
- 264.1.3 Correspondance des communes et des préfets des cantons de Vaud et Fribourg (1868) : 29 pièces
- 264.1.4 Inventaire des dons, enchères (1869) : 21 pièces
- 264.1.5 Répartition des secours, quittances (1868-1870) : 65 pièces
- 264.1.6 Correspondance du comité cantonal de secours (1868-1870) : 1 volume

- 265.1 Avalanches de 1888, collectes dans les communes (1888) : 121  
pièces
- 265.2 Inondations et incendies de 1888 : collectes dans les communes : 142  
pièces
- 265.3 Inondation de St-Léonard : correspondance et comptes du comité  
local, état détaillé des pertes : 147 pièces
- 265.4 Etat des pertes subies par les victimes des inondations de 1888,  
produit des collectes et répartition des secours : 53 pièces
- 266.1 Inondations de 1895-1896, correspondance et rapports, secours : 67  
pièces
- 266.2 Secours aux communes victimes de la sécheresse (1894-1895) : 105  
pièces
- 372.1 Avalanches de 1888 : arrêtés et proclamations du Conseil d'Etat : 6  
pièces
- 372.2 Tableaux des dommages causés par les avalanches et de la répartition  
des secours (1888) : 11 pièces
- 372.3 Correspondance relative aux dégâts causés par les avalanches et à la  
répartition des secours (1888) : 10 pièces
- 372.4.1 Etat des dommages et répartition des secours : Conches et Rarogne  
oriental (1888) : 27 pièces
- 372.4.2 Etat des dommages et répartition des secours : Brigue (1888) : 14  
pièces

- 372.4.3      Etat des dommages et réaprtition des secours : Viège (1888) : 28  
pièces
- 372.4.4      Etat des dommages et répartition des secours : Rarogne occidental  
(1888): 11 pièces
- 372.4.5      Etat des dommages et répartition des secours : Loèche (1888): 2  
pièces
- 372.4.6      Etat des dommages et répartition des secours : Entremont (1888) : 18  
pièces

**ARCHIVES DE L'EVECHE**

- 320.40 (1803)      Entretien des barrières contre le Rhône
- 320.41 (1803)      Entretien des barrières par l'évêché
- 320.42 (1818)      Entretien des barrières par l'évêché
- 320.70 (1824)      Débordements de la Bonne-Eau
- 320.71 (1824)      Débordements de la Bonne-Eau
- 320.72 (1824)      Débordements de la Bonne-Eau
- 320.171 (1808)      Usages sur la forêt épiscopale pour l'entretien des barrières
- 320.259 (1828)      Usages sur la forêt épiscopale pour l'entretien des barrières
- 320.263 (1842)      Demande d'autorisation pour usage de pierres de la forêt  
épiscopale
- 320.284 (1841)      Demande d'autorisation pour couper du bois dans la forêt  
épiscopale



320.328 (1834) Demande à l'évêque qu'il contribue aux charges d'entretien du torrent de la Bonne-Eau

**IMPRIMES**

ACHARD-JAMES J-M., "Irruption des eaux de la Dranse sur les Vallées de Bagnes et de Martigny, le 16 juin 1818 à quatre heures et demie du soir", *Annales Valaisannes*, 1992, N° 67, p. 59-74.

CHANTRE D., *Rapport sur les inondations du Haut-Valais dans l'année 1860*, Genève, 1860.

CHAPPEX J., *Notice sur la correction du Rhône 1864-1877*, Sion, 1877.

CULMANN K., *Rapport au Conseil fédéral sur les torrents des Alpes suisses inspectés en 1858, 1859, 1860 et 1863*, Lausanne, 1865.

LANDOLT E., *Rapport au Conseil fédéral sur les forêts des hautes montagnes de la Suisse inspectées dans les années 1858, 1859 et 1860*, Lausanne, 1862.

LARDY C., "Note sur l'éboulement d'une portion de la Dent du Midi", *Bulletin de la Société géologique de France*, Paris, 1835.

*Rapport au Grand-Conseil du canton du Valais sur la répartition des secours faits aux inondés de 1868 et aux incendies d'Obergesteln*, Sion, 1872.

*Rapport d'experts sur la correction du Rhône au département fédéral de l'Intérieur et des Travaux Publics*, 1863.

*Rapport du comité de bienfaisance chargé de la répartition des secours recueillis  
pour les victimes de l'inondation en Valais du 1<sup>er</sup> au 7 septembre 1860,  
Sion, 1862.*

*Rapport sur les désastres du canton du Valais au Comité central de la Société  
helvétique d'Utilité publique établi à Zürich, 1834.*

*ION A., Note sur les tremblements de terre ressentis en Valais en 1855 de  
juillet à novembre, 1855.*

*IVAZ P. DE., Correction du Rhône et des torrents, Lausanne, 1898.*

*UFNELL L., "Les catastrophes géomorphologiques en Valais", Bulletin de  
la Murithienne, 1980, N° 97, p. 83-99.*

*TENETZ I., Relation de l'éboulement du glacier du Weisshorn, arrivé le 27  
décembre 1819, et de la destruction du village de Randa dans la vallée de  
Vispach, 1819.*

#### **ARTICLES DE PRESSE**

*Courrier du Valais,* 1854, N° 66  
1855, N°s 87-90

*Echo des Alpes,* 1884, p.250-252  
1885, p.60-65 et p.148-155  
1886, p.84-85, p.156-158, p.304-310  
1895, p.447-449

*Gazette du Valais,* 1855, N°s 23, 26, 34-76  
1856, N°s 3-100

*Gazette du Valais,* 1857, N°s 11, 13, 44, 56, 58, 76  
1859, N°s 10, 12, 16, 72, 88, 89, 90

1860, N<sup>os</sup> 52, 53, 67, 72-104  
1861, N<sup>os</sup> 1-8, 10, 12, 15, 24, 28, 37, 39, 40, 51, 58  
1862, N<sup>os</sup> 37, 103, 104, 105  
1863, N<sup>os</sup> 48, 51, 71, 73, 89-93  
1864, N<sup>os</sup> 6, 7, 15  
1866, N<sup>os</sup> 77, 78  
1868, N<sup>os</sup> 67-69, 76, 82, 83, 87, 93  
1869, N<sup>os</sup> 29, 31, 32  
1870, N<sup>os</sup> 93, 94, 99, 129, 130-134  
1873, N<sup>os</sup> 90, 93  
1876, N<sup>os</sup> 65, 66, 74, 84, 85  
1875, N<sup>o</sup> 73  
1876, N<sup>os</sup> 145-147  
1877, N<sup>os</sup> 76, 78, 81, 86, 90, 115-117, 121-123  
1878, N<sup>os</sup> 16, 50, 52, 91, 92, 94, 109  
1879, N<sup>os</sup> 47, 48, 49, 51  
1880, N<sup>os</sup> 14, 17, 20, 22, 26, 54, 55, 62, 72, 74, 84  
1881, N<sup>os</sup> 12, 88, 90, 95, 97  
1882, N<sup>o</sup> 71  
1884, N<sup>o</sup> 91  
1885, N<sup>os</sup> 80, 93, 96  
1886, N<sup>os</sup> 70, 100  
1888, N<sup>os</sup> 18-21, 23, 25, 28-55, 62, 63, 74, 75, 102, 103  
1889, N<sup>os</sup> 2, 4, 15, 65  
1890, N<sup>os</sup> 10, 28  
1891, N<sup>os</sup> 6, 7, 64, 102, 103  
1892, N<sup>os</sup> 28, 66, 67  
*Gazette du Valais*, 1893, N<sup>os</sup> 8, 14, 83  
1894, N<sup>os</sup> 9, 10, 52, 53, 77

1895, N<sup>os</sup> 8, 26, 30, 31, 68, 81, 92, 93

1896, N<sup>os</sup> 11, 22, 44,, 58, 62, 64

1897, N<sup>os</sup> 1, 16, 53-58, 61, 63-67, 72, 75, 84,, 96, 98, 101

1898, N<sup>os</sup> 19, 21, 39, 40, 51, 52, 60, 61, 62, 79, 93

1899, N<sup>os</sup> 4, 5, 21-24, 26, 28-35, 37, 40, 42, 46, 48, 56, 73,, 78

## LISTE DES ANNEXES

- I CULMANN K., *Rapport au Conseil fédéral sur les torrents des Alpes suisses inspectés en 1858, 1859, 1860 et 1863*, Lausanne, 1865.
- II *Rapport sur les désastres du Canton du Valais au Comité central de la Société helvétique d'Utilité publique établi à Zürich*, 1834.
- III AEV, DI 22.1.1, N° 2.
- IV AEV, DI 22.3.1, N° 4.
- V AEV, DI 23.2, N° 1.
- VI *Gazette du Valais*, 1891, N° 64.
- VII OPAV, *Valais du Vin*, 1996.
- VIII *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, 27 novembre 1997.
- IX COSINSCHI M., *Valais : cartoscopie d'un espace régional*, Lausanne, 1994.
- X DUFOUR A.H., *Carte du Valais et de la vallée d'Aoste*, 1849  
DUVOTENAY TH., *Canton du Valais*, 1837  
WAGNER E., *Carte voyage du canton du Valais*, 1899  
*Carte scolaire du canton du Valais*, 1979

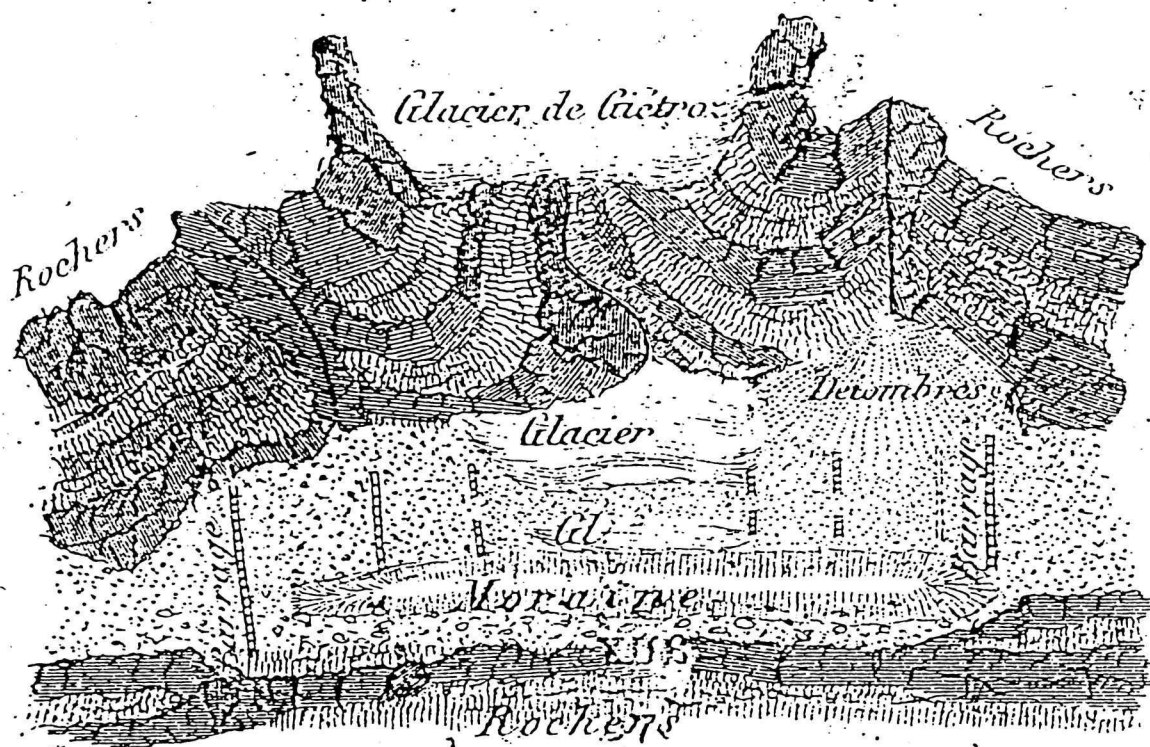
- XI** KUONEN Th., *Histoire des forêts de la région de Sion du Moyen-Age à nos jours*, Sion, 1993.
- XII** CULMANN K., *Rapport au Conseil fédéral sur les torrents des Alpes suisses inspectés en 1858, 1859, 1860 et 1863*, Lausanne, 1865.
- XIII** COAZ J., *Statistik und Verbau der Lawinen in den Schweizeralpen*, Bern, 1910.
- XIV** AEV, DI 264.1.1, N° 3.
- XV** AEV, DI 23.3.2, N° 44.
- XVI** AEV, DI 22.2.2, N° 27.
- XVII** AEV, DI 23.3.2, N° 45.
- XVIII** *Rapport du comité de bienfaisance chargé de la répartition des secours recueillis pour les victimes de l'inondation en Valais du 1<sup>er</sup> au 7 septembre 1860*, Sion, 1862.

# ANNEXE I

CULMANN K., *Rapport au Conseil fédéral sur les torrents des Alpes suisses inspectés en 1858, 1859, 1860 et 1863, Lausanne, 1865.*

# Le Glacier de Giétroz

Fig. 1.





# ANNEXE II

*Rapport sur les désastres du Canton du Valais au Comité central de la Société  
helvétique d'Utilité publique établi à Zürich, 1834*

Tableau sommaire des pertes que l'inondation du 27 août 1834 a fait éprouver au Valais.

FAMILLES.	DIXAINS.	PARTICULIERS.		COMMUNES.		TOTAL.	
		Frcs.	Rp.	Frcs.	Rp.	Frcs.	Rp.
	Conches . . . . .	168,551	—	83,095	—	251,646	—
	Brigues . . . . .	62,793	35	9,015	—	71,808	35
	Vièges . . . . .	50,819	74	15,924	—	66,743	74
	Rarogne . . . . .	65,551	4	23,692	—	69,243	4
	Louèche . . . . .	13,296	20	7,972	10	21,268	50
	Sierre . . . . .	288,460	74	75,988	—	364,448	74
	Sion . . . . .	37,513	—	26,789	—	64,302	—
	Drance . . . . .	26,801	—	—	—	26,801	—
	Conthey . . . . .	9,835	30	10,397	—	20,232	30
	Entremont . . . . .	18,176	—	408	—	18,584	—
	Martigny . . . . .	49,101	57	12,722	—	61,823	87
	St. Maurice . . . . .	4,942	20	928	—	5,870	20
	Monthey . . . . .	18,053	10	4,299	—	22,352	10
		793,694	24	271,229	70	1,065,123	94
	Addition pour Sion . . . . .	736	6	51,030	—	51,766	6
	Francs de Suisse . . . . .	794,630	50	322,259	70	1,116,890	—
<b>Dixain de Conches.</b>							
59	Oberwald . . . . .	44,039	—	14,700	—	67,739	—
59	Obergestellen . . . . .	29,880	—	9,200	—	39,080	—
64	Ulrichen . . . . .	20,583	—	14,700	—	35,283	—
34	Gueschnen . . . . .	7,817	—	—	—	7,817	—
108	Munster . . . . .	8,850	—	10,000	—	18,850	—
74	Reckingen . . . . .	25,013	—	18,112	—	43,125	—
24	Glurigen . . . . .	1,666	—	2,997	—	4,663	—
32	Ritzigen . . . . .	3,756	—	1,114	—	4,870	—
24	Biel . . . . .	3,492	—	1,112	—	4,604	—
24	Selkingen . . . . .	2,369	—	591	—	2,960	—
	Bodmen . . . . .	2,314	—	3,200	—	5,514	—
	Niederwald . . . . .	1,300	—	860	6	2,160	6
	Steinhaus . . . . .	—	—	50	—	50	—
	Müllibach . . . . .	1,872	—	550	—	2,422	—
	Ermen . . . . .	1,822	—	156	—	1,978	—
	Tiesch . . . . .	3,350	—	600	—	3,950	—
	Nieder-Aernen . . . . .	416	—	—	—	416	—
	Belwald . . . . .	32	—	267	—	299	—
	Bienne . . . . .	8,978	—	4,886	—	13,864	—
	Lax . . . . .	1,002	—	—	—	1,002	—
		168,551	—	83,095	—	251,646	6
<b>Dixain de Brigues.</b>							
33	Ville et Bourgeoisie de Brigues . . . . .	28,836	10	Total des Communes.	—	9,015	—
120	Glyss . . . . .	4,776	5				
46	Gamsen . . . . .	3,056	—				
28	Briguer-Bad . . . . .	5,251	70				
2	Thermen . . . . .	4,030	—				
4	Ganter . . . . .	1,106	—				
12	Simplon . . . . .	1,951	—				
3	Fraxinod . . . . .	1,840	—				
2	Vayrat . . . . .	500	—				
1	Imwald . . . . .	244	—				
1	Imgrund . . . . .	440	—				
175	Naters . . . . .	11,061	90				
19	Sol entièrement emporté . . . . .	699	60				
		62,793	35	9,015	—	71,808	—

FAMILLES.		DIXAINS.		PARTICULIERS.		COMMUNES.		TOTAL.	
Dixain de Vièges.									
82	Bourgeoisie de Vièges	9,051	96	3,089	—	12,140	96		
25	Heiholz	4,006	53	1,338	—	5,344	53		
21	Lalden	4,242	—	1,150	—	5,392	—		
23	Paltschieder	841	50	2,879	—	3,720	50		
6	Terbinen	304	—	—	—	304	—		
3	Zënnegen	160	—	—	—	160	—		
18	Stalden	2,476	—	300	—	2,776	—		
3	Stadenried	50	—	345	—	395	—		
19	Eisten	584	—	—	—	584	—		
18	Saas	13,164	—	3,340	—	16,504	—		
70	St. Nicolas	7,362	—	1,196	—	8,558	—		
28	Banda	2,895	85	—	—	2,895	85		
14	Zërmat	852	—	930	—	1,782	—		
22	Faesch	4,833	—	1,357	—	6,190	—		
		50,819	—	15,924	—	66,743	—		
Dixain de Rarogne.									
(Partie orientale.)									
Morel (Paroisse de)		26,257	—	12,600	—	38,857	—		
Gregniols		1,819	—	—	—	1,819	—		
(Partie occidentale.)									
Rarogne		7,409	2	5,046	—	12,455	2		
Ausserberg		580	42	—	—	580	42		
Unterbach		293	90	44	—	337	90		
Berchen		148	40	45	—	193	40		
Untergestellen		2,856	—	3,093	—	5,929	10		
Hoch-Jen		860	40	44	—	874	40		
Stegue		2,146	80	2,850	—	4,996	48		
Mörel (bis)		3,200	—	—	—	3,200	—		
		65,551	4	23,692	—	69,243	4		
Dixain de Louèche.									
Louèche									
82	Gampel	2,906	8	600	—	3,506	80		
96	Tourtemagne	3,024	—	713	—	3,737	70		
18	Sarguenen	4,767	—	5,250	—	10,017	—		
3	Varogne	301	7	—	—	301	70		
49	Albinen	374	7	1,250	—	1,624	70		
21	Vetschel	264	—	159	—	423	—		
3	Guttel	427	—	—	—	427	—		
Ensmatt		621	—	—	—	621	—		
Bratsch		235	—	—	—	235	—		
		375	—	—	—	375	—		
		13,296	20	7,972	70	21,268	90		

FAMILLES.	DIXAINS.	PARTICULIERS.		COMMUNES.		TOTAL.	
	<b>Dixain de Sierre.</b>						
135	Sierre . . . . .	10,194	72	258	—	10,452	72
153	Lance . . . . .	5,819	42	—	—	5,819	42
76	Chippis . . . . .	168,006	60	4,810	—	172,816	60
52	Grange . . . . .	5,448	50	6,640	—	12,118	50
19	Champdolin . . . . .	5,439	—	—	—	5,439	—
	Anniviers . . . . .	75,500	—	52,500	—	128,000	—
46	St.-Léonard . . . . .	1,719	50	5,000	—	4,719	50
104	Challey . . . . .	16,303	—	8,750	—	25,053	—
		288,460	74	75,988	—	364,448	74
	<b>Dixain de Sion.</b>						
	Ville de Sion . . . . .	27,426	—	18,641	—	46,070	—
	Bramvis . . . . .	10,087	—	8,115	—	18,252	—
		37,513	—	26,789	—	64,302	—
	<b>Dixain de Conthey.</b>						
	Conthey . . . . .	2,227	50	8,797	—	11,724	50
	Nenda . . . . .	1,986	80	—	—	1,986	80
	Chamoson . . . . .	3,621	—	1,200	—	4,821	—
	Ardon . . . . .	2,000	—	400	—	2,400	—
		9,835	50	10,397	—	20,232	50
	<b>Dixain d'Entremont.</b>						
	St. Branchier . . . . .	1,114	—	500	—	1,414	—
	Bourg St. Pierre . . . . .	640	—	108	—	748	—
	Orsière . . . . .	16,422	—	—	—	16,422	—
		18,176	—	408	—	18,584	—
	<b>Dixain de Martigny.</b>						
120	Ville et bourg de Martigny . . . . .	7,522	15	2,018	—	9,540	15
200	Ried . . . . .	5,254	92	1,550	—	6,764	92
132	Saxon . . . . .	12,002	—	5,874	—	17,876	—
6	Seillon . . . . .	251	—	1,400	—	1,651	—
9	Charaz . . . . .	526	50	—	—	526	50
186	Fully . . . . .	23,764	97	1,900	—	25,664	97
		49,101	57	12,722	—	61,823	57
	<b>Dixain de St. Maurice.</b>						
4	St. Maurice . . . . .	50	—	—	—	50	—
64	Salvan . . . . .	1,977	60	618	—	2,625	60
63	Outre-Rhône . . . . .	2,055	10	280	—	2,535	10
38	Massongy . . . . .	859	50	—	—	859	50
		4,942	20	928	—	5,870	20
	<b>Dixain de Monthey.</b>						
186	Bourg de Monthey . . . . .	310	50	48	—	558	50
	Colombes . . . . .	7,832	40	1,071	—	8,905	40
	Vienaz . . . . .	629	—	800	—	1,429	—
82	Vouvry . . . . .	7,972	20	1,860	—	9,852	20
	Port-Valais . . . . .	1,309	—	520	—	1,829	—
		18,053	10	4,299	—	22,352	10
	<b>Dixain d'Hérence.</b>						
	Evolenax . . . . .	26,801	—	—	—	26,801	—

# **ANNEXE III**

AEV, DI 22.1.1, N° 2



Vra

Notoire soit à un chacun  
que l'année de l'ère vulgaire dix  
huit cens neuf et le dernier du mois de  
Septembre Etienne Bet Septuagenaire  
meunier de fontaine hameau de Lodes  
District d'entremon, a été totalement  
privé des six Rouages dans la nuit du 6 au  
7 juin dernier par la grande affluence des  
pluies et fontes des neiges, et les moulins soit  
rouages étoient ses seuls moyens de  
subsistance dans un age avancé sans génération  
et privé de tout secours, desorte que le dit Bet  
s'est présenté devant le Conseil de Lodes pour avoir  
un certificat de tous ses malheurs, et aux fins  
d'obtenir une collecte de maison en maison  
dans tous les endroits de la République qu'il  
plaira au Conseil d'état de lui accorder. Cet homme  
est vraiment digne de la considération des ames  
charitables et compatissantes, vu qu'il a toujours été  
un homme de conduite et de bonnes mœurs.



Donné à Lodes jour et au que sus pour  
foy et preuve de verité

Valentin Darblay  
président

# **ANNEXE IV**

AEV, DI 22.3.1, N° 4

## Supplique

Le Soussigné, Père d'une nombreuse famille, Cultivateur sur la ferme en Franchon appartenant à M<sup>le</sup> le Comte d'Aurieu de Courten, vient respectueusement adresser à vos Excellences et très honorés Messieurs les Conseillers d'Etat la D'plorable Situation dans la quelle il se trouve et implorer de leur Générosité quelque Soulagement à ses maux.

Arrivé nouvellement sur cette ferme, il avait mis ses soins à cultiver les terres qui devaient fournir à la Subsistance de sa famille pendant le temps de la saison morte, lorsqu'à la fin de Juin la Crue des eaux du Rhône vint tout à coup détruire ses espérances et le plonger dans la plus douloureuse position. — Tout lui fut enlevé.

Le Mais et les Pommes de terre qui devaient former la principale ressource de son ménage ont été entièrement détruits, le foinage et le Champ de froment près de la Maison — grandement endommagés par le passage des Carriés et Chars envoyés par le Gouvernement pour défendre la ferme contre l'impétuosité des eaux.

Ainsi dénué de toutes ressources pour cette année, il ne lui reste pour consolation que l'espoir d'être à l'avenir préservé du retour d'une pareille calamité par l'établissement



de l'arrière bord que le Conseil d'Etat dans sa sollicitude toute  
paternelle s'empresse de faire faire le long de la Campagne.

La fatalité le poursuivait plus loin encore, il eut le  
malheur d'avoir sa femme et deux de ses filles malades  
pendant tout l'été; il a même la Douleur de voir sa  
femme lutter au jourd'hui encore contre une fièvre opiniâtre,  
avec le terrible regret de manquer des moyens nécessaires  
pour la combattre.

Une pareille situation, à la porte de la faim  
vigoureuse devient alarmante pour le forçagé, et dans sa  
Désespérance, ce n'est que vers vos Excellences et très honorés  
Messieurs qu'il peut lever les yeux dans l'espérance d'obtenir  
de leur bienveillance un petit subside qui le mette à même  
de se procurer les plus indispensables vivres au soutien de  
sa famille. -

Il prie donc instamment Vos Excellences et très honorés  
Messieurs d'accueillir avec bienveillance son humble Supplique,  
et confiant son sort à leurs bienveillants Vœux, il fait  
les vœux les plus ardents pour leur précieuse Conservation.

Leur très humble et obéissant  
Serviteur.

3 juil 1837

Edm. Richey

# **ANNEXE V**

AEV, DI 23.2, N° 1

Pétition Salzman  
De un coltic don en gramma pour Salzman & Doronay  
d'origine.  
Au Conseil d'Etat du Canton du Valais.

Monsieur le Président  
Et  
Messieurs les Conseillers d'Etat?

Un désastreux orage accompagné d'une pluie  
diluviennne a causé des dommages considérables  
dans la commune de Doronay dans la journée  
du 27 février dernier et pendant la nuit suivante -  
il a renversé et abattu quantité d'arbres fruitiers  
qui abrittoient le village de Doronay, découvert  
plusieurs bâtimens, maisons, granges et fenils de ce  
village et submergé caves et stables - L'orage  
avec plus d'intensité exerça plus de violence  
sur la maison morative et grange attigée  
du Citoyen Maurice Salzman, ancien gendarme,  
originaire de la commune de Naters, district  
de Brigue, où tout d'un coup il se leva d'un  
la toiture, ardoises, lattes et chevrons, en y  
laissant que les murs d'entourage et ceux de  
l'intérieur avec les planchers considérablement  
endommagés

indommagés — Ce pauvre particulier  
fut obligé de déloger avec sa misérable famille,  
vers minuit et d'aller ainsi dans les ténèbres,  
chercher l'hospitalité chez ses voisins, également  
effrayés de ce sinistre — A peine son bâtiment  
fut-il achevé, car il ne le fut que l'année dernière,  
en y sacrifiant toute sa modique fortune, qu'il  
se vit, à la moitié détruit, en mettant ainsi son  
propriétaire dans l'impossibilité de le rétablir;  
devant acheter tout le nécessaire pour cette reconstruction.  
Livré à la merci de ses bras pour le entretien de  
sa famille; tandis que ses voisins lui accordent  
une bienveillante et généreuse hospitalité,  
le Conseil de la Commune de Dorenaz, lui-même  
dans l'impossibilité de le secourir, croit devoir  
recourir pour lui à la bienfaisance du Conseil  
d'Etat pour l'aider par des subsides à reconstruire  
ce bâtiment qui, sans ce secours, ne peut  
que rester dans son état actuel de délabrement  
et tomber totalement en ruine — Lui ne  
peut non plus, avec regret lui accorder dans cette  
Commune d'autres secours, à ce sujet, que l'hospitalité  
provisoire, pendant que des Cœurs également  
pitoyables et compatissants, et des mains plus  
puissantes l'aideront à pouvoir le remettre de  
nouveau chez lui —

de nouveau cher lui - A tout egard, cet individu  
mérite protection et assistance; son amour pour le  
travail, son économie; en un mot, sa bonne conduite  
lui ont acquis, à juste titre l'estime et la confiance  
de tous ses concitoyens avec lesquels il a quelque relation.  
Les experts de la Commune évaluent les dommages  
du patient à environ mille francs - C'est ainsi  
que le Conseil de Dorenav prend respectueusement  
la liberté de le recommander à la sollicitude  
et à la bienfaisance du Conseil d'Etat dont la main  
libérale et généreuse n'a jamais fait défaut au secours  
de l'indigent et Dieu en fait la récompense -  
Dans l'espoir d'un favorable accueil de cet humble  
exposé, agréer Monsieur le Président et Messieurs  
les Conseillers d'Etat, l'hommage du plus profond  
respect de votre très humble et très reconnaissant  
serviteur:-

Au nom du Conseil,  
Dorenav le 1<sup>er</sup> mars  
1860

Jubois Président.

# ANNEXE VI

*Gazette du Valais, 1891, N° 64*

## Les éboulements de Leytron

h! quel saint homme que le curé Maret?

Il est mort en odeur de sainteté et si, depuis près de deux siècles, son tombeau amène au village de Leytron tant de pieuses femmes du Valais, c'est que son mémoire doit survivre à notre génération comme les précédentes!

quel saint homme que ce curé Maret!... Un homme auquel tous les artifices du malin esprit échouaient, une goutte d'eau dans un chaudron!

ais venons à notre récit:

une fois, on ne précise pas, — 300, 400 ans peut-être — les diablats précipitèrent dans la plaine qui sépare Leytron et Leytron une partie du coteau prospère qui l'avoisinait. Ce formidable amas de bonnes terres, sur lequel aujourd'hui s'étale au soleil du midi le hameau de Montagnon, n'était pour eux qu'une besogne incomplète. Et si, chaque printemps, profitant de la fonte des neiges du dégel, l'infamale bande ne précipitait-elle pas les blocs de rochers mêlés à des tas de terres arables?

Une année ne se passait sans qu'une nouvelle affaire ne se dessinât aux flancs de l'Ardeva. Les jolis vers de la montagne se déchiraient pour venir combler les bas des champs et les vignes.

C'était insupportable. Il fallait en finir. La population tenait plus. Si nous ne profitons pas du curé, à quoi peut bien nous servir d'avoir un saint homme? s'éprouvaient les plus irrités.

Une délégation se rendit chez le digne prêtre:

— Mocheu le curé, vous qui avez tant de bonnes pirachons du bon Dieu, faut que vous ayez assez d'affaire aux bonnes âmes du paradis. Vous aurez du mérite pour vaincre les diablats qui n'arrêtent un fori (printemps) de déchabler (de chabler, ravin) les bas des terres pour mettre le mauvais sur le bon. Faut voir une fois d'aller aviser par là-haut à tout pour empêcher ça, ou bien pour chasser la cellerie. Qu'autrement de ça ils nous décrocheront un fori qui vient tout ce qu'y pourront tant qu'à la fin de l'Ardeva.

— J'y vais ce soir même. Rentrez et priez! dit le curé. Le même soir, vers 10 h. 1/2, il se mettait en route avec un petit bidon d'eau bénite et d'un goupillon, et d'arriver au point voulu pour minuit, heure fixe du combat. Il prit en biais par les vignes qui tapissent la base du coteau et que les éboulements ou les avalanches déchiraient à chaque moment.

Au premier signal de la représentation, le curé fut aux mauvais lieux.

— Inutile! fit une voix caverneuse, c'est bon pour le moment, ton eau bénite, ce lieu nous appartient, nous n'en avons aucun autre!

— Au nom du Dieu suprême qui vous a précipités dans les flammes éternelles avec votre père Lucifer, pliqua le saint homme, je vous ordonne de fuir et de ne jamais venir troubler le silence de ces lieux!

— Pour parler ainsi au nom de notre puissant memi, il ne faut pas avoir un pied sur la pente du ciel... fit d'un ton vainqueur une silhouette phosphorescente ayant la forme d'un énorme bouquetin qui fumait la pipe.

Sur quel fait appuyes-tu ton accusation? demanda avec bonhomie le curé de Leytron.

— Il est heureux pour toi que ta faute ne soit que énielle.

— Mais quelle faute?

— N'as-tu pas l'habitude intempérante de boire quelques verres de vin lorsque tu fais des courses pour ton abominable ministère? interrogea le bouquetin.

Les bénéfices paroissiaux m'accordent le droit de me faire servir un cheval pour mes courses. Or je n'en prends point, trouvant qu'il est moins onéreux pour les pauvres malades de m'accorder un simple verre de vin.

Le bouquetin fumeur éternua de rage et se tut.

Du haut des branches d'un malingre sapin resté debout sur les abîmes, un gigantesque vampire de couleur jaunâtre interrogea:

— N'as-tu pas mangé un morceau de saucisse le matin du saint jour des Cendres, en rentrant de donner l'extrême-onction à un moribond?

— C'est faux! répliqua avec le plus profond sang-froid le bon prêtre, c'était le soir de carnaval... J'ai abandonné la dernière bouchée en voyant surgir la Poussinière derrière la crête de l'Ardeva!

De dessous un énorme bloc qu'elle bouclait entre ses anneaux pour le précipiter dans la vallée, une énorme vipère bariolée de noir et de blanc demanda d'une voix stridente, dans un sifflotement de syllabes:

— Il reste à savoir si cette dernière nuit tu n'as pas passé tout ton temps chez cette veuve de Produit?

— C'était pour lui panser une blessure, ainsi que doit le faire un prêtre charitable peu soucieux des jugements téméraires!

Et le curé vit défiler ainsi toute une bande de monstres, les uns en feu, les autres en fumée, chez lesquels les formes humaines s'amalgamaient avec des pieds fourchus, des trompes, des queues ou des ailes. Chacun d'eux apportait son grief contre la sainteté du digne homme. Le dernier, un corps humain bien dessiné, mais muni d'une queue de vache et privé de tête s'avança armé d'un trident pour lui dire:

Lorsque, chaque automne, tu montes au village de Montagnon dire une messe contre nous, ne prends-tu pas de temps en temps un ou deux grains de raisin à travers les vignes?

— Oui! Mais je n'ai jamais disposé de ce bien d'autrui que pour mon assistance: il fait chaud vers la saint Maurice au pied du mont.

Déjà toute la satanique compagnie exultait, sentant le curé vaincu, quand ce dernier ajouta avec assurance:

— J'ai même pris ce soir, en montant, un grapillon que la serpe a oublié, mais, allez voir si je n'ai pas posé un batz (vienne monnaie suisse de la valeur de 14 centimes) sur la pointe de l'échalas.

Décidément, le curé Maret était invincible. Les diablats étaient contraints de reconnaître ses pouvoirs.

— Nous partirons, dirent-ils, puisque le Puissant l'ordonne par ta bouche, mais il existe pour les esprits infernaux des droits immuables. Chassés de ces lieux nous devons aller ailleurs. A toi de fixer notre retraite.

— Les ravins de la Pierraye dans la vallée de Bagnes. Là vos mauvaises actions auront moins d'effets, répondit le prêtre.

— Il nous reste à faire les conditions, c'est notre droit, dirent les méchants esprits:

Que jamais, dans la paroisse de Leytron, trois particuliers ne battent la baratte le même jour;

Que jamais dans la paroisse trois ménages ne pétrissent le pain le même jour;

Que jamais dans la paroisse il y ait 3 naissances dans les 24 heures.

Dis-le bien à tous du haut de ta chaire à méditations, car, dès la violation de cet engagement, nous reviendrons et tout recommencerait.

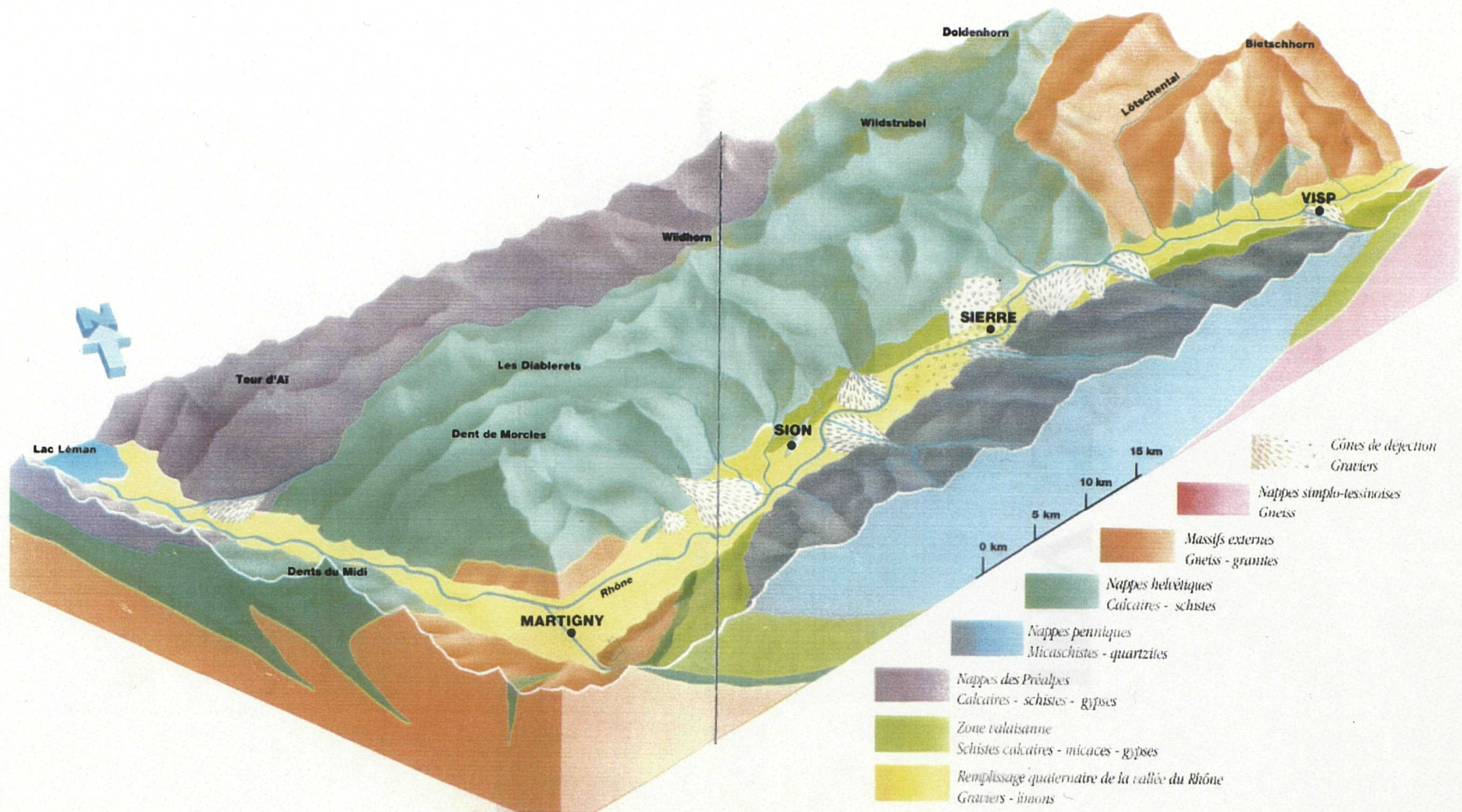
Voilà pourquoi, si nous en croyons le narrateur, il est encore d'usage dans la commune de Leytron de ne jamais faire ni le beurre ni le pain dans trois familles le même jour. La tradition reste muette sur l'observation de la troisième clause.

L. COURTIVON.

# **ANNEXE VII**

OPAV, *Valais du Vin*, 1996





# **ANNEXE VIII**

*Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais, 27 novembre 1997*



# Les quatre zones sismiques de Suisse

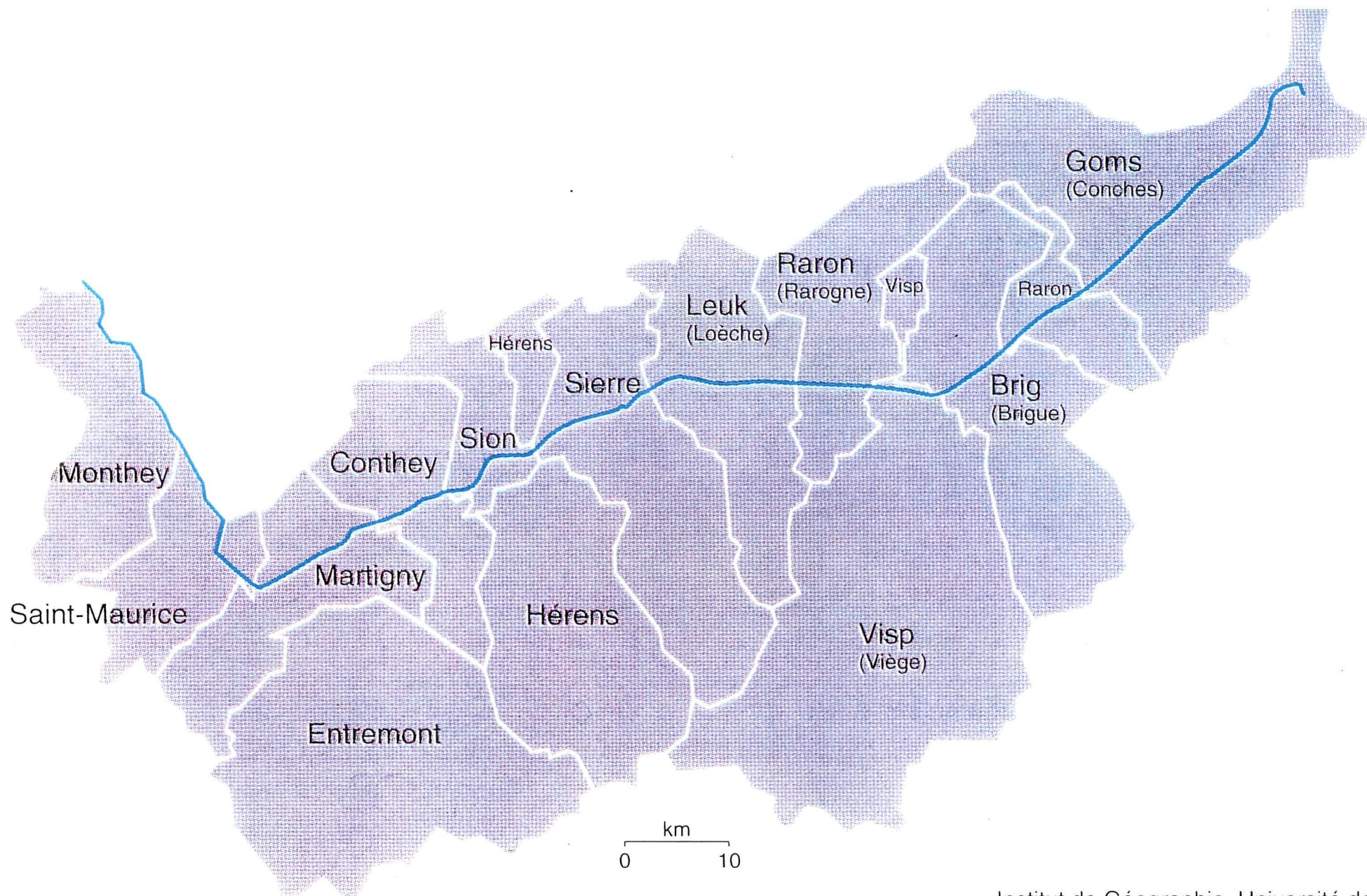
- Zone à risque faible
- Zone à risque modéré
- Zone à risque moyen
- Zone à risque élevé





# ANNEXE IX

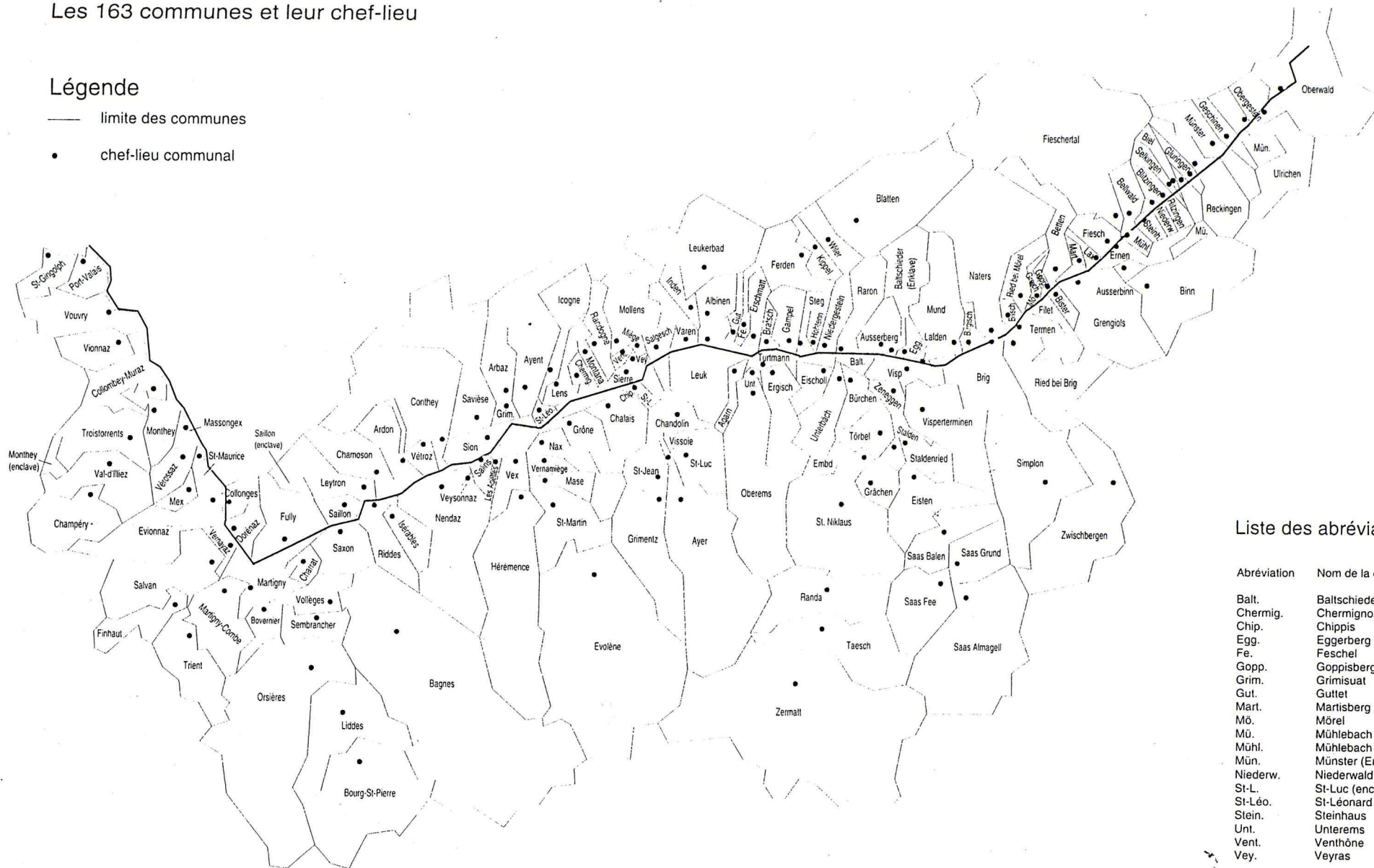
COSINSCHI M., *Valais : cartoscopie d'un espace régional*, Lausanne, 1994



# Les 163 communes et leur chef-lieu

## Légende

- limite des communes
- chef-lieu communal



## Liste des abréviations

Abréviation	Nom de la commune
Balt.	Baltschieder
Chermig.	Chermignon
Chip.	Chippis
Egg.	Eggerberg
Fe.	Feschel
Gopp.	Goppisberg
Grim.	Grimisuat
Gut.	Guttet
Mart.	Martisberg
Mö.	Mörel
Mü.	Mühlebach (Enclave)
Mühl.	Mühlebach
Mün.	Münster (Enclave)
Niederw.	Niederwald
St-L.	St-Luc (enclave)
St-Léo.	St-Léonard
Stein.	Steinhaus
Unt.	Unterems
Vent.	Venthône
Vey.	Veyras



# ANNEXE X

DUFOUR A.H, *Carte du Valais et de la vallée d'Aoste*, 1849

Echelle 1:680 000

DUVOTENAY TH., *Canton du Valais*, 1837

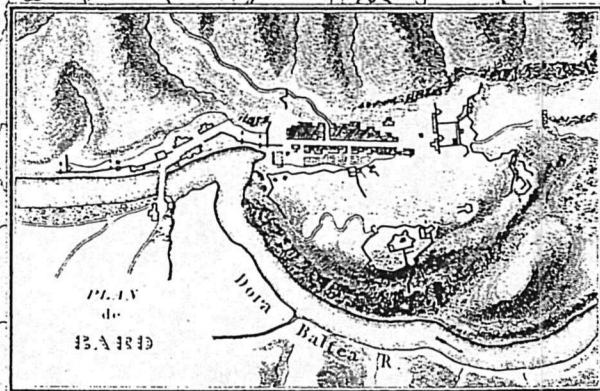
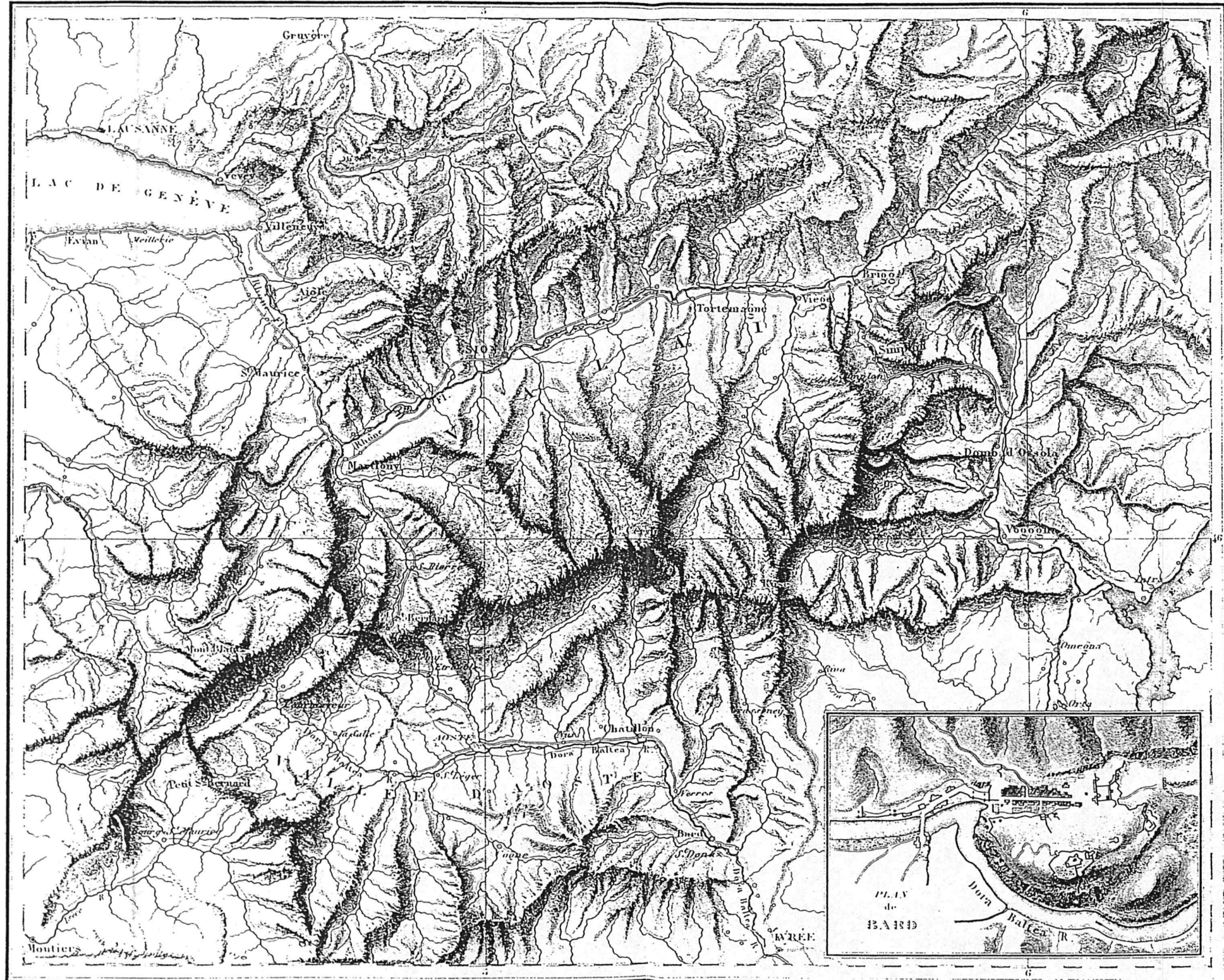
Echelle 1:525 000

WAGNER E., *Carte voyage du canton du Valais*, 1899.

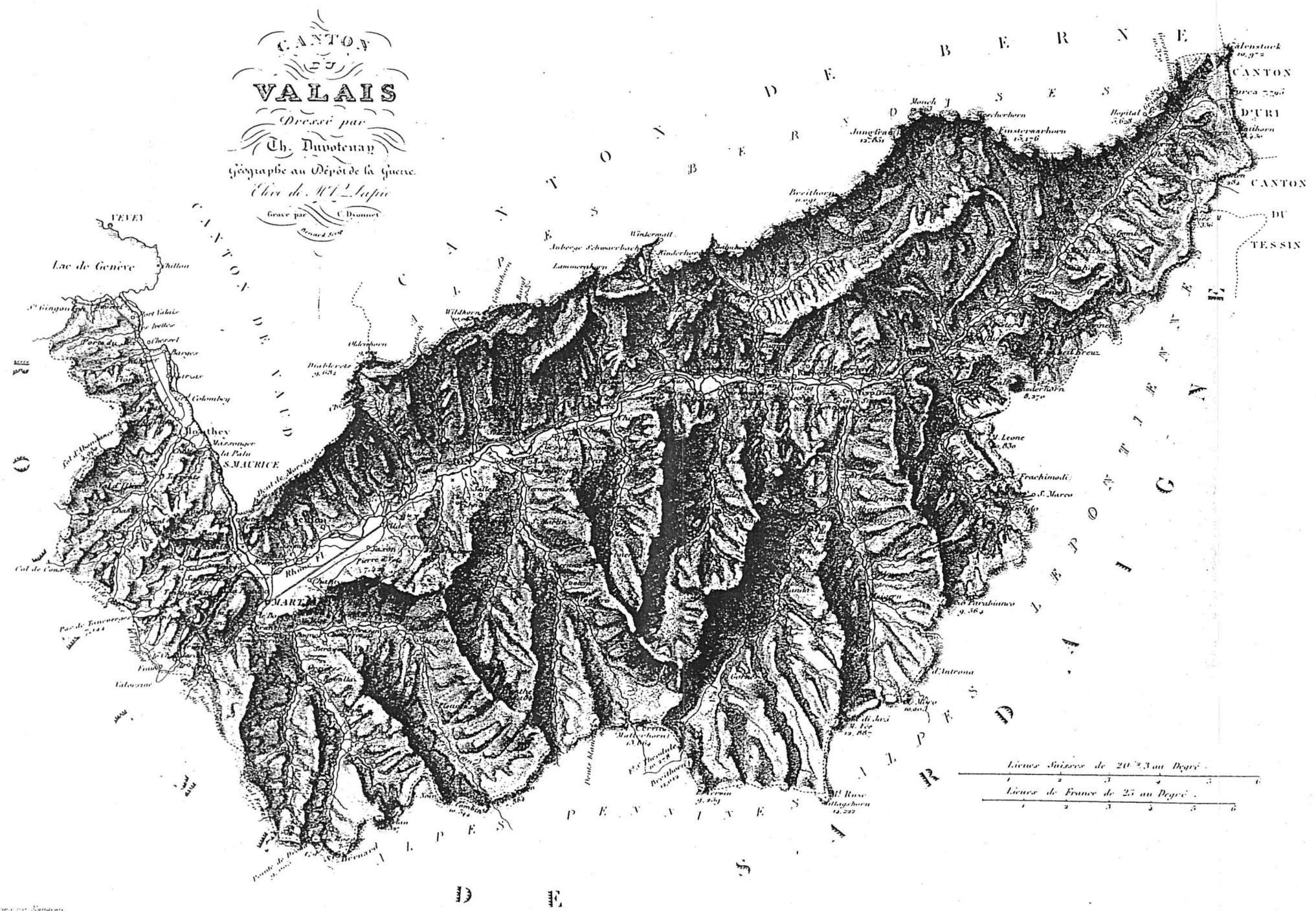
Echelle 1:300 000

*Carte scolaire du canton du Valais*, 1979

Echelle 1:250 000

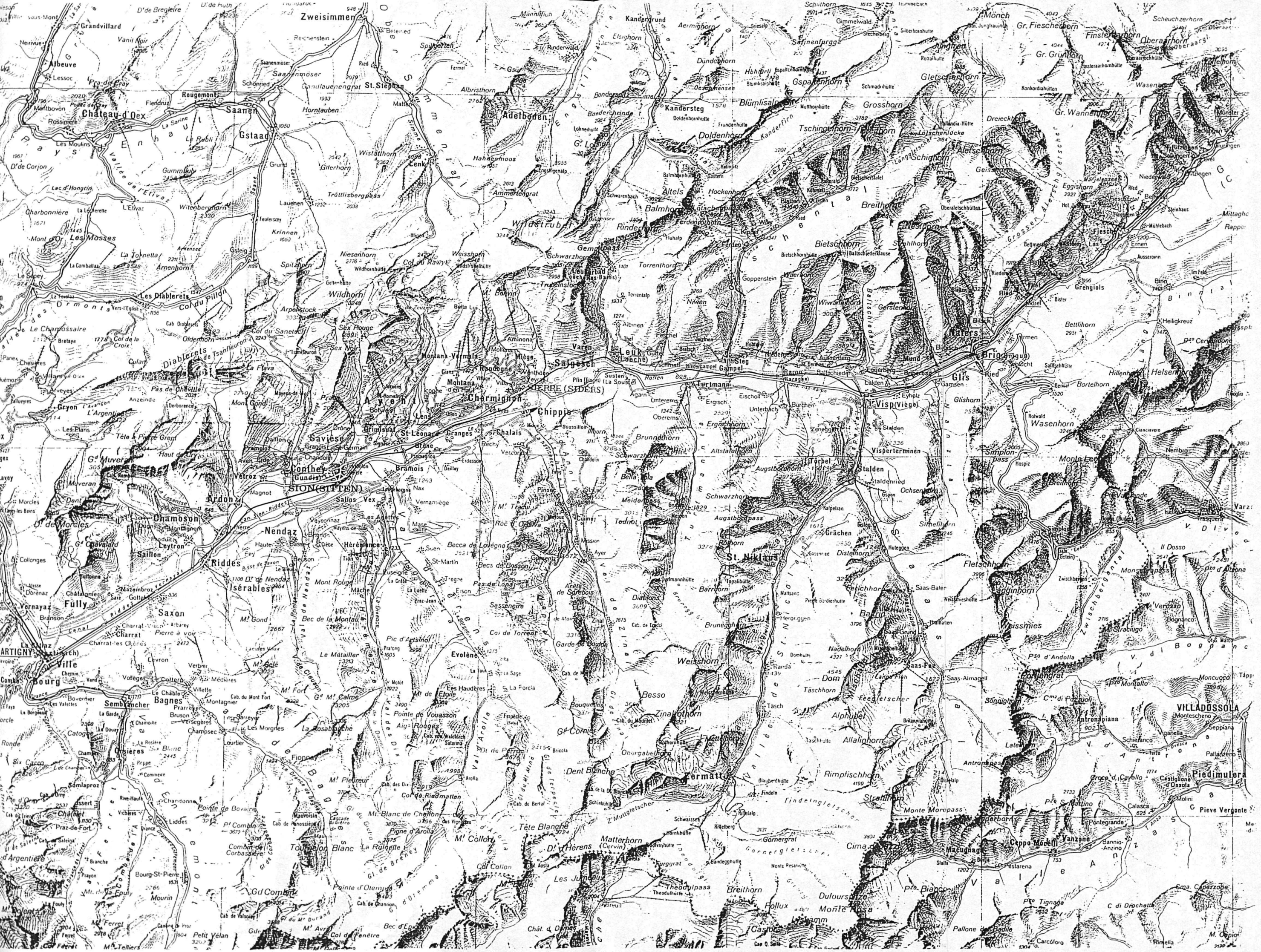




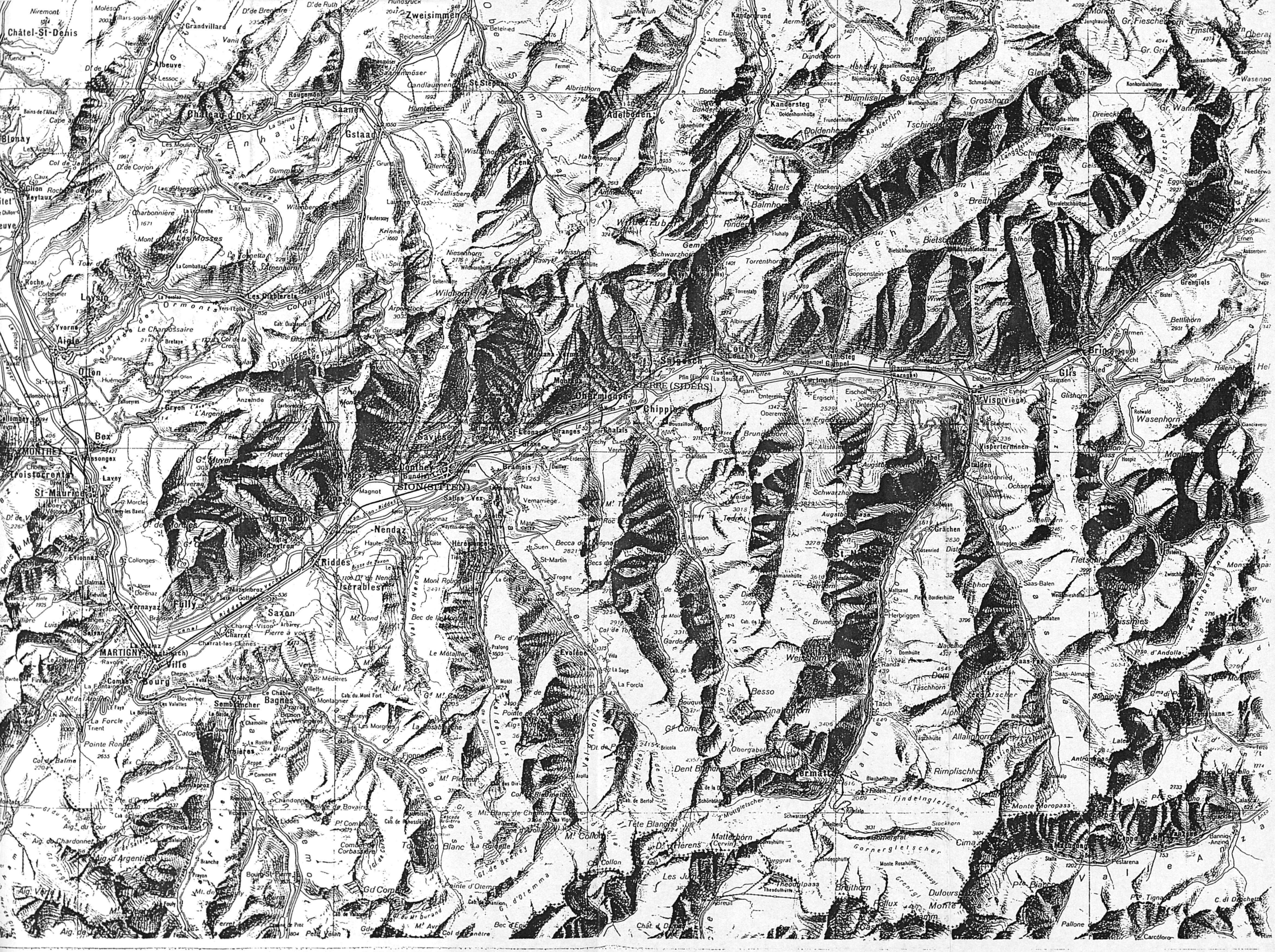


\* Elévation désigne les points de vue remarquables







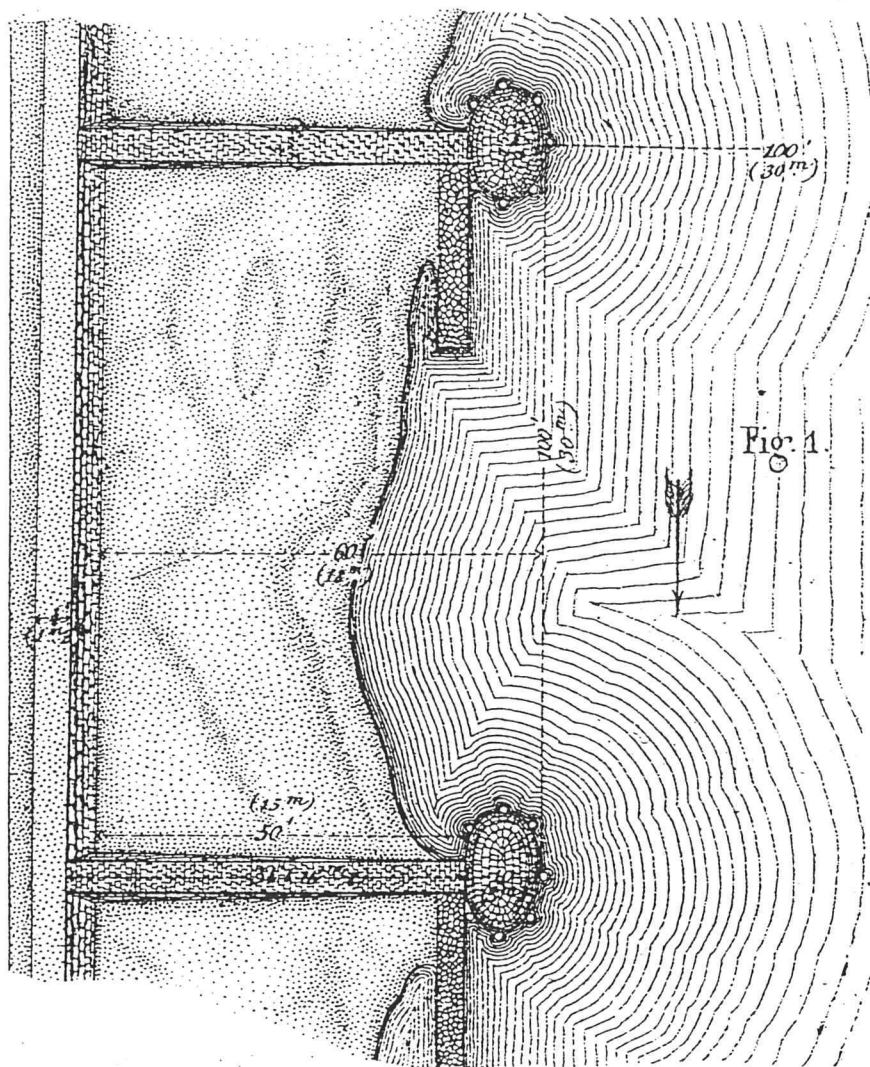




# ANNEXE XI

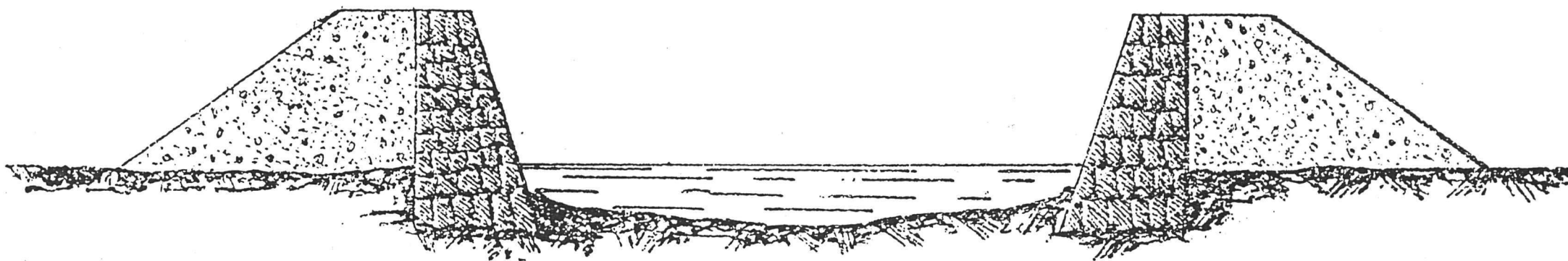
KUONEN TH., *Histoire des forêts de la région de Sion du Moyen-Age à nos jours*, Sion, 1993

Correction du Rhône  
Types



# ANNEXE XII

CULMANN K., *Rapport au Conseil fédéral sur les torrents des Alpes suisses  
inspectés en 1858, 1859, 1860 et 1863, Lausanne, 1865*

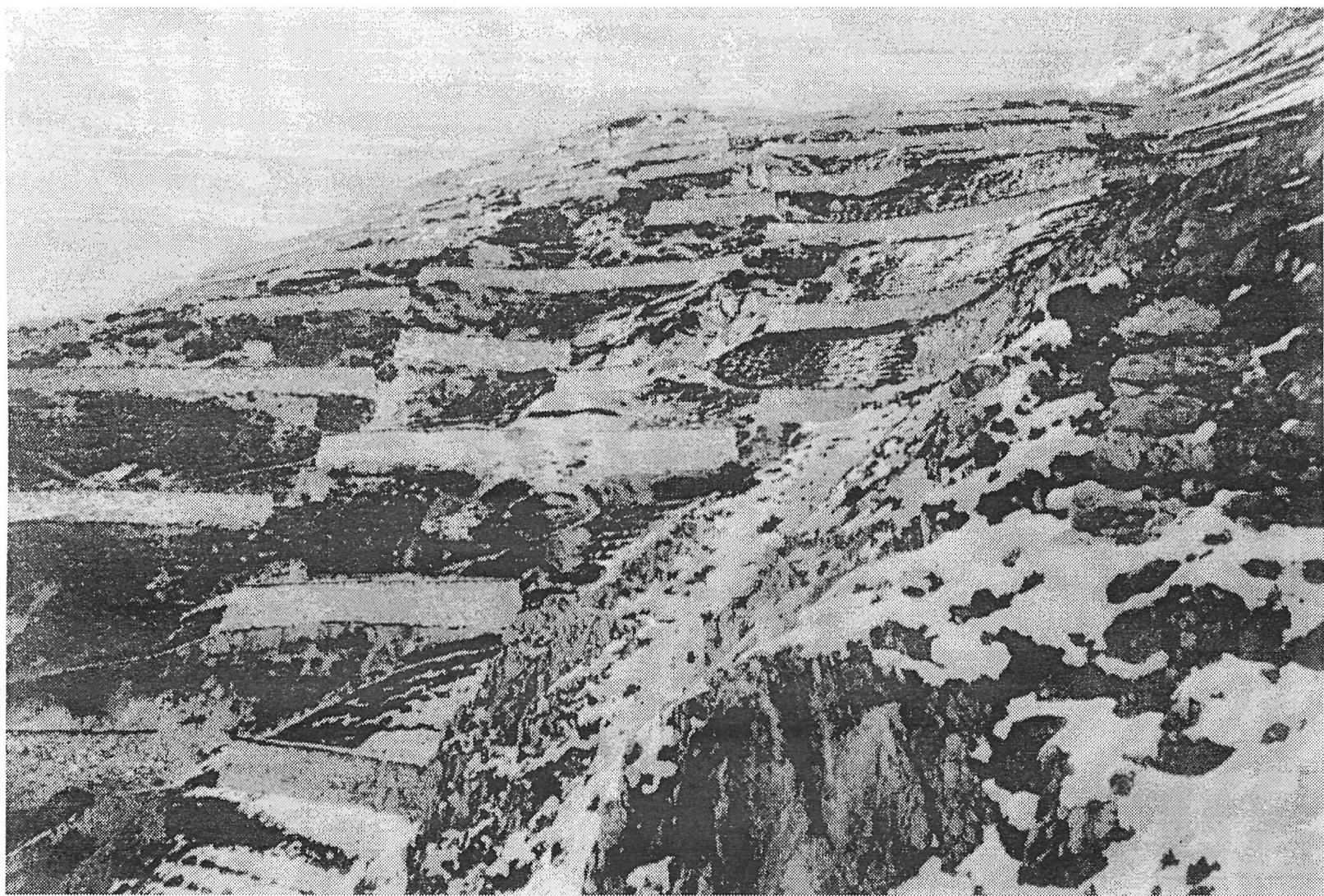


# ANNEXE XIII

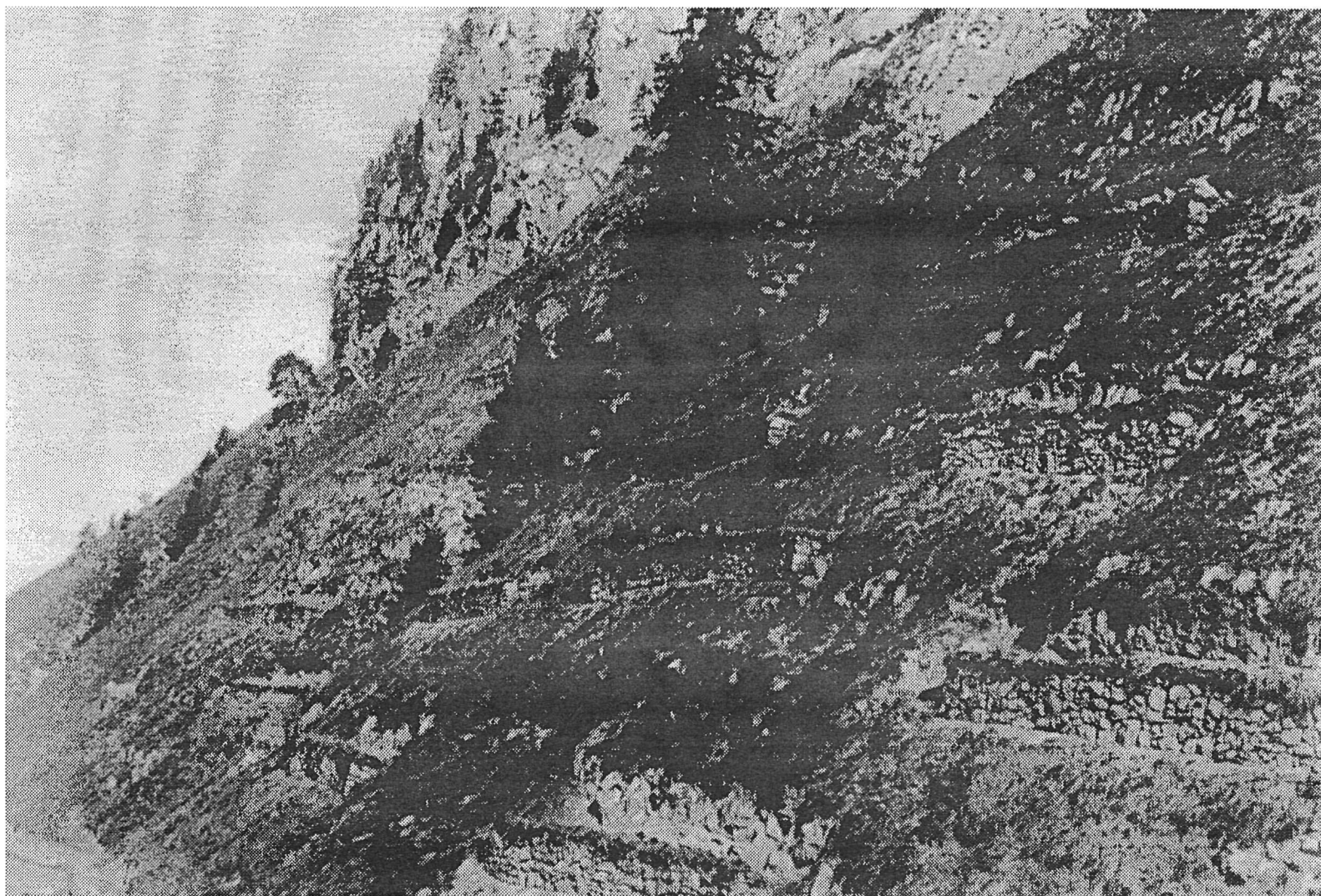
COAZ J., *Statistik und Verbau der Lawinen in den Schweizeralpen*, Bern, 1910















# **ANNEXE XIV**

AEV, DI 264.1.1, N° 3



## CONSEIL FÉDÉRAL

## Peuple suisse et aux Suisses à l'étranger.

## Fidèles et chers Confédérés!

Les jours qui se sont écoulés depuis le 27 du mois dernier sont venus apporter une note discordante au milieu de la joie causée par une magnifique récolte. Les torrents quittant leurs lits ont couvert plusieurs contrées de la Suisse et jeté la désolation chez leurs paisibles habitants. Partout, jusque dans la moindre chaumière, la triste nouvelle de ces désastres s'est répandue avec la rapidité de la foudre; mais il n'est pas encore possible de préciser les détails du désastre et d'en calculer l'importance même approximativement. Toutefois, des témoins impartiaux et aux renseignements desquels nous pouvons ajouter toute confiance nous ont fait un tableau effrayant des dommages qu'ils ont constatés et dont les Cantons de St. Gall, des Grisons, du Tessin, du Valais et d'Uri ont été le théâtre. Nous nous trouvons donc en face d'une calamité publique telle que depuis bien des années, en partie même depuis des siècles, on n'en a point vu de pareille en Suisse. Des localités entières sont aujourd'hui désertes, et il faudra longtemps avant que les populations épouvantées ne puissent aller retrouver leurs foyers. D'autres sont presque entièrement détruites: des ruines indiquent seule la place où se trouvaient les maisons d'habitation des malheureux aujourd'hui sans ressources et sans travail. Des prairies verdoyantes, des champs fertiles sont maintenant couverts de débris et de limon; bien des années s'écouleront avant qu'on ne puisse rendre à la culture ceux d'entre eux que le terrible fléau n'a pas entièrement ravagés. Nous sommes malheureusement obligés de reconnaître que les dommages s'élèvent à plusieurs millions.

Mais ce serait peu si nous n'avions pas à déplorer la perte d'êtres humains, soixante, dit-on, qui ont péri dans les eaux ou les décombres après avoir vu s'engloutir tout ce qu'ils possédaient.

Au milieu d'une telle désolation, dans ce malheur immense, nos compatriotes si fortement éprouvés placent leur espoir, leur confiance, en Dieu d'abord, puis dans les antiques sentiments d'amour et de fidélité de leurs Confédérés; leurs regards tristes et inquiets sont dirigés sur la patrie!

Quant à vous, fidèles et chers Confédérés, nous savons que vous ne tromperez pas cet espoir, nous sommes certains que vous vous montrerez dignes de cette confiance. Vous souvenant des liens sacrés qui vous unissent à vos frères et de l'exemple que vous ont donné vos ancêtres, vous ferez loyalement tous vos efforts pour venir en aide aux malheureux, pour adoucir leurs maux, pour sécher leurs larmes, et les pauvres orphelins de ceux qui ont disparu dans les flots ou sous les avalanches de pierres apprendront que la Confédération veut leur servir et de père et de mère.

L'antique devise de la Suisse: Un pour tous, tous pour un! n'a pas pour unique effet de nous remplir d'enthousiasme quand

l'ennemi du dehors apparaît aux pieds de nos montagnes: elle doit surtout nous diriger comme une étoile scintillante quand un désastre intérieur vient frapper à notre porte, quand il s'agit de tendre une main amie à nos frères d'autres parties de la Suisse appelés à soutenir un combat inégal avec les éléments en fureur et à succomber dans cette lutte. Jamais le Suisse n'a refusé jusqu'ici de tendre cette main amie à ses Confédérés. Chacun de nous sera donc prêt, dans les tristes circonstances où nous nous trouvons, à déposer sur l'autel de la patrie son don précieux ou sa modeste obole, et nul ne se soustraira à cette œuvre de salut.

Il se formera des Comités de secours dans tous les Cantons où il n'en existe pas encore, de sorte que chacun aura l'occasion de remettre son offrande dans son voisinage immédiat.

C'est à vous aussi que nous nous adressons, Confédérés établis à l'étranger, à vous qui, bien que disséminés sur les deux hémisphères, n'avez jamais pu oublier cette patrie que vous aimez et dont l'affection vous accompagne jusque dans les contrées les plus lointaines. Bien que séparés de nous, vous vous êtes réservé le droit de participer loyalement aux destinées de votre pays. A toutes les époques et dans toutes les circonstances vous avez revendiqué le droit de donner plein essor aux sentiments qui remplissent vos cœurs, soit pour rehausser l'éclat de nos joies, soit pour soulager nos infortunes. Nous pouvons donc avoir pleine confiance en vous et compter que, cette fois encore, notre cri de détresse trouvera de puissants échos chez vous tous, sans aucune exception.

Si grand que soit le besoin, plus grand encore est l'amour fraternel! Et en songeant à ce que les Confédérés ont fait dans les jours d'avérsité, à ce qu'ils sont décidés à faire encore, nous pouvons tourner avec confiance nos regards vers l'avenir.

Aussi, bénissons même ces jours d'épreuves, puisqu'avec l'aide de Dieu nous les traversons à notre honneur!

Que bénis soient ces jours dans lesquels nous voulons nous présenter au monde comme les fils d'une même mère, comme les membres d'une même famille, en témoignant que dans l'adversité et le besoin, de même que dans la joie et la prospérité, nous n'avons qu'un cœur et qu'une âme!

Berne, le 14 Octobre 1868.

Au nom du Conseil fédéral suisse,  
Le Président de la Confédération:  
**Dr J. Dubs.**

Le Chancelier de la Confédération:  
**Schiess.**

# **ANNEXE XV**

AEV, DI 23.3.2, N° 44



# APPEL DE LA PATRIE.



Lith. Ed. Mockly. à Genève.

LE CARILLON, Oct. 1858.



# APPEL DE LA PATRIE

## AU PROFIT DES INONDÉS DE LA SUISSE ORIENTALE

Allons, les festineurs! Allons, joyeux en fêtes  
Sous la sainte bannière allons nous découvrir,  
C'est le Tir fédéral qui bientôt va s'ouvrir,  
Comités, mettons-nous en quêtes!

Des prix de toute part pour nos adroits tireurs,  
De l'Inde, du Japon, de partout où des cœurs  
Battent pour la mère Helvétie.  
Voyez venir lingots, groupes d'or et d'argent,  
Tous veulent être assis, du riche à l'indigent,  
A la fête de la Patrie!

Trompettes des journaux, sonnez de vals en monts;  
Hier vingt mille francs, demain quarante mille!  
Sonnez à l'étranger, sonnez de ville en ville  
Proclamez la liste des dons!!

Tout pour les plus adroits! tout pour les camarades,  
Ayant gousset garni pour huit jours de banquets!  
Tout pour les bons bourgeois faisant leurs promenades,  
Coupes et prix d'honneur, couronnes et bouquets! . .  
Des chants de liberté, des discours, des rasades!!  
Chez nous rien ne manque aux buffets!! . .

Des fêtes chaque jour, des concours de musiques!  
Des joyeux compagnons aux tournois gymnastiques!  
Des caravanes de lutteurs!  
Des banquets d'officiers, des tirs à toutes armes,  
Des guerriers toujours prêts pour l'heure des alarmes!  
Des services d'argent qui brillent sur les cœurs!!  
Chantons l'Egalité pour les pauvres en hardes,  
Pour les deshérités qui gardent la mansarde,  
Le bouge humide et meurtrier! . . .  
Une obole au vieillard acroupi sur la voie  
Dont les tristes haillons suspendent notre joie,  
On est quitte, allons ripailler!! . . .  
Au banquet saluons nos antiques bannières,  
N'ayons qu'un même cœur, unis, soyons tous frères,

Et si notre mère en danger  
Réclamait notre bras contre la tyrannie  
Elle aurait nos trésors, notre sang, notre vie  
Contre tout despote étranger! . . .

Si la guerre était là, menaçant la Patrie,  
Ses fils auraient pour elle, et de l'or et du sang.  
Tous se disputeraient pour être au premier rang,  
Pour défendre et sauver la liberté chérie!

Aujourd'hui c'est le fleuve emportant nos cités,  
Nos chalets, nos troupeaux, dévastant nos campagnes!  
C'est le bloc des rochers, roulant de nos montagnes,  
Semant partout la mort sur nos champs dévastés!  
C'est la trombe du ciel à l'heure où l'on sommeille,  
C'est le réveil horrible aux cris de nos enfants,  
C'est le bétail qui pleure au bruit des toits croulants,  
La nuit noire où la mort en sursaut nous réveille!  
C'est l'ennemi qui gronde en torrents vagabonds,  
C'est le géant des monts qui mugit dans la plaine,  
Qui brise, démolit, ravage, tue, entraîne  
Tout sous sa faux de mort! c'est la nuit des démons!  
C'est la mère emportant son fils dans l'ombre noire,  
Le père les cherchent dans le flot qui le tort,  
C'est l'heure de l'enfer, où l'on perd la mémoire,  
Dans la lutte contre la mort!

C'est l'ennemi qui laisse après lui la détresse,  
Les familles sans toits, riche et pauvre sans pain,  
L'étable sans bétail, l'enfant criant la faim,  
La plaine sans récolte et tout cœur en tristesse;  
C'est le berceau natal dont les débris flottants,  
Disparaissent là bas, c'est le champ sous le sable,  
C'est l'onde furieuse, inflexible, implacable,  
Qui joue avec les ponts croulants!  
C'est le bruit des torrents, c'est le concert du diable  
Qui couvre les cris des mourants.

Allons, Confédérés, gens de guerre et de fêtes  
Contre cet ennemi ce ne sont pas des quêtes,

Que la Patrie attend de vous.  
Si des tyrans touchaient à notre indépendance,  
A Berne vous auriez des coffres de finance,  
Et des emprunts par millions!  
Des bataillons armés, courant à la frontière  
Des citoyens quittant travail, villes, chaumières,  
Des volontaires légions!

Au rendez-vous d'honneur vous pouvez nous attendre,  
Nous avons comme vous des bras pour la défendre,  
Cette mère Patrie en qui nous espérons!  
Oui sur nos monts Alpains nous garderons son trône,  
Nous n'attendrons pas votre aumône,  
Quand pour elle nous combatrons?  
Mais nous la bénirons, l'obole fraternelle,  
Le secours spontané que notre voix appelle  
De tous nos frères en douleurs,  
Mais pourquoi nos Conseils aussi prêts pour la guerre,  
Avant de secourir notre immense misère,  
Viendraient-ils toiser nos malheurs?  
Pourquoi ce coffre-fort où tout le monde apporte,  
Semble-t-il hésiter d'ouvrir sa lourde porte,  
Aux cris de notre adversité?  
Faudra-t-il du Conseil en appeler aux chambres,  
Lui faudra-t-il des mois pour réunir leurs membres,  
Qui nous tendrons la charité!  
Avec l'heureux printemps vous reviendront vos fêtes;  
Vos greniers sont remplis, le deuil sera chez nous!  
Pour dresser fièrement vos têtes,  
Devant notre bannière, amis, souvenez-vous,  
De ces mots fraternels: TOUS POUR UN, UN POUR TOUS!

Ph. CORSAT.

Imprimerie A. BLANCHARD

# **ANNEXE XVI**

AEV, DI 22.2.2, N° 27



# LE CONSEIL D'ETAT DE LA RÉPUBLIQUE ET CANTON DU VALAIS *aux Habitants du Canton.*

## CHERS COMPATRIOTES !

Une grande calamité a naguères frappé une partie notable de notre Canton. — Nous n'avons pas attendu ce moment pour vous faire entendre les accens douloureux que nous ont arrachés les derniers jours du mois d'août.

Les eaux, que récelaient dans leurs abîmes une partie de nos glaciers, s'en étaient subitement échappées avec fureur; elles s'étaient précipitées dans la plaine, portant partout destruction et ruine; elles avaient rompu les digues du fleuve et submergé au loin ses rives.

Des terres fertiles englouties dans les flots; des biens d'une vaste et riche étendue devenus un sol aride couvert de rocs; de graviers et de débris de toute espèce; en certains endroits à une hauteur de quelques toises; des maisons encombrées; des hameaux rendus presque inhabitables; des moissons entraînées avec leurs greniers; des récoltes anéanties; des communications rompues; des familles privées en quelques instants de leurs moyens de subsistance; des malheureux plongés d'un état aisé dans celui d'un besoin pressant! —

Voilà le déchirant spectacle sous l'impression duquel nous vous avons la première fois parlé d'une de ces catastrophes où les forces humaines reculent, où elles reconnaissent leurs limites, avouent leur impuissance.

Nous ne connaissions pas encore quel pouvait être le degré d'infortune qui vous avait atteints, chers ressortissans; mais déjà nos âmes s'abattaient à la pensée des sommes auxquelles pouvaient s'élever vos pertes.

**Un million cent quarante - un mille neuf cent  
trente-quatre francs !**

Tel est le chiffre énorme que sont venus nous décèler les détails que nous nous sommes procurés sur les ravages causés par l'ouragan du 27 août 1834.

Le récit d'aussi grands maux, si vivement sentis chez nous, s'est étendu au loin; il ne s'est pas fait entendre en vain; ce n'est pas une pitié stérile qu'il a excitée.

L'humanité s'empresse de vous apporter des consolations. Vos frères, vos confédérés, l'étranger même à la vue de vos campagnes ravagées, viennent à votre secours.

Des collectes sont ordonnées dans les cantons; des associations particulières s'y forment; nous recevons des marques touchantes de l'intérêt actif qu'on prend à votre malheur. — Mais cet intérêt doit se porter aussi à d'autres cantons qui ont été affligés aux mêmes heures que vous l'avez été et des mêmes maux.

Si le Conseil d'Etat n'a pas encore fait un appel général à la bienfaisance de vos concitoyens, il ne l'a différé que pour attendre l'époque la plus favorable aux collectes. Il vient aujourd'hui s'adresser à ceux des habitants du canton qui ont été épargnés dans ces désastres ou qui en ayant été aussi atteints n'en sont cependant pas réduits à une position qui les prive de l'exercice de l'une des premières vertus de l'homme, celle de secourir l'infortune.

Nous ordonnons en conséquence qu'une collecte soit faite dans tout le canton par les soins de l'autorité locale, aussitôt après la publication des présentes.

Cette collecte se percevra de maison en maison à des jours fixes qui seront attribués le dimanche qui les précède.

Les Conseils de communes désigneront à cet effet quelques-uns de leurs membres; ils transmettront la note du produit à la commission centrale de bienfaisance établie par le Conseil d'Etat pour la répartition de ces offrandes.

Chers Compatriotes! vous avez ouvert vos cœurs à la pitié; ouvrez aujourd'hui vos mains à la bienfaisance.

Vous consolerez des pères de famille, qui doivent, non sans soucis, pourvoir à l'entretien de ceux auxquels ils ont donné le jour et qui leur demandent du pain.

Vous soulagerez les peines de la veuve; vous assisterez l'orphelin; quelques uns d'entre vous acquitteront une dette contractée dans des jours de triste souvenir.

Vous sécherez beaucoup de larmes. — Les yeux, d'où elles coulaient, s'élèveront avec les cœurs vers le Ciel pour lui demander qu'il ne vous laisse jamais éprouver ce qu'a de cruel le sort de ceux qui invoquent aujourd'hui votre compassion, qui réclament votre générosité.

Daigne la Providence exaucer ces vœux en écartant du Valais toute nouvelle calamité!

Donné en Conseil d'Etat à Sion le 9 novembre 1834. pour être publié et affiché dans toutes les communes de la République.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT:

*Le Grand-Baillif,*

DE COURTEN.

# **ANNEXE XVII**

AEV, DI 23.3.2, N° 45

# GARIBALDI.

N. B. Cette Poésie se vend au bénéfice des inondés du Valais.

PRIX : 20 CENTIMES.

Garibaldi, grand nom qui vivra dans l'histoire,  
Epris de tes hauts faits je veux chanter ta gloire ;  
Puissé-je aux citoyens qu'a séduits ton grand cœur  
Inspirer par mes vers une nouvelle ardeur.  
En tous lieux, aujourd'hui, la jeunesse enflammée  
Admire tes exploits et ta vaillante épée ;  
On te voit chaque jour t'élever et grandir,  
Et les rois devant toi semblent s'évanouir.  
Tu connais dès longtemps cette diplomatie  
Qui laissa lâchement asservir ta patrie,  
Alors qu'elle aurait pu sans peine et sans effort  
Délivrer l'Italie et la conduire au port.  
Le prince ambitieux qui menace l'Europe  
D'un habile réseau l'Italie enveloppe ;  
Il croit pouvoir encor s'y faire des sujets... !  
Tu mettras à néant ces perfides projets.  
La Sicile déjà te doit l'indépendance,  
Et l'écho de ton nom, l'éclat de ta vaillance,  
Ouvre Naples aujourd'hui devant tes bataillons :  
On voit fuir bien au loin tous ces pâles Bourbons.  
Après tant de combats tu vas entrer à Rome,  
Qui depuis Rienzi n'a pas vu de grand homme ;  
Le peuple y recevra son grand libérateur,  
Il mettra sur son front la couronne d'honneur.  
Le plus grand citoyen de la belle Italie  
Fait voir en sa personne à l'Europe ravie,  
Aujourd'hui le soldat qui triomphe des rois,  
Demain le citoyen qui se soumet aux lois.  
Ah ! le peuple a le droit de croire à ta parole,  
De chérir son héros, d'en faire son idole,  
Car c'est le Washington du peuple italien,  
Il est de son honneur le plus digne soutien.  
Les Alpes et la mer formaient une ceinture  
A ce pays tracé des mains de la nature ;

Mais les rois en avaient autrement décidé,  
Et pour mieux le régir repoussaient l'unité.  
Garibaldi parut et consacra sa vie  
A faire un seul Etat de toute l'Italie :  
Les yeux sur ce grand but, le labeur de ses jours,  
Le rêve de ses nuits, il y marchait toujours.  
Illustre général, c'est grâce à ton courage  
Qu'on voit tous ces enfants divisés d'âge en âge  
Par de cruels tyrans qui brisaient le faisceau,  
Etre enfin réunis sous le même drapeau.  
Un grand peuple s'élève, il faut lui faire place,  
Ses aïeux ont creusé la plus profonde trace,  
Qu'il y marche à son tour. Ah ! que la liberté  
Soit son palladium et qu'il soit respecté.  
Oui la Liberté seule a pu changer le monde,  
Tout se flétrit sans elle : en sa source féconde  
On peut puiser sans cesse et toujours recueillir  
L'espoir si consolant d'un meilleur avenir.  
Qui peut dire, en effet, où le progrès s'arrête,  
Qui peut fixer un terme à sa noble conquête ?  
On peut voir clairement que cet enfant des cieux  
Sera par tout le monde un jour victorieux.  
Tous les cœurs généreux servent sous sa bannière,  
Et, si de son héros l'Italie est si fière,  
C'est qu'elle a pressenti que rien n'arrêtera  
Sa marche que toujours la vertu guidera.  
En avant ! on te suit... tu seras invincible,  
Un pouvoir surhumain arme ton bras terrible,  
Tu seras le fléau des princes étrangers  
Qui voudraient aux combats affronter tes guerriers.

UN CITOYEN DE GENÈVE.

# ANNEXE XVIII

*Rapport du comité de bienfaisance chargé de la répartition des secours recueillis  
pour les victimes de l'inondation en Valais du 1<sup>er</sup> au 7 septembre 1860, Sion,*

1862



# RECETTES.

## DONS REÇUS.

### 1° DU CANTON DE GENÈVE.

Par M. Challet-Venel, Chef du Département de l'Intérieur du canton de Genève, produit d'une collecte à domicile faite officiellement par ordre du Conseil d'Etat dans tout le canton

De M. Jacobi fils

De la Banque du Commerce, un ballot de vêtements.

Du bataillon de réserve N° 125 de Genève pour le bataillon N° 35 du Valais

Du bataillon N° 84 de Genève pour le bataillon N° 35 du Valais.

### 2° DU CANTON DE ZURICH.

Du Commandant Nægeli, de la part du bataillon N° 5 de Zurich pour le bataillon N° 35 du Valais

De M. Fæsy-Hurter, trésorier de la Hülfs-gesellschaft de Zurich.

Du doyen Hæfely, produit d'une quête dans l'église de Wedensweil

De M. Abbeg, trésorier de la Mittwochengesellschaft à Küsnacht

De M. Oster, pour la Société d'utilité publique suisse d'Enge

De M. Kessler, président du Sängerverein Harmonie

De M. Schædler, au nom de la Société évangélique de Zurich

FRANCS.	CT.	FRANCS.	CT.
15879	—		
40			
256	—		
342	60		
		16517	60
850	—		
1348	85		
371	—		
85	—		
460	—		
300	—		
189	57		
		3604	42
A reporter :		20122	02



Report :

3° DU CANTON DE VAUD.

Produit d'un concert donné par les aveugles de Lausanne, envoi de M. Hirzel	300	—
De M. Jacques, pasteur de Vallorbes, produit d'une quête à l'église, le jour du jeûne fédéral	56	—
De M. Grand d'Hauteville, de Vevey	50	—
De la baronne de Seigneux	20	—
De M. Colomb, de Vevey	40	—
Du bureau de la <i>Gazette de Lausanne</i>	4804	55
De M. Collomb, directeur, à Bex	20	—
De M. d'Auderan, de Bex, produit d'un concert	155	40
De MM. Kopp et Billard, à Bex	80	—
Souscript. ouverte dans les bureaux du journal <i>la Semaine</i>	134	60
» » » <i>Gazette vaudoise</i>	212	50
» » » <i>Nouvelliste vaudois</i>	100	—
De M. Schleicher, pasteur à Villeneuve	15	—
De M. Durand, pasteur à Vevey, au nom du cercle de réunion de Montreux	49	—

FRANCS.	CT.	FRANCS. 20122	CT. 02
		6037	05
		1725	—
		282	—
		141	40
A reporter :		28307	47

4° DU CANTON DE NEUCHÂTET.

De M. Courvoisier, du Locle	20	—
De la rédaction du <i>Neuchâtelois</i>	1567	25
» <i>Courrier de Neuchâtel</i>	80	—
» de la <i>Feuille d'Avis</i>	57	75

5° DU CANTON DE BALE.

De M. Zehnder, produit d'une souscription dans les bureaux des <i>Basler Nachrichten</i>	282	—
--	-----	---

6° DU CANTON DE BERNE.

De M. Bernard, pasteur à St-Imier, produit d'une collecte dans sa paroisse	60	—
De M. Benj. Augsburg, produit d'un concert à St-Imier et Villeret	81	40

	FRANCS.	CT.	FRANCS.	CT.
Report :			28307	47
7° DE DIVERS.				
Des officiers travaillant au tracé de la route de la Furka	100	—		
Produit d'une collecte à St-Maurice	104	—		
De M. Hunebelle, à St-Maurice	100	—		
De l'Abbaye de St-Maurice	20	—		
M. Colbert	10	—		
Le comte de Kervilly, à Riddes	200	—		
M. Latellin, de Fribourg	5	—		
Le Conseil d'administration de la ligne d'Italie.	1000	—		
Collecte faite au souper des actionnaires, à Saxon	157	15		
Un anonyme	5	—		
M. le curé de Nendaz	30	—		
De M. Griolet, produit d'une collecte à Loèche en fa- veur des communes de Fiescherthal et Stalden	102	—		
Par M. Chapellet, collecte du diner de la St-Cécile à St-Maurice	17	30		
De M. Harvey-Levis, de Londres	10	—		
De MM. Theurer et Joris, de Vienne	125	—		
De M. Brandschen-Schmid, Irlandais	10	—		
De M. Lieber, Henri, manufacturier à Paris	200	—		
De M. Stuller, médecin, de Baar (Zug)	20	50		
Du journal <i>le Confédéré de Fribourg</i>	54	—		
De Mgr l'archevêque de Bonnechose, à Rouen	60	—		
De Mlle Ruffier, à Rolle	5	—		
			2334	95
			30642	42

### Récapitulation.

Sommes données	fr. 30,642. 42
Intérêts de cette somme à la Banque du Valais	400. —
Reçu en denrées de la commune d'Ayent, 154	{ 274. —
» » de Luc, 120	
Total des recettes	fr. 31,316. 42